Montréal mardi 1er mai 2007 Le plus grand quotidien français d'Amérique 123e année N° 188 60 pages, 5 cahiers **70 ç** taxes en sus – Édition provinciale **80 ç**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE



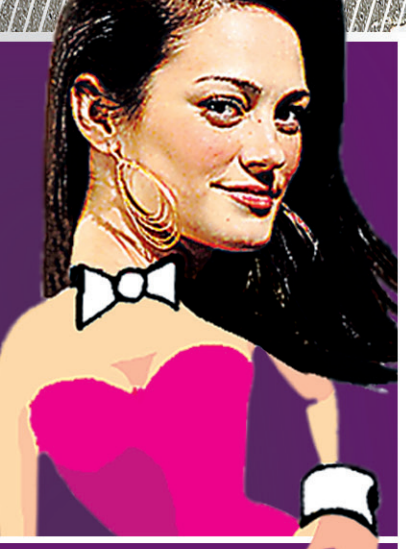
PHOTO ALAIN ROBERGE, *LA PRESSE*©

MONTRÉAL, ROYAUME DES GRAFFITIS ET DU VÉLO

› GRAFFITIS : MOYEN D'EXPRESSION OU NUISANCE PUBLIQUE ? PAGES **A2** ET **A3**
› QUATRE NOUVEAUX KILOMÈTRES DE PISTES CYCLABLES AU CENTRE-VILLE PAGE **A7**



PHOTO IVANOH DEMERS, *LA PRESSE*©



À TABLE AVEC…

LA GRANDE SÉDUCTRICE

«J'aurai des filles un jour j'espère. Je veux qu'elles s'aiment, qu'elles soient bien et si elles ont envie de mettre un décolleté, qu'elles le fassent.»
– LUCIE LAURIER

ARTS ET SPECTACLES PAGE **1**

HOCKEY

Jean-Sébastien Giguère
À l'ombre des grands… Pour l'instant !

SPORTS PAGE **1**

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Une alliance Bloc-ADQ, ça paraît mal dans le CV du prochain chef du PQ.

Venez voir mon blogue !
cyberpresse.ca/laporte

L-V 6 21924 98765 1

Charest et Boisclair mal-aimés

La popularité de Mario Dumont ne se dément pas

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Environ un Québécois sur trois seulement souhaite que Jean Charest et André Boisclair soient à la tête de leur parti aux prochaines élections générales.

C'est ce que constate la maison CROP dans sa plus récente enquête, réalisée du 19 au 29 avril pour le compte de *La Presse*. Le sondeur observe aussi, depuis le 26 mars, une légère augmentation de l'appui à l'Action démocratique du Québec dans ce coup de sonde auprès de 1001 répondants, précis à 3 points de pourcentage près.

Pour Claude Gauthier, vice-président de CROP, ces constats sont une mauvaise nouvelle pour MM. Charest et Boisclair.

« À la lumière des dernières élections, bien des gens doutent que les chefs du PLQ et du PQ soient en mesure de gagner une campagne électorale. Bien qu'il ait gagné, Jean Charest n'aura jamais été un moteur pour son parti. Quant à André Boisclair, on lui attribue le pire résultat du PQ depuis les années 70 », résume M. Gauthier. Au pouvoir, M. Charest aura peut-être la chance de renverser la vapeur ; c'est moins sûr pour André Boisclair, poursuit-il.

Un mois après le scrutin, 35 % des gens se disent d'accord quand on leur demande s'ils « souhaitent qu'André Boisclair soit à la tête du Parti québécois aux prochaines élections ».

›Voir **CHAREST** en page A8

GUERRE AU LIBAN : OLMERT SÉVÈREMENT BLÂMÉ



PHOTO AFP

La commission Winograd reproche à Olmert « des erreurs sérieuses de jugement, de responsabilité et d'appréciation ».

La communauté libanaise de Montréal réagit : « Il n'y a pas de justice ! »

À LIRE EN PAGE **A25**

Brandissant drapeaux et banderoles, des Israéliens ont manifesté hier devant la résidence du premier ministre Ehoud Olmert, peu après la publication du rapport de la commission Winograd sur la guerre du Liban, à l'été 2006. Le rapport accuse Olmert de « manquements graves » dans la gestion de ce conflit qui a coûté la vie à 1200 Libanais et 160 Israéliens.

ALCAN
Une aluminerie de 7 milliards en Arabie Saoudite

LA PRESSE AFFAIRES PAGE **1**

UN SOMMET EN SEPT MOIS
Le huard franchit les 90 cents US

LA PRESSE AFFAIRES PAGE **1**



AIR INDIA
Le Canada avait été averti des attentats de 1985

PAGE **A5**

Jamais de surréservation. Promis.

MONTRÉAL - HALIFAX†
99 $
VOLS SANS ESCALE SEULEMENT

MONTRÉAL - EDMONTON††
169 $
VOLS SANS ESCALE SEULEMENT

Réservez d'ici au 2 mai 2007*.

Réservez sur **westjet.com** ou communiquez avec votre agent de voyages.
Pour tout renseignement, composez le **1 877 956 6982.**

WESTJET
PARCE QUE LE PROPRIO Y TIENT

3452632A

† Pour Halifax, le tarif s'applique aux vols sans escale effectués entre le 4 juin et le 29 août 2007. †† Pour Edmonton, le tarif s'applique aux vols sans escale effectués d'ici au 26 juin 2007. * Réservez d'ici au 2 mai 2007. Certains jours de semaine peuvent faire l'objet de périodes d'interdiction. Aucun achat préalable n'est requis. Sièges en nombre limité et pouvant ne pas être disponibles sur tous les vols. Nouvelles réservations seulement. Les taxes additionnelles, les frais et les suppléments sont en sus, s'il y a lieu. Non remboursable. Offre pouvant être combinée avec d'autres tarifs. Tarifs pour aller simple. Visitez westjet.com pour plus de détails.

LA MÉTROPOLE DES GRAFFITIS

MONTRÉAL SURPASSE

Non, ce n'est pas une impression. Il y a beaucoup de graffitis à Montréal. En fait, la métropole québécoise est devenue un royaume pour les graffiteurs et les taggeurs. Elle surpasse même New York. Alors que le beau temps marque le retour des graffiteurs, réflexion sur ce moyen d'expression perçu comme une véritable tare par une majorité de citoyens.



MARIO GIRARD

Depuis quelques jours, les graffiteurs ont repris du service. Les murs de la ville sont « enrichis » de nouveaux tags. Tout cela au grand dam des autorités et de nombreux Montréalais.

« Montréal est maintenant une ville reconnue pour ses graffitis, dit le cinéaste Pablo Aravena. Elle côtoie Berlin et São Paulo. » Celui qui donne ce nouveau titre à la métropole québécoise a visité 10 grandes villes pour réaliser *Next : A Primer on Urban Painting*, un documentaire sur le phénomène des graffitis.

« Les jeunes ont besoin d'un espace pour s'exprimer, reprend-il. S'ils ne l'ont pas, ils s'arrangent pour le trouver. Cette recherche de l'espace public est intimement liée à la démarche du taggeur. »

À la lumière de ces propos, difficile de voir comment les autorités arriveront un jour à freiner la multiplication des graffitis, considérés par plusieurs comme une véritable pollution visuelle. Pourtant, la Ville de Montréal ne lâche pas prise. L'an dernier, l'enlèvement des graffitis a coûté pas moins de 10 millions de dollars.

« À elle seule, la Ville a dépensé 6,5 millions de dollars pour nettoyer les propriétés publiques, explique Marcel Tremblay, responsable de la propreté au Comité exécutif de la Ville de Montréal. Le reste est assumé par le secteur public. Ça représente 140 000 mètres carrés, c'est-à-dire l'équivalent de 26 terrains de football. C'est scandaleux », ajoute-t-il, visiblement ulcéré par cette situation.

Marcel Tremblay n'en démord pas, les graffitis ne doivent pas être tolérés. « On n'est plus capables de contrôler les choses, dit-il. On est en train de détruire les équipements. On a un sérieux problème. Et quelle est la solution ? Je ne sais plus. »

Selon Pablo Aravena, les efforts de la Ville ne servent à rien. « Il y a un climat répressif très fort ici, mais il est inutile. Tout le monde donne l'exemple de New York et du maire Rudolph Giuliani pour parler d'un cas de réussite. Mais à New York, il y avait des escouades anti-graffitis. Ils sont allés très loin. »

Le courant ne passe plus entre la Ville de Montréal et les adeptes du graffiti. Les tentatives des élus pour se rapprocher des jeunes graffiteurs ne semblent pas porter leurs fruits. « M. Tremblay ne connaît rien là-dedans, dit Sterling Downey, l'un des responsables de l'événement *Under Pressure*, qui rassemble chaque



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

On retrouve les trois grands types de graffitis dans cette ruelle de Montréal. Sur le mur du fond, une murale travaillée, en couleur. Au premier plan : des tags (signatures) apposés sous un *throw-up* (signature en lettres gonflées).

L'entretien de votre véhicule n'est pas un jeu.

Nos experts remettront votre véhicule en parfait état grâce à ces offres spéciales d'entretien printanier.

Offre d'entretien « Tranquillité d'esprit »

54,95 $†

L'huile synthétique Mobil 1 est maintenant disponible chez votre concessionnaire Chrysler • Jeep$_{MD}$ • Dodge.

Comprend :

☑ Jusqu'à 5 litres d'huile 5W30 Mopar
☑ Un filtre à huile Mopar ☑ Graissage (s'il y a lieu)
☑ Appoint du liquide lave-glace
☑ Permutation des 4 pneus
☑ Inspection « Tranquillité d'esprit »
☑ Rapport écrit des résultats

†D'autres frais peuvent s'ajouter pour les moteurs diesels, les V10, les V8 HEMI^{MD}, la mise au rebut des liquides et pour les liquides semi-synthétiques et synthétiques.

Offre spéciale « suspension et direction »

64,95 $*

Faites inspecter votre véhicule dès aujourd'hui pour vous assurer de rouler sans problèmes.

☑ Réglage du parallélisme des 4 roues
☑ Inspection de la suspension avant et arrière
☑ Inspection de la direction
☑ Rapport écrit des résultats

*Pièces en sus

Freins V-Line Mopar

Garantie à vie**

129,95 $

Le service d'entretien régulier de véhicule comprend :

☑ Remplacement des plaquettes ou des segments
☑ Inspection des disques et des étriers avant, du maître-cylindre, des fixations et des flexibles de freins
☑ Appoint du liquide du maître-cylindre
☑ Vérification de la condition du liquide pour freins

**Garantie limitée à vie sur les plaquettes et segments de freins Value Line. Coûts d'usinage/de remplacement des disques/tambours de frein en supplément, si requis. Offre valide sur les véhicules DaimlerChrysler seulement.

Ballon de soccer GRATUIT

Vos experts s'amuseront avec ce ballon de soccer Mopar de taille réglementaire, qui vous est offert **GRATUITEMENT*** à l'achat d'une des offres spéciales d'entretien printanier énumérées ci-dessus. Ce ballon, en similicuir durable, arbore les couleurs de Mopar avec des sections métalliques nacrées distinctives.

*Jusqu'à épuisement des stocks

Guy
• Formé par l'usine
• Pièces Mopar
• Outils diagnostiques spécialisés
• Valeur remarquable

«Vous pouvez compter sur moi.»

Pratique. Abordable.
Chrysler Jeep Dodge SERVICE
Nous sommes les meilleurs. **Laissez-nous vous le prouver.**

SEULEMENT CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP$_{MD}$ • DODGE

Ces offres d'entretien ainsi que les prix et les incitatifs qui les accompagnent ne s'appliquent qu'aux concessionnaires Chrysler • Jeep$_{MD}$ • Dodge participants. Les prix affichés ne comprennent pas les taxes. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails et conditions. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Des frais environnementaux peuvent s'appliquer. Offres en vigueur jusqu'au 30 juin 2007. Jeep est une marque de commerce déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada Inc.

3476917A
3476931

MÊME NEW YORK

année à Montréal des centaines de graffiteurs. Il va chercher son information sur l'internet. »

Sous la pression des citoyens qui souhaitent voir les graffitis disparaître du décor urbain, les élus se font plus sévères. « Un responsable de la Ville m'a téléphoné pour me dire que le nettoyage des graffitis sur le site de notre événement avait coûté l'an dernier 10 000 $, raconte Sterling Downey. Je lui ai demandé de me dire combien coûtait l'opération de nettoyage après le Festival de jazz de Montréal. »

Sterling Downey reconnaît que pendant quelques années, la Ville a démontré une certaine volonté à vouloir comprendre la démarche des graffiteurs. Mais ce dialogue n'existe plus. « Pour la Ville, comprendre veut dire être de notre bord. Donc, ils ont remplacé quelqu'un qui était ouvert à notre démarche pour le remplacer par un fonctionnaire qui ne comprend rien aux graffitis. »

« On n'est plus capables de contrôler les choses, dit Marcel Tremblay. On a un sérieux problème. Et quelle est la solution ? Je ne sais plus. »

« Je suis d'accord pour qu'on donne aux gens des moyens pour s'exprimer, réplique Marcel Tremblay, mais pas sur les propriétés privées. C'est du vandalisme, un point c'est tout. »

Parmi les nombreuses mesures proposées par la Ville pour combattre les graffitis, il y a celle de contrôler la vente de peintures en aérosol dans les magasins. Cette idée, empruntée à la Ville de Chicago, qui a adopté un règlement dans ce sens, a été mise en veilleuse l'automne dernier.

En attendant, la présence des graffitis à Montréal continue d'enrager une majorité de citoyens. « Ceux qui disent que c'est beau n'en n'ont jamais eu chez eux », dit Philippe Raymond, un propriétaire du Plateau.

Quatre fois l'été dernier, ce résidant a dû faire nettoyer sa propriété pour la débarrasser de graffitis indésirables. « Chaque fois, j'ai été insulté, dit-il. C'est une agression visuelle. Le problème, c'est que tu as beau nettoyer ta maison, les autres propriétaires endurent les leurs. Donc, ça encourage les graffiteurs à revenir. »

Même découragé, Marcel Tremblay ne baisse pas les bras. Selon lui, il faut que la Ville exerce un partage de répression et d'éducation. « Il faudrait que les parents des graffiteurs pris en défaut payent les frais de nettoyage, dit-il. Quant aux graffiteurs, quelques heures de travaux communautaires ne leur feraient pas de tort. »

QUESTION
Selon vous, les graffitis représentent-ils une nuisance publique ? Répondez sur www.cyberpresse.ca



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Une série de *throw-ups* ont été dessinés sur ce mur. Contrairement à une croyance populaire, les graffitis ne servent pas à marquer un territoire.

Moyen d'expression ou nuisance publique ?

MARIO GIRARD

La présence des graffitis donne inlassablement lieu à un grand débat. Représentent-ils un moyen d'expression ou ne sont-ils qu'une nuisance publique ?

« Par définition, les graffitis ne sont pas là pour aller chercher l'admiration du public, dit Diane Pacom, sociologue de l'Université d'Ottawa et membre de l'Observatoire jeunes et société de l'INRS. Ils existent pour provoquer une réaction. »

Cette chercheuse qui prépare un livre sur le sujet comprend le sentiment d'exclusion que peut ressentir le public. « Mais pourquoi devrions-nous comprendre à tout prix ce que signent les graffiteurs ? On nous met tous les jours sous les yeux des tonnes de publicités où il n'y a rien à comprendre. »

Par définition, le graffiti représente pour les jeunes une façon de marquer leur existence. Dans ces villes où l'anonymat règne, il sert à dire une présence. « Le graffiti est une forme de témoignage, reprend Diane Pacom. Je graffite, donc je suis. »

Le cinéaste Pablo Aravena croit que les graffitis sont maintenant indissociables de la réalité urbaine. Celui qui a eu l'occasion de visiter plusieurs grandes villes dans le monde trouve que les graffitis ajoutent à l'esthétisme urbain. « Quand je vois cela dans une ville, je me dis qu'elle est vivante et que ce n'est pas Disneyland. »

Ce documentariste n'en revient pas que des villes comme Montréal s'entêtent à vouloir contrer l'œuvre des graffiteurs. « Dans des villes comme São Paulo, la perception est totalement différente, dit-il. Les gens apprécient les graffitis. Ils trouvent que ça embellit leur ville. Il faut éduquer le public d'ici. Il faut lui dire que ces calligraphies sont un art. »

Les Montréalais doivent-ils apprendre à vivre parmi les graffitis ? Les graffiteurs devraient-ils faire preuve d'un plus grand discernement dans les lieux où ils choisissent de sévir ? Les autorités devraient-elles faire preuve de plus de sévérité à l'égard des graffiteurs ? Ces questions reviennent au moment même où les peintures en aérosol refont surface..

« J'ai déjà entendu un maire dire qu'il faudrait couper les pouces à tous les graffiteurs, dit Diane Pacom. C'est affreux. Moi je dis que les graffitis font partie d'une nouvelle réalité et qu'ils sont là pour rester. »

Cinq mythes démystifiés

Les graffitis servent à marquer un territoire

Faux. Ce fut le cas autrefois pour les gangs de latinos de Los Angeles. À Montréal, les graffiteurs sont des individus de 12 à 35 ans dont certains font partie de la culture hip-hop. Leur but est d'apposer leur signature sur le plus grand nombre de lieux possible et de les choisir en fonction de la visibilité qu'ils offrent.

Il existe des règles pour les graffiteurs

Vrai. Entre eux, les graffiteurs s'entendent pour ne pas « tagger » les monuments et les bâtiments du patrimoine, les églises et les voitures. En revanche, les édifices publics ou gouvernementaux, de même que les ruelles, sont des lieux de prédilection. Cela dit, ce ne sont pas tous les graffiteurs qui suivent ces règles.

Les tags ne veulent rien dire

Faux. Ce sont des signatures ou des logos pour les artistes. Il servent à faire leur publicité. Un graffiteur peut mettre plusieurs mois à élaborer sa signature et la manière de la réaliser. Au fil des ans, cette signature devient plus raffinée et aboutit, dans certains cas, par une murale.

Les graffiteurs travaillent de manière organisée

Vrai et **faux.** Certains opèrent en solitaire et d'autres en groupe. On les appelle alors les « crews ». Ils conviennent d'une seule signature et unissent leurs forces pour la multiplier dans la ville. Alors que des graffiteurs n'hésitent pas à travailler le jour, d'autres préfèrent agir la nuit.

Un graffiti est un graffiti

Faux. Il existe plusieurs types de graffitis divisés en trois grandes catégories : les tags ou stencil (simple signature réalisée avec une couleur et en quelques secondes), les *throw-up* (signature avec des lettres gonflées et parfois colorées) et les *pieces* (dessins plus travaillés qui nécessitent plus de temps et qui font l'objet de murales).

– Mario Girard

Graffitis 101

MARIO GIRARD

La plupart des gens font une distinction entre les graffitis travaillés et les simples signatures (tags). Si la première forme réussit à séduire certains citoyens, la seconde a rarement la cote.

« C'est un réflexe ignorant, dit Sterling Downey, artiste graffiteur et cofondateur de l'événement *Under Pressure*. Il n'y a pas de distinction à faire. C'est un geste créatif, un point c'est tout. »

Selon cet homme pour qui le graffiti n'a pas plus de secret, il y aurait des milliers de graffiteurs à Montréal. Ces gens ont entre 12 et 35 ans. Contrairement à la croyance populaire, ils ne font pas partie de gangs. « Oui, les graffiteurs sont reliés entre eux et certains travaillent en groupe, mais ils n'ont rien à voir avec les gangs de rue. »

Ces groupes, qu'on appelle des « crews », conviennent d'utiliser une seule signature et de la reproduire dans un maximum de lieux.

La plupart des graffiteurs commencent par exécuter de simples signatures. Ils peuvent mettre plusieurs mois à la concevoir. « Plus le graffiteur évolue, plus il apprend à réaliser des œuvres sophistiquées qui prennent la forme de murales, explique le cinéaste Pablo Aravena. Mais il est vrai qu'à Montréal, on retrouve surtout des tags. C'est peut-être lié à l'état libre de la ville. »

Il n'y a pas de profil type du graffiteur. « Je connais des jeunes de Westmount qui font du tag, dit Sterling Downey. J'ai un ami qui a longtemps fait cela et qui est maintenant avocat. »

Il est très difficile d'identifier les graffiteurs. « Les taggeurs se font confiance entre eux, confie Sterling Downey. Ils savent se reconnaître mais ne partagent pas d'information avec les autres », ajoute celui qui hésite à nous dire s'il réalise encore clandestinement des graffitis.

Il y a quelques années, les graffiteurs ont trouvé une autre façon de signer. Le scrachfiti consiste en une signature gravée dans du verre ou sur une surface plane. Cette méthode est souvent utilisée sur les vitres du métro et des autobus.

« Ils utilisent des clés, un tournevis, un exacto ou des substances à base d'acide », explique Odile Paradis, de la Société de transport de Montréal (STM).

Les graffiteurs travaillent souvent la nuit. « Ils s'arrangent pour se cacher dans les stations lors de la fermeture du métro. Ils ont alors tout le temps de travailler » , dit Mme Paradis avant de préciser que la STM est en train d'équiper ses stations de nouvelles caméras qui rendront la tâche des graffiteurs plus difficile.

L'an dernier, la STM a consacré deux millions de dollars pour l'enlèvement des graffitis à ses stations de métro, ses wagons et ses autobus.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous !	ACTUEL 8	Décès	ACTUEL 5 et 6
Astrologie du jour	ACTUEL 5	Forum	A 22 et A 23
Bourses	AFFAIRES 10 et 11	Horaire télévision	ARTS 4

Météo
Généralement ensoleillé, vents légers, maximum **14**, minimum **4**. ARTS **6**

M’IMAGINER À LA RETRAITE,
JE FAIS ÇA LES YEUX FERMÉS.

MAIS RÉALISER TOUT CE
QUE J’IMAGINE, JE NE FERAI
PAS ÇA TOUT SEUL.

Adams





Gérald Fournier
Planificateur financier*

Pour vivre la retraite que l’on imagine, il est important d’avoir bien évalué tout ce qu’il faudra pour qu’elle soit confortable et de s’être doté, le plus tôt possible, d’un plan d’action pour s’en donner les moyens.

Quand monsieur Adams est venu me voir pour en discuter, il a constaté qu’il n’avait pas considéré toutes les dimensions de la retraite. Il a fortement apprécié l’approche globale de Desjardins. Aujourd’hui, confiant, il possède un vrai plan d’attaque pour bien s’y préparer.

Le planificateur financier de Desjardins est votre meilleur allié pour faire le point sur vos avoirs et les faire fructifier, pour que votre retraite soit comme vous l’imaginez.

RENCONTREZ VOTRE PLANIFICATEUR FINANCIER.

Pour la gestion de vos avoirs, c’est plus qu’une banque. C’est Desjardins.

GESTION DES AVOIRS
□ PLANIFICATION DE LA RETRAITE

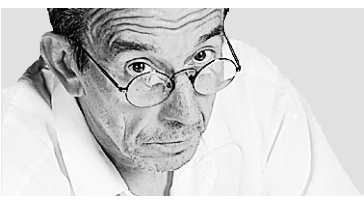
desjardins.com

Desjardins

Conjuguer avoirs et êtres

*Le planificateur financier agit pour le compte de Desjardins Cabinet de services financiers inc.

3478091A



PIERRE FOGLIA

Aux plus humbles

Ce n'est pas pour me vanter mais c'est le 1er Mai aujourd'hui. Pis? Pis rien, vous avez raison. On ne sait presque plus que c'est la fête des travailleurs. Quand j'étais petit, la journée était chômée. Nous habitions une petite ville communiste et le 1er Mai était comme la Noël du *lumpenprolétariat* (cela vient de l'allemand et du catéchisme marxiste, cela veut dire le prolétariat en haillons).

C'était nous le *lumpenprolétariat*. Ma mère était femme de ménage et je vous ai déjà raconté qu'enfant, je l'accompagnais et l'aidais à récurer la merde des riches. Le 1er Mai était notre fête, mais c'était aussi la fête du muguet, et le premier du jour du mois de Marie. Ce jour-là, nous allions au muguet dans le bois de Malminou, nous revenions à temps pour le spectacle des jeunesses communistes sur la place des Martyrs – généralement de la gymnastique – et après souper, ma mère et moi allions porter le muguet à l'église.

Aujourd'hui? Fêter les travailleurs? Le mot lui-même est sujet à caution, travailleurs-syndicat-grève, oh là là. *Anyway*. Si on ne fête plus les travailleurs, on pourrait au moins fêter le travail qui est bien la moitié de notre vie. Vous aimez votre travail?

Vous, monsieur le journaliste, vous aimez votre travail?

Euh oui, plutôt.

Ma réponse déçoit, on m'attendait plus enthousiaste. Vous aimez plutôt, plutôt que quoi?

Plutôt que préposé dans un CHSLD, par exemple.

Mais attendez, je recommence. Si, si, j'aime beaucoup ce que je fais, mais j'ai aimé plus encore être typographe, et tout autant que journaliste j'aimerais être réparateur de bicyclettes, pâtissier (et glacier), j'adorerais tenir une boutique de linge *flyé* pour madames un peu sautées (et drôles), j'aimerais être éditeur, libraire, prof de littérature, maçon comme mon père, correcteur de copie (il me revient de l'avoir été quelques mois chez Fides), barbier dans le quartier juif à Rome (non, ça je l'ai pas été), travailleur de rue; je serais très heureux aussi comme cultivateur, je veux dire qu'il me conviendrait parfaitement de me lever tous les jours à 5 h, d'aller à 20 tâches différentes dans la journée, de rentrer à la fin du jour, et m'endormir devant la télé.

J'aime travailler, finalement. Évidemment, il est des jobs qui m'apparaissent hyper plates, chauffeur d'autobus, agent de bord dans les avions, poseur de gyproc, agent de voyages (j'étrangle un client en dedans d'une semaine), gérant de caisse pop, vendeur de meubles, les jobs d'abattoirs, les jobs d'autos (à la chaîne chez GM), la sollicitation au téléphone...

Il est d'autres métiers, pas forcément plates, pour lesquels je n'aurais aucune aptitude, avocat, chirurgien, comptable, policier, petit boss, grand boss, mais la dernière des jobs, en fait la toute première en tête de la liste de celles que je ne voudrais pas faire, que je ne pourrais pas faire : préposé aux bénéficiaires dans un CHSLD. Changer la couche d'un vieux monsieur. Donner un bain à une vieille madame qu'il faut déplacer avec un palan. Couper les ongles de pied. Moucher. Torcher. Donner la bouillie à la cuillère. Ja-mais.

Je l'ai déjà écrit, je ne pense pas que ce soit là un travail « normal ». Un travail que l'on choisit parce qu'on a envie de le faire. À la question « qu'est-ce que tu veux faire plus tard? », je ne crois pas qu'un seul enfant ait jamais répondu : « préposé aux bénéficiaires ».

Ce sont les travailleurs les moins valorisés, les plus oubliés même des syndicats. Pourtant, peut-être les plus indispensables dans notre société. Ils torchent votre papa. Ils donnent le bain à votre maman et sont moins bien payés que s'ils récuraient les chaudrons dans l'arrière-cuisine d'un restaurant chinois.

En novembre dernier, alors qu'un incident isolé stigmatisait une fois de plus les préposés, j'ai écrit une chronique, *La caméra pas cachée*, qui m'a valu des centaines de courriels. Je les ai gardés. On peut aller les lire sur Cyberpresse.

C'est mon bouquet de muguet du 1er Mai. Je l'offre aux plus humbles des travailleurs. Salut, amis.

LA CAMÉRA PAS CACHÉE
Les courriels de Pierre Foglia sont disponibles sur **www.cyberpresse.ca\travailleurs**

Enquête sur l'attentat d'Air India

Le Canada avait été prévenu

JOONEED KHAN

« Je savais que les autorités canadiennes avaient été averties de l'imminence d'un attentat contre un avion d'Air India, mais je ne connaissais pas l'ampleur de ces avertissements. Elles en savaient plus que ce qu'elles nous ont laissé croire ».

Mme Pramila Sahu, de Montréal, a perdu son mari et ses deux ados dans l'explosion du vol 182 d'Air India en juin 1985. Elle a commenté ainsi, hier, les révélations-chocs faites à la première journée des audiences publiques de l'enquête présidée par John Major, ancien juge de la Cour suprême, sur les attentats contre deux avions des lignes indiennes qui ont alors fait 331 morts au total.

Le vol 182 a explosé au large de l'Irlande, tuant les 329 personnes à bord, des Canadiens d'origine indienne pour la plupart. L'avion avait décollé de Toronto et se dirigeait vers Londres après une escale à Mirabel.

Une heure plus tôt, des valises destinées à un autre vol d'Air India avaient explosé à l'aéroport de Narita, au Japon, tuant deux bagagistes.

John Crook, ancien policier de Vancouver maintenant à l'emploi de la GRC, a révélé hier à l'enquête que, plusieurs mois avant les attentats de juin 1985, il avait transmis à la GRC et au SCRS (Service canadien sur le renseignement et la sécurité) un rapport écrit faisant état de menaces précises contre Air India.

Crook a dit avoir obtenu cette information d'un suspect qu'il interrogeait en octobre 1984 dans une affaire de vol. L'homme, dont l'identité n'a pas été dévoilée, espérait ainsi obtenir l'indulgence des autorités pour sa demande de caution, a dit Crook.

L'homme semblait prêt à identifier les auteurs du complot en gestation contre Air India mais son avocat à l'époque lui conseilla de ne pas le faire à moins d'une entente sur sa libération sous caution, a déclaré Crook.

Selon la transcription fortement censurée de l'interrogatoire du suspect, les comploteurs voulaient frapper l'État indien pour l'assaut de juin 1984 contre le temple sikh d'Amritsar et le massacre de sikhs après l'assassinat du premier ministre Indira Gandhi en octobre.

Un autre individu au passé criminel, identifié à l'enquête comme « n'étant pas de la communauté indo-canadienne », avait alors fait les mêmes révélations à la police, à l'insu du policier John Crook.

Témoignant hier à l'enquête à l'abri d'un rideau pour cacher son identité, cet individu a indiqué avoir parlé à la police dans le but de sauver des vies. Il a dit s'être fait offrir 200 000 $ par les comploteurs pour les aider à placer une bombe dans un avion.

Les autorités canadiennes ont toujours maintenu qu'elles n'avaient pas été averties d'une menace précise contre des avions d'Air India. Le juge Major avait menacé d'abolir l'enquête si les autorités insistaient sur la non-publication de documents au nom de la sécurité nationale.

« Voilà pourquoi je ne suis pas l'enquête du juge Major », a dit hier Mme Sahu. « Les autorités nous ont menti pendant 23 ans. Et, de procès en enquêtes, elles ont gaspillé 130 millions de dollars. C'est trop douloureux pour moi », a-t-elle confié, en se demandant « si les autorités vont enfin rendre justice aux victimes et mettre un terme à notre torture ».

Kim Bolan, journaliste de Vancouver qui a fait une cause personnelle de ce drame, la plus grave action terroriste jamais effectuée à partir du sol canadien, était à Ottawa hier pour l'enquête. « On savait que les autorités canadiennes savaient. Je l'ai écrit depuis 1987. Mais on ne savait pas dans le détail ce qu'on a su aujourd'hui », a-t-elle dit.



PHOTO TOM HANSON, PRESSE CANADIENNE

À Ottawa, des membres de la communauté indienne déposent des fleurs sur un monument érigé en mémoire des victimes de l'attentat contre le vol 182 d'Air India, en juin 1985. Le vol a explosé au large de l'Irlande, tuant les 329 personnes à bord, des Canadiens d'origine indienne pour la plupart.

La Chine visée par le SCRS

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Près de la moitié des activités de contre-espionnage du Canada sont reliées à la Chine, a estimé hier le patron du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS).

Selon Jim Judd, plusieurs agents étrangers sont actifs au Canada et plusieurs d'entre eux se présentent sous le couvert de simples touristes.

M. Judd a précisé devant le Comité sénatorial de la sécurité nationale et de la défense que son service se préoccupait surtout des activités d'une quinzaine de pays.

Il n'a pas identifié chacun des 15 pays mais a précisé que la Chine se retrouvait en tête de cette liste.

Le SCRS surveille les agents étrangers qui tentent de récolter de l'information publique ou privée, ceux qui essayent de s'ingérer dans les affaires canadiennes ou ceux qui cherchent à comploter dans les communautés ethniques, a précisé M. Judd. Même si la Chine a été mêlée à des activités qui tombent dans chacune de ces trois catégories, elle soutient qu'elle n'a pas d'espions au Canada.

Pourtant, deux agents chinois qui ont fait défection il y a deux ans et demandé l'asile en Australie ont révélé que la Chine avait des centaines d'espions et d'agents au Canada, principalement à Vancouver et à Toronto.

Lorsqu'il était chef de l'opposition, le premier ministre Stephen Harper avait affirmé qu'environ 1000 espions chinois se trouvaient au Canada. Citant un responsable du SCRS, il précisait que ces espions volaient chaque mois pour environ 1 milliard $ de secrets technologiques.



ACTUALITÉS

MÉTRO À LAVAL

On se bouscule au portillon

ARIANE LACOURSIÈRE

Les Lavallois ont été plus nombreux que prévu à utiliser leur nouveau métro hier. En cette première journée officielle d'entrée en fonction des stations Montmorency, Cartier et de la Concorde, la Société de transport de Montréal y a enregistré pas moins de 35 000 passages.

« On s'attendait à un peu moins. On a donc été obligés d'ajouter une rame. Au lieu de 32, nous en avons utilisé 33. Nous avons aussi dû faire passer le délai entre chaque départ de Laval de 2min55 à 2min40 », explique le directeur de l'exploitation de la Société de transport de Montréal (STM), Carl Desrosiers. Deux nouvelles rames ont également été ajoutées sur les lignes verte et bleu du métro de Montréal pour éviter les débordements.

Selon la STM, de tels ajustements étaient à prévoir. « Et ils se poursuivront au cours des deux prochaines semaines », indique M. Desrosiers.

Hier après-midi, à la station Montmorency, les gens circulaient dans une ambiance détendue. Les usagers désorientés étaient rapidement pris en charge par l'un des nombreux employés de l'AMT, de la STM et de la STL spécialement affectés au service à la clientèle. « On aide les gens à trouver leur autobus ou même le métro. Plusieurs n'ont jamais pris le métro de leur vie! Tout à l'heure, j'ai aidé une fille qui ne savait pas comment ouvrir la porte pivotante de la station! » a raconté Jean-Louis Barbeau de l'AMT. L'équipe élargie du service à la clientèle sera présente jusqu'à vendredi dans les trois stations lavalloises.

Louise Lacelle, une résidante de Chomedey qui se rend souvent à Montréal, était satisfaite de son premier voyage à bord du métro se rendant à Laval. « Les indications sont claires. En plus, je sauve 15 minutes de voyagement. Je vais l'utiliser souvent », a-t-elle dit.



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

Les Lavallois ont été nombreux hier à emprunter le nouveau métro pour leurs déplacements.

Ariane, une élève de 15 ans du collège Regina Assumpta, se réjouissait elle aussi du temps qu'elle épargnera en utilisant le métro. « Ça me prendra maintenant 30 minutes de moins pour aller à l'école », a-t-elle estimé.

Le président de la STM, Claude Trudel, qualifie d'« énorme succès » la première journée officielle d'exploitation du métro à Laval. « Mais le vrai test sera à l'automne, la période la plus achalandée de l'année », dit-il, tout en assurant que la STM sera prête à faire face à la musique. Selon Carl Desrosiers, les nouveaux wagons de métro pouvant accueillir 10 % plus de passagers sont en train d'être installés. « Nous en avons présentement 200 et nous en aurons encore plus à l'automne, promet-il. Mais c'est sûr que si la demande explose au métro desservant Laval, c'est d'un nouveau train qu'on aura besoin! »

MÉTRO
Voyez nos photos du métro à Laval sur **www.cyberpresse.ca**

GOUFFRE FINANCIER À L'UQAM

La direction rencontre la ministre Courchesne

MALORIE BEAUCHEMIN
ET DENIS LESSARD

Aux prises avec un gouffre financier qui pourrait atteindre des centaines de millions, l'UQAM a reporté une séance extraordinaire de son conseil d'administration qui devait traiter de ces problèmes pour tenir au préalable une rencontre avec la nouvelle ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne.

Convoquée à la dernière minute hier, la réunion doit avoir lieu aujourd'hui et permettre à la ministre, nommée à ce poste depuis moins de deux semaines, de « faire la lumière sur le dossier », a expliqué l'attaché de presse de Mme Courchesne, Jean-Pascal Bernier.

À Montmagny, où elle était hier en caucus du Parti libéral, la ministre a affirmé qu'elle réservait ses commentaires pour une conférence de presse au sujet de l'UQAM avant la fin de la semaine.

Le conseil d'administration de l'UQAM devait se rencontrer hier soir en séance extraordinaire afin de faire le point sur la situation financière, le budget de fonctionnement, les projets d'immobilisation et différentes pistes de solutions.

À l'automne, on apprenait que la construction du complexe des sciences de l'établissement avait engendré un trou financier de plus de 100 millions. Après cela, la direction – renouvelée après la démission du recteur Roch Denis – avait promis de surveiller de près les travaux en cours de l'îlot Voyageur, qui doit contenir salles de classe, résidences, espaces de bureau et stationnements.

Mais en février dernier, devant la commission permanente de l'éducation de l'Assemblée nationale, à Québec, la rectrice par intérim, Danielle Laberge, révélait que le projet n'est plus jugé rentable et doit être revu.

Dans les coulisses, des sources indiquent que le déficit total de l'UQAM pourrait atteindre les 500 millions de dollars si on inclut la note du complexe des sciences et le déficit d'opération au trou causé par l'investissement à l'îlot Voyageur.

L'UQAM n'a pas bouclé ses états financiers 2005-2006, étant toujours en négociations avec le ministère de l'Éducation pour le versement d'une subvention de 28,6 millions, conditionnelle à un équilibre budgétaire. Or, l'établissement est en déficit depuis 2004-2005. L'exercice financier de 2006-2007 prendra fin le 30 mai, et rien n'est toujours réglé. En février, Mme Laberge annonçait que le déficit cumulé à cette date atteindrait 45 millions.

En décembre et en janvier, les firmes de notation DBRS et Moody's avaient toutes deux baissé la cote de crédit de l'UQAM, vu sa situation financière périlleuse. Récemment, l'UQAM a décidé de se départir de cinq immeubles acquis dans les dernières années. Les coûts de rénovation ou d'exploitation étaient jugés trop élevés.

Le réseau de l'UQ refuse de payer

Dans le réseau des Universités du Québec, chez le président Pierre Moreau, on indique qu'il est hors de question que l'ensemble des établissements épongent les déficits accumulés par l'UQAM.

Déjà en décembre dernier, M. Moreau avait réclamé de l'UQAM un rapport précis sur la situation financière. Le rapport se fait toujours attendre cinq mois plus tard, a dit la directrice des communications du réseau, Valérie Reuillard.

« On avait demandé un bilan sur le complexe des sciences, les émissions d'obligation, le financement, la marge de crédit » résume-t-elle.

En décembre « on entendait que la mise en tutelle était hors de question » soulignait hier Mme Reuillard. Hier, elle était bien moins catégorique. « Il faut avoir un état de situation réelle, on l'attend pour savoir à quel niveau est le déficit appréhendé, après on pourra réagir », résume-t-elle.

Le président du syndicat des professeurs de l'UQAM, Gaétan Breton, s'est dit soulagé hier de voir le ministère de l'Éducation s'intéresser au dossier. « Il était temps, a-t-il soufflé. Il faut que le gouvernement nous débarrasse de l'épée de Damoclès (l'îlot Voyageur) qui se trouve au-dessus de nos têtes. »

4,7 MILLIONS

Exclusivement en format HD

FONDS de solidarité FTQ

3458552A

NOUVELLE PISTE CYCLABLE SUR DE MAISONNEUVE

Le vélo s'installe au centre-ville

ÉRIC CLÉMENT

Que les automobilistes se le tiennent pour dit : ils sont de moins en moins bienvenus au centre-ville et l'administration du maire Gérald Tremblay l'a fait clairement savoir hier en annonçant la création d'une large piste cyclable sur une grosse partie du boulevard De Maisonneuve, entre les rues Berri et Greene.

Cette piste « attendue depuis 25 ans » sera « une bouffée d'air pour le centre-ville », a dit le maire, et hiver comme été, puisqu'elle sera ouverte toute l'année, étant facilement déneigée à cause de sa grande largeur (3 mètres). Elle sera accessible dès la fin de cette année. Le coût de la réalisation de ces quatre nouveaux kilomètres cyclables est de 3,5 millions.

Quelque 200 places de stationnement automobile disparaîtront du côté sud du boulevard pour pouvoir créer cette piste. On pourra y rouler tranquillement (dans les deux sens) sans être inquiété par les véhicules à moteur puisqu'un muret de béton et des pots de fleurs (l'été) la sépareront de la voie réservée aux automobiles.

Quelque 12 000 cyclistes ont été blessés dans des accidents l'an dernier à Montréal, dont une cinquantaine sont morts des suites de leurs blessures. « Cela va permettre d'améliorer la qualité de vie des cyclistes, a dit M. Tremblay. Il nous faut poser des gestes concrets pour améliorer également la qualité de notre environnement. On veut dire aux automobilistes que la rue n'est pas qu'à eux. Il y a une petite place pour les cyclistes. »

Les commerçants vont-ils protester contre la disparition des 200 espaces de stationnement ? Non, croit André Poulin, directeur général de la société de développement commercial Destination centre-ville. « Il faut que les automobilistes découvrent aussi les espaces de stationnement privés situés sous les édifices », dit-il.

Du deux pour un

« On a fait un deux pour un, a ajouté André Lavallée, conseiller responsable du transport en commun au comité exécutif de Montréal. On renforce la sécurité des piétons en améliorant notre qualité de vie. Tout le monde y gagne. »

Même l'opposition à l'hôtel de ville s'est dite « ravie » de l'annonce faite… « après six ans d'inertie ». « S'il n'y avait pas eu de Vélo Québec, pas de protocole de Kyoto, pas de Jour de la Terre pour pousser cette administration à réagir au plus vite, je me demande bien où en seraient les plans de construction de cette piste cyclable ? » s'est demandé la chef de l'opposition officielle, Noushig Eloyan.

Pour Suzanne Lareau, présidente-directrice générale de Vélo-Québec, c'est une bonne nouvelle. « Surtout parce que la Ville a décidé de faire un aménagement de qualité pour les cyclistes, mais aussi pour les piétons et dans un tronçon stratégique. On espère que ça va les inspirer pour en faire d'autres de ce calibre. Des tronçons ont besoin d'être refaits. »

D'autres tronçons seront annoncés lors de la présentation, dans quelques jours, du Plan de transport de Montréal, notamment pour relier la piste terminée à l'automne rue McGill à celle qui sera créée sur le boulevard De Maisonneuve. La Ville annoncera également prochainement l'augmentation du nombre de places de stationnement de vélos au centre-ville.

André Lavallée a dit que des demandes ont été faites au gouvernement du Québec pour qu'une partie de l'argent du Fonds vert soit donnée à Montréal pour améliorer le réseau cyclable de la métropole.

Tout l'été, des travaux se dérouleront sur le boulevard De Maisonneuve pour créer la piste. Le projet comprend l'ajout de feux de circulation à décompte numérique et des changements au croisement de 39 rues pour améliorer la sécurité des piétons et des cyclistes.



ILLUSTRATION FOURNIE PAR LA VILLE DE MONTRÉAL

Voilà l'allure que prendra le boulevard De Maisonneuve quand la piste cyclable s'y sera installée.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : eric.clement@lapresse.ca

Le Fonds est fier d'investir 4,7 millions de dollars
dans Envivio inc., de Montréal.
Parce qu'au Fonds, c'est à ça qu'on se prête.

envivio®

Envivio est reconnue mondialement dans le développement et la commercialisation de solutions d'encodage et de décodage vidéo numérique qui procurent une qualité d'image inégalée pour la télévision haute définition, la télévision sur cellulaire et la télévision sur Internet. L'investissement du Fonds permettra à cette entreprise d'accélérer le développement de ses produits afin d'offrir des images encore plus vraies que nature.

Le Fonds de solidarité FTQ, un tremplin pour la croissance des entreprises du Québec.

FONDS de solidarité FTQ

www.fondsftq.com

3458549A

POLITIQUE

SONDAGE CROP-*LA PRESSE*

INTENTIONS DE VOTE APRÈS RÉPARTITION PROPORTIONNELLE DE LA NON-RÉPONSE

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PV	AUTRES
19-29 avril 2007	27 %	23 %	32 %	7 %	9 %	1 %
Élections 26 mars 2007	33 %	28 %	31 %	4 %	4 %	–

Souhaiteriez-vous qu' André Boisclair soit à la tête du Parti québécois aux prochaines élections ?

		PQ
OUI	35 %	53 %
NON	51 %	41 %
* NSP/REFUS	14 %	6 %

Souhaiteriez-vous que Jean Charest soit à la tête du Parti libéral aux prochaines élections ?

		PLQ
OUI	37 %	72 %
NON	52 %	22 %
* NSP/REFUS	11 %	6 %

Souhaiteriez-vous que Mario Dumont soit à la tête de l'Action démocratique du Québec aux prochaines élections ?

		ADQ
OUI	74 %	95 %
NON	17 %	3 %
* NSP/REFUS	9 %	2 %



Mario Dumont
PHOTO PC

MÉTHODOLOGIE : Les résultats du sondage reposent sur 1001 entrevues téléphoniques effectuées du 19 au 29 avril 2007 dans le cadre du sondage omnibus CROP-express. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille est précis à 3 points près, 19 fois sur 20. Rappelons que la marge d'erreur augmente lorsque les résultats portent sur des sous-groupes de l'échantillon.

Les déboires du PQ déteignent sur le Bloc

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le piètre résultat du Parti québécois aux dernières élections déteint sur son parti frère. Le Bloc québécois aurait fait son pire résultat si des élections fédérales avaient eu lieu cette semaine, constate un sondage CROP tenu du 19 au 29 avril derniers.

En dépit des controverses autour du protocole de Kyoto ou de la torture de prisonniers afghans, la satisfaction à l'endroit des conservateurs a fait un bond depuis un mois au Québec. Désormais, 57 % des gens se disent satisfaits du gouvernement fédéral, une montée de 10 points de pourcentage. Les insatisfaits comptent pour 39 %, et seulement 4 % des gens sont sans opinion.

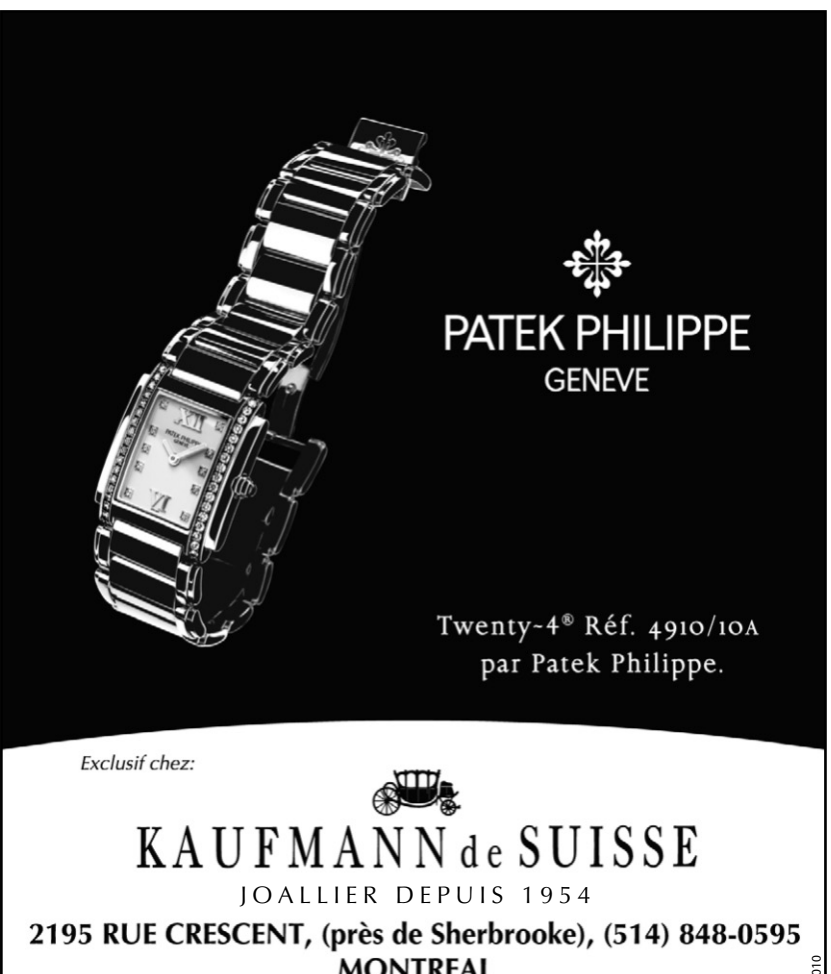
L'enquête, précise à trois points de pourcentage près, montre que le Bloc aurait obtenu 28 % des votes la semaine dernière, une chute de huit points de pourcentage par rapport à février et de 14 par rapport aux résultats du scrutin de janvier 2006. Pour CROP, la contre-performance du PQ il y a un mois aura nui au parti de Gilles Duceppe. Les querelles autour d'André Boisclair et les questionnements quant aux rapports entre le Bloc et l'ADQ n'aident pas non plus.

Il faut remonter à juin 2006 pour trouver un résultat presque aussi bas, 30 %, pour le Bloc québécois. Jamais il n'était descendu en-dessous de ce plancher dans les enquêtes de CROP.

Chez les francophones, le Bloc est en recul de 10 points de pourcentage par rapport à février, obtenant actuellement 33 % d'appuis. Les libéraux perdent cinq points et les conservateurs en gagnent autant auprès des francophones.

Au même moment, le Parti conservateur de Stephen Harper gagne quatre points de pourcentage dans les intentions de vote par rapport à février, et atteint 26 %. Les libéraux baissent d'autant, passant de 26 à 22 %. Libéraux et tories sont à un point près à leur niveau des dernières élections. En revanche, le NPD a presque doublé ses appuis depuis les élections de 2006, passant de 8 à 15 % – une montée de cinq points de pourcentage depuis février dernier. Pour Claude Gauthier, de CROP, il est toutefois peu probable que cette montée récente soit la conséquence de l'adhésion de Thomas Mulcair au parti de Jack Layton.

En revanche, les conservateurs de M. Harper semblent être entraînés dans l'effervescence autour de l'ADQ. D'ailleurs, 45 % des adéquistes voteraient conservateur au fédéral, comme 30 % des libéraux provinciaux. Comme l'ADQ, les conservateurs font bonne figure dans la région de Québec, avec 45 % d'appuis, le Bloc fait ses meilleurs scores à Montréal et en région avec 29 % – néanmoins un recul de 12 % pour le parti de Gilles Duceppe en dehors des grands centres.



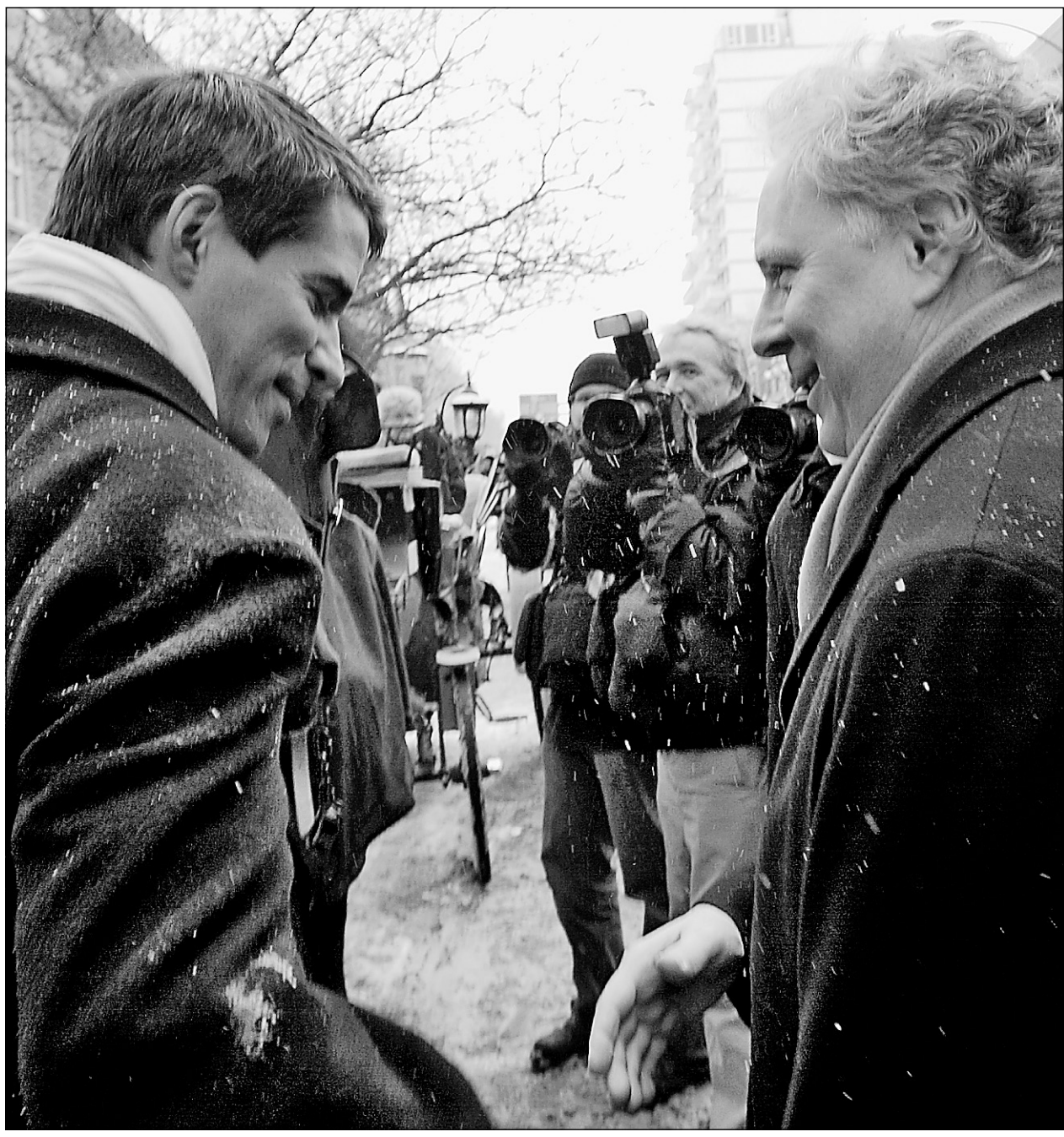


PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©
Lors du défilé de la Saint-Patrick, lors de la dernière campagne électorale, Jean Charest et André Boisclair se sont serré la main. Selon un sondage CROP-*La Presse*, les deux chefs n'ont pas la cote d'amour des Québécois.

Charest et Boisclair mal-aimés

CHAREST
suite de la page A1

En revanche, 51% des répondants sont d'avis contraire et pensent que le nouveau chef péquiste devrait tirer sa révérence après un seul scrutin. Finalement, 14 % n'ont pas d'opinion. Chez ceux qui ont voté pour le PQ il y a un mois, M. Boisclair obtient 53 % d'appuis contre 41 % des gens qui souhaitent son départ.

Même s'il vient d'être élu premier ministre, Jean Charest est dans une situation comparable, mais il trouve un appui plus net chez les supporteurs du PLQ.

Ainsi, 37 % de la population souhaite qu'il demeure en selle avant les prochaines élections, tandis que 52 % estiment qu'il devrait passer la main.

Chez les électeurs libéraux en revanche, 72 % jugent qu'il doit rester à la barre contre 22 % qui pensent qu'il devrait abdiquer.

Avec le résultat de l'ADQ aux dernières élections, la perception quant à l'avenir de Mario Dumont n'est pas une surprise; 74 % des répondants, et 95 % des électeurs adéquistes, pensent qu'il doit rester en poste.

Le Cabinet

Le sondage a débuté le lendemain de la formation du gouvernement par M. Charest, une opération qui reflète très bien ou assez bien le changement souhaité par les électeurs selon 45 % des répondants. Inversement, 39 % jugent que le désir de changement est mal ou très mal incarné. Par ailleurs, la décision de nommer autant de femmes que d'hommes au gouvernement remporte une adhésion enthousiaste : 87 % des gens sont en accord, seulement 8 % désapprouvent.

La décision de Jean Charest de ne pas appeler Pierre Paradis au Cabinet laisse les Québécois partagés, 33 % désapprouvent le choix de Jean Charest tandis que 22 % l'approuvent. Aussi, 45 % des gens sont indifférents ou indécis.

L'idée de Mario Dumont de rouvrir le dossier constitutionnel, formulée à l'occasion du 25e anniversaire du rapatriement de la Charte des droits, remporte l'adhésion de 55 % des gens, et de 68 % des adéquistes. Chez ceux qui votent pour le PQ, on approuve ce projet à 62 % et à 66 % chez les souverainistes.

Intentions de vote

Un mois après le scrutin du 26 mars, CROP observe que l'Action démocratique du Québec monte encore. Le Parti libéral du Québec aurait eu 27 % des suffrages, six points de pourcentage de moins qu'aux élections si le scrutin avait eu lieu cette semaine, le PQ aurait perdu cinq points de pourcentage à 23 % tandis que l'ADQ gagnait 1 % à 32 %. Les verts et Québec solidaire, qui ont obtenu chacun 4 % il y a un mois, auraient eu respectivement 9 et 7 % des suffrages, après répartition proportionnelle des 13 % d'indécis.

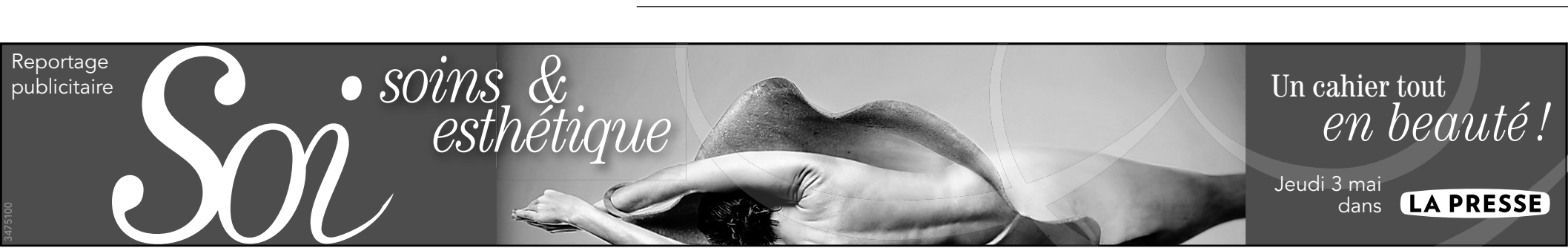
Chez les francophones, par rapport à l'enquête CROP de février, libéraux et péquistes perdent des appuis au profit de l'ADQ. Le PLQ passe de 25 à 20 % d'appuis chez les francophones et, fait important, de 70 à 59 % chez les allophones, au lendemain de la formation d'un gouvernement chez lequel la place des anglophones a été réduite.

Le PQ passe, entre février et aujourd'hui, de 33 à 27 % chez les francophones tandis que l'ADQ prend six points de pourcentage, à 35 %. L'ADQ récupère cinq points aussi auprès des anglophones, à 18 %.

Le parti de Mario Dumont récolte pas moins de 39 % d'appuis dans la couronne nord et sur la Rive-Sud de Montréal et atteint 44 % dans la région de Québec.

Dans l'île de Montréal, les libéraux font leur meilleur score avec 35 %, suivis du PQ avec 20 % et de l'ADQ avec 17 %.

L'appui à la souveraineté piétine en avril. La semaine dernière, 42 % des Québécois auraient voté oui à la question référendaire de 1995 sur la souveraineté-partenariat.



POLITIQUE

Charest fait la leçon à Dumont

« Il devra faire comme moi, quand j'ai été chef de l'opposition officielle »

PAUL ROY

MONTMAGNY — À une semaine d'une rentrée parlementaire pas comme les autres, le premier ministre Jean Charest a indiqué hier qu'il maintenait le cap sur les réductions d'impôts. Et il a voulu donner une leçon de choses au nouveau chef de l'opposition, Mario Dumont.

« Il (M. Dumont) devra rendre des comptes, être imputable et expliquer aux Québécois ce qu'il ferait à la place du gouvernement », a dit M. Charest au sortir d'une réunion de deux jours avec ses députés.

Comme un professeur s'adressant à un élève, le premier ministre a prévenu le chef de l'ADQ qu'il devra prendre exemple sur ses prédécesseurs. « Il devra vivre exactement de la même façon que j'ai vécu, moi, quand j'ai été chef de l'opposition officielle (de 1998 à 2003). »

M. Charest reproche notamment à M. Dumont d'avoir annoncé, avant d'en avoir pris connaissance, qu'il voterait contre le budget que présentera le gouvernement. Et il n'a guère prisé que le député adéquiste Éric Caire, dans la foulée des morts d'enfants survenues à l'hôpital Sainte-Justine, accuse le ministre de la Santé, Philippe Couillard, de se préoccuper davantage de son image que du système de santé.

« Je pense que M. Dumont devra (le) rappeler à l'ordre, j'espère que dans ce Parlement-là, on va se sortir des attaques personnelles. »

Et de rappeler que le contexte d'un gouvernement minoritaire, le premier en plus de 100 ans, oblige les partis à travailler de concert.

Consultera-t-il l'opposition sur ce budget qui constituera la pièce maîtresse de la courte session qui débute mardi prochain ?

Il y aura des discussions, répond le premier ministre, mais ce sera au gouvernement de trancher. Et, jusqu'à nouvel ordre, les baisses d'impôts seront au rendez-vous. En campagne électorale, M. Charest avait promis de réduire les impôts des Québécois de 750 millions.

« Rien ne m'a amené à vouloir changer d'idée, sous réserve du travail que fait Mme (Monique) Jérôme-Forget (la ministre des Finances), a-t-il dit hier. La classe moyenne mérite une réduction de son fardeau fiscal. »

Une telle réduction, croit le premier ministre, rapprochera le Québec de la moyenne canadienne et stimulera l'économie.

Prévenant les coups, il dit s'attendre à ce que son gouvernement, en vertu de son statut de minoritaire, perde des votes à l'Assemblée nationale. « Mais s'il s'agit de questions de confiance, cela entraînera des élections générales. »

La présidence

Le premier ministre a également confirmé hier que le choix du président de l'Assemblée nationale se fera au scrutin secret et que son parti ainsi que le Parti québécois d'André Boisclair appuieraient la reconduction de l'actuel président, Michel Bissonnet.

Quant à l'ADQ, M. Charest lui reproche de tergiverser : « M. Dumont m'a dit qu'il appuyait (le choix de M. Bissonnet) sous réserve de consulter son caucus. Deux jours plus tard, je lis dans un journal que son attaché de presse dit qu'on n'en a jamais parlé. Ça m'inquiète, parce qu'on va devoir travailler ensemble. Du côté de l'ADQ, on espère que l'attitude va être plus ouverte qu'elle ne l'a été. »

À l'ADQ, on indiquait hier que la question du choix du président devait d'abord être discutée en caucus. « Mais on n'a jamais eu de problèmes avec M. Bissonnet », a ajouté un porte-parole.

Conseil de la fédération

Jean Charest participe aujourd'hui, à Toronto, à une rencontre du Conseil de la fédération. Il y sera notamment question de réduction des gaz à effet de serre. Et le premier ministre du Québec entend bien marteler l'intention de son gouvernement de respecter les engagements contenus dans son Plan vert à l'égard du protocole de Kyoto.

« Ottawa peut bien prendre les positions qu'il veut, a dit M. Charest, mais nous, dans le dossier de l'environnement, sur les réductions des gaz à effet de serre, on a la ferme intention de procéder. »



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©

La candidature de Michel Bissonnet à titre de président de l'Assemblée nationale est appuyée par les libéraux et les péquistes.

PARTI QUÉBÉCOIS

La date du congrès fait encore des vagues

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Pour le député péquiste de Labelle, Sylvain Pagé, le Parti québécois doit tenir son congrès plus rapidement qu'en septembre 2008 pour vite régler la question de la direction du parti.

« Ce qui a été écrit ressemble tout à fait à ce que j'ai vu », a dit M. Pagé. Samedi dernier, *La Presse* révélait que les gros canons du caucus, les François Legault, Louise Harel et François Gendron, avaient soutenu que la « question du leadership du parti était légitime et qu'elle devait se régler rapidement ». « Vous constatez qu'il y a un groupe de députés assez impressionnant qui a suggéré autre chose », d'observer le député Pagé.

Le lendemain, samedi, le comité exécutif du PQ proposait, comme l'avait fait la veille M. Boisclair, la tenue d'un congrès pour septembre 2008. Le vote de confiance à l'endroit de la direction du parti se tiendrait à cette occasion. En octobre prochain, au cours d'un conseil national, M. Boisclair déposerait sa proposition d'amendement au programme du PQ.

« Septembre 2008... les choses n'ont pas fini d'évoluer. Il y aura la conférence des présidents et un caucus la semaine prochaine, je réserve mes commentaires », a dit le député Pagé.

Le congrès en 2008, « ce n'est pas ce qu'on demandait la semaine dernière », a ajouté le député de Labelle. À ce moment, le député de Beauharnois, Serge Deslières, avait soutenu que le parti devait rapidement crever l'abcès quant au leadership, ce qui impliquait une décision avant la fin 2007.

Le président de l'association péquiste de Bertrand, Yves Parent, était d'avis aussi que la tenue d'un congrès en septembre 2008 était trop éloignée au goût des militants de la circonscription. Dans Bertrand, représenté à l'Assemblée nationale par le péquiste Claude Cousineau, les militants ont adopté une résolution il y a quelques jours pour demander au chef André Boisclair de régler rapidement la question du leadership. « On ne l'a pas précisé dans le texte de la résolution, mais pour nous, cela doit se faire dans un horizon de huit mois, en 2007 », a dit M. Parent.

« Quand on a un gouvernement minoritaire avec un échéancier de 18 à 24 mois, dire qu'on va tenir un congrès dans 18 mois, cela commence à être long. Si on changeait de chef, cela commence à être trop serré », résume M. Parent.

Pour lui, tout se passera le 26 mai à la conférence des présidents d'association du PQ. « Peut-être des gens chez nous vont embarquer là-dedans », de conclure M. Parent.

Le député de Bertrand, Claude Cousineau, faisait partie de ceux qui, au caucus péquiste, la semaine dernière avaient réclamé que le PQ tienne dès l'automne un congrès qui permette de se prononcer sur la question de la direction du parti.

mercedes-benz.ca/classee



C'EST LA NOUVELLE CLASSE E.
C'EST AUSSI LA NOUVELLE COMBINAISON GAGNANTE.

LA TOUTE NOUVELLE CLASSE E 2007 – À PARTIR DE 65 500 $

CONTRÔLE 4MATIC MC

L'équation est simple. Additionnez traction intégrale 4MATICMC en permanence, moteur V6 de 3 L et 228 ch, CONTRÔLE DIRECT, système de sécurité PRE-SAFE®, appuis-tête NECK-PRO, Programme de stabilité électronique, Freinage d'urgence assisté, myriade de coussins gonflables, climatisation automatique THERMATIC, volant chauffant, toit ouvrant coulissant en verre et sièges avant chauffants réglables électriquement, le tout à un prix étonnamment abordable. Vous obtiendrez la E280 4MATICMC 2007, une Mercedes-Benz à nulle autre pareille.

Mercedes-Benz

3480713A

Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, Boul. Décarie, Montréal
(514) 735-3581

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, Boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
(514) 620-5900

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
(450) 681-2500

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, Boul. Taschereau, Greenfield Park
(450) 672-2720

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2007. Modèle illustré : E350 4MATICMC

ACTUALITÉS

MONT-ORFORD

Québec va changer les règles du jeu

DENIS LESSARD



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE ©

Le promoteur André L'Espérance aura exactement ce qu'il cherchait au début, des terrains pour construire des condos dans le parc, au bas des pistes.

QUÉBEC — Le gouvernement Charest se prépare à modifier les règles du jeu dans le dossier de la vente du parc du Mont-Orford. On permettra aux acheteurs d'acquérir seulement les terrains au bas de la montagne s'ils le désirent, le scénario qui était à l'origine privilégié par André L'Espérance, de Mont-Orford inc.

Selon les informations obtenues par *La Presse*, la nouvelle position du gouvernement Charest ne fait pas l'unanimité au gouvernement.

M. L'Espérance avait soutenu qu'il n'a jamais voulu acheter la montagne, partie du parc du Mont-Orford, mais seulement des terrains au bas, qui lui permettraient de construire des immeubles d'appartements en copropriété. Ces terrains font aussi partie du parc national.

Pendant des mois, le ministre de l'Environnement, Claude Béchard, a défendu le projet de loi 23 en martelant que le gouvernement du Québec n'avait pas à gérer de centre de ski. La vente d'une partie du parc du Mont-Orford n'était pas destinée à un seul acquéreur, André L'Espérance, faisait-il valoir.

Terrains à condos

Or les changements considérés viennent faire exactement le contraire ; Québec demeurera propriétaire du centre de ski, qui resterait sous bail avec Mont-Orford inc., tandis que le développeur l'Espérance aurait exactement ce qu'il cherchait au début, des terrains pour construire des condos dans le parc, au bas des pistes.

La nouvelle orientation risque de « provoquer le bordel » dans la région, préviennent des sources libérales. Il faudra amender la loi 23 dans un contexte où les autres partis veulent reporter ou annuler la vente.

La nouvelle orientation risque de « provoquer le bordel » dans la région, préviennent des sources libérales. Il faudra amender la loi 23 dans un contexte où les autres partis veulent reporter ou annuler la vente.

Une motion de l'ADQ devrait bientôt repousser l'ouverture des enveloppes des soumissionnaires, prévue jusqu'ici pour le 15 mai.

Peu d'intérêt

Au début, tout le monde pouvait théoriquement soumissionner pour acheter la station du mont Orford, mais une journée portes ouvertes pour visiter les infrastructures a démontré que bien peu de groupes au Québec ou à l'étranger sont intéressés à acheter les installations. Seule la coopérative locale s'est présentée à cette journée, organisée par la firme KPMG pour plus de 100 000 $ de fonds publics, souligne le maire d'Orford, Pierre Rodier.

Lors du caucus à Montmagny, le député libéral Pierre Reid a souligné que « sur Orford, il y a des aménagements à apporter », ajoutant qu' il y a des choses qui ne passent pas bien ».

En campagne électorale, M. Reid et le président de la chambre de commerce s'étaient dits d'accord avec l'idée de scinder le projet de privatisation, de limiter la vente aux terrains souhaités par M. L'Espérance à l'origine.



MD Marque déposée propriété de VIA Rail Canada inc. MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

CÔTOYER D'AUTRES VOYAGEURS NE DEVRAIT PAS ÊTRE DÉSAGRÉABLE.

Les désagréments de la route ont raison de votre patience? Avec des sièges confortables, un service amical et tout l'espace voulu pour vos jambes, VIA vous offre des vacances qui débutent dès que vous montez à bord.

Cet été, partez avec VIA à tarif réduit.
En ce moment, le trajet **Montréal - Toronto** est à seulement **59 $***.

Découvrez encore plus de tarifs avantageux à **viarail.ca**.

* Le tarif indiqué (taxes en sus) s'applique à un aller simple en provenance ou à destination de Montréal en classe *Confort*MD. Le nombre de places est limité. Les billets doivent être achetés au moins une journée avant le départ. Certaines conditions s'appliquent.

LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER

VIA Rail Canada MC

3478664A

3479780

Hausse du salaire minimum

ARIANE LACOURSIÈRE

Dès aujourd'hui, le salaire minimum passe de 7,75 $ à 8 $ au Québec. Il s'agit de la plus importante hausse du salaire minimum à survenir au cours des 10 dernières années.

Tel qu'annoncé par le gouvernement de Jean Charest en décembre dernier, les travailleurs québécois au bas de l'échelle recevront dorénavant le même salaire que leurs vis-à-vis de l'Ontario, du Manitoba et de la Colombie-Britannique. Les employés à pourboires ne sont pas en reste. Ils voient leur salaire minimum passer de 7 $ à 7,25 $ l'heure.

Pour retrouver une aussi importante hausse du salaire minimum au Québec, il faut remonter à 1996. Cette année-là, Jacques Parizeau l'avait fixé à 6,45 $, soit une hausse de 45 cents.

La nouvelle augmentation du salaire minimum touche 130 000 travailleurs québécois. Deux fois sur trois, il s'agit de femmes travaillant dans le secteur des services et de la restauration. Plus de 60 % des employés au salaire minimum sont aussi des jeunes âgés de 15 à 24 ans.

Mais plusieurs d'entre eux ne profiteront pas de cette hausse, si l'on se fie à la Commission des normes du travail (CNT). Selon la CNT, les employés âgés de moins de 24 ans ne connaissent pas beaucoup leurs droits. Plus de 5 % d'entre eux reçoivent moins que le salaire minimum, mais ne s'en formalisent pas.

Les groupes de défense des droits des plus démunis n'ont pas tardé à critiquer l'augmentation du salaire minimum. Le Collectif pour un Québec sans pauvreté et le Front de défense des non-syndiqués (FDNS) estiment que cette hausse est « nettement insuffisante ».

Selon les deux groupes, une personne travaillant à temps plein au salaire minimum gagnera 16 640 $ par année. « L'amélioration est donc loin d'être significative puisqu'elle maintient encore le salaire à plus de 20 % sous le seuil de faible revenu », affirme la porte-parole du FDNS, Mélanie Gauvin.

VOUS AVEZ SOUS LE NEZ LE JOURNAL AU QUÉBEC

En obtenant sept nominations au Concours canadien de journalisme en 2006, l'équivalent du Pulitzer américain, nos journalistes et chroniqueurs nous permettent d'accéder au 1er rang québécois et au 2e rang canadien. Des chiffres qui sont doux à nos oreilles.

LA PRESSE

3480027A

POLITIQUE

Présumée torture de prisonniers afghans

« Il n'y a pas de preuve », dit Harper

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Stephen Harper persiste et signe : il n'existe encore aucune preuve que des prisonniers afghans aient été torturés après avoir été capturés par les soldats canadiens et remis aux autorités de Kandahar.

Repoussant les attaques des trois partis de l'opposition, qui font leurs choux gras des contradictions des conservateurs dans cette affaire depuis une semaine, M. Harper a déclaré hier à la Chambre des communes que le gouvernement afghan mène actuellement enquête et qu'il n'a rien trouvé à ce jour.

Le gouvernement Harper est sur la défensive depuis que *The Globe and Mail* a rapporté le témoignage d'une trentaine de prisonniers afghans affirmant qu'ils ont été victimes de torture après avoir été remis aux autorités locales par les soldats canadiens.

« Il n'y a pas de preuve quant à ces allégations. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises, le gouvernement prend ces allégations au sérieux. En même temps, nous avons des arrangements avec le gouvernement de l'Afghanistan et avec la Commission afghane indépendante des droits de la personne. Jusqu'à maintenant, ces arrangements fonctionnent comme il se doit. Le gouvernement de l'Afghanistan a pris l'engagement de mener une enquête et le Canada va l'aider dans cette entreprise dans la mesure du possible », a affirmé hier M. Harper.

Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, a accusé le premier ministre d'adopter la politique de l'autruche, rappelant que les preuves s'accumulent de jour en jour selon lesquelles la torture demeure une pratique courante dans les prisons d'Afghanistan. Il a soutenu que le gouvernement Harper a manifestement « perdu le contrôle de la mission canadienne » en multipliant les propos contradictoires au cours des derniers jours.

Le Parti libéral a d'ailleurs révélé hier le contenu d'une lettre du groupe Human Rights Watch envoyée à tous les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN le 28 novembre dernier qui soutenait avoir reçu de nombreux « rapports crédibles de torture » de prisonniers aux mains des policiers afghans. Ce groupe international de défense des droits de l'homme exhortait à l'époque les pays de l'OTAN en mission en Afghanistan de se doter d'une politique commune en vertu de laquelle ils auraient un mot à dire dans toutes les étapes judiciaires menant à l'incarcération.

Le critique libéral en matière de Défense, Denis Coderre, a d'ailleurs repris à son compte cette demande, estimant qu'on ne peut plus continuer à avoir des ententes bilatérales entre les divers pays ayant des soldats en Afghanistan et le gouvernement Karzaï sur le transfert des prisonniers.

Le Canada a conclu une entente avec le gouvernement Karzaï sur le transfert des prisonniers en décembre 2005 au moment où le premier ministre Paul Martin était au pouvoir. *La Presse* révélait en fin de semaine que l'ancien gouvernement libéral avait conclu cet accord même s'il avait été prévenu par des diplomates canadiens en poste à Kaboul en 2003, 2004 et 2005 que la torture était une pratique courante dans les prisons en Afghanistan.

Entre 2002 et 2005, le Canada avait l'habitude de remettre les prisonniers afghans soupçonnés d'avoir des liens avec les talibans aux États-Unis. Mais le gouvernement canadien a décidé de négocier une entente de transfert des prisonniers avec les autorités afghanes à la suite de la controverse provoquée par les abus des droits de la personne au centre de détention militaire américain de Guantanamo, à Cuba, et les tortures infligées aux prisonniers par des militaires américains à la prison d'Abou Ghraib, en Irak.

Aux Communes, hier, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a soutenu que les révélations de *La Presse* confirment à ses yeux que le gouvernement Harper devait aussi être au courant des prisonniers sont souvent victimes de mauvais traitements durant leur incarcération.

« Il y a quelques jours, on apprenait que le gouvernement libéral de l'époque avait été informé dès 2002 que la torture était monnaie courante dans les prisons afghanes. Le premier ministre d'alors avait tout de même décidé de conclure une entente afin de livrer aux autorités afghanes tous les prisonniers capturés par les soldats canadiens. Si les libéraux savaient depuis 2002 que les autorités afghanes pratiquaient la torture sur les prisonniers, le premier ministre en a été sûrement informé à son tour, dès son élection il y a 15 mois », a affirmé M. Duceppe.

Au cours des derniers jours, le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, s'est empêtré dans des contradictions qui ont plongé le gouvernement Harper dans l'embarras.

Le ministre a d'abord affirmé que la Commission indépendante des droits de la personne vérifiait si les prisonniers étaient bien traités. Or, cette commission n'a pas les moyens financiers ni les employés pour s'acquitter de cette tâche.

Ensuite, M. O'Connor a affirmé que le Canada avait conclu une entente avec les autorités de Kandahar donnant aux soldats canadiens un droit de visite aux prisonniers afghans afin de s'assurer qu'ils ne soient pas victimes de mauvais traitements. Mais il a été contredit 24 heures plus tard par le premier ministre.

Avec la Presse Canadienne

C'EST AUSSI

DES SOLUTIONS DE
TÉLÉCOMS NOVATRICES
POUR VOTRE ENTREPRISE

Votre entreprise fait face à une série de défis qui se multiplient. Pour être en mesure de relever ces défis, vous avez besoin d'un partenaire qui vous assure des solutions novatrices répondant à vos besoins propres. Forte de plus de 160 ans d'expérience à mettre en œuvre, à gérer et à sécuriser l'infrastructure de télécommunications de milliers d'entreprises partout au pays, Allstream sait ce qu'il faut faire pour vous permettre à coup sûr d'atteindre et de dépasser vos objectifs d'affaires.

Appuyée par un personnel chevronné et dévoué, une technologie puissante, une portée nationale et une connectivité mondiale, notre gamme de produits et de solutions de télécoms de premier ordre peut vous aider à améliorer le service à la clientèle, à accroître la productivité et à réduire les coûts. De plus, en misant sur des innovations de pointe, comme notre solution de lignes groupées IP exclusive, vous avez l'assurance que votre entreprise conservera une longueur d'avance sur la concurrence.

Des milliers d'entreprises bénéficient déjà de la différence Allstream. Appelez-nous dès aujourd'hui pour découvrir comment nos solutions peuvent aider votre enterprise à se démarquer.

allstream
C'EST BIEN PLUS QU'UN RÉSEAU^MD



Pour en savoir plus,
composez le 1 888 298-3452
ou visitez le site www.allstream.com

CONNECTIVITÉ IP | COMMUNICATIONS UNIFIÉES | SÉCURITÉ | CONSULTATION EN TI

MD Manitoba Telecom Services Inc., Utilisé en vertu d'une licence.

3476267A

ENVIRONNEMENT

Nouveau coup dur pour le plan vert

Le responsable du protocole de Kyoto à l'ONU blâme sévèrement le gouvernement Harper



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, a qualifié le plan de lutte contre les changements climatiques du gouvernement de Stephen Harper (notre photo), annoncé jeudi dernier à Toronto, de « peu ambitieux » et de peu susceptible de contribuer de façon tangible à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Dur coup pour le plan vert des conservateurs hier qui a reçu un blâme sévère du secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Yvo de Boer.

M. de Boer a en effet qualifié le plan de lutte contre les changements climatiques du gouvernement Harper, annoncé jeudi dernier à Toronto, de « peu ambitieux » et de peu susceptible de contribuer de façon tangible à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Le responsable à l'ONU du protocole de Kyoto a notamment reproché au Canada d'appuyer ses efforts de réduction des GES sur des cibles d'intensité, c'est-à-dire la réduction des GES par unité de production plutôt que selon des cibles absolues. Avec les cibles d'intensité, reprochent les critiques, l'on réduit certes les émissions par unité de production mais on n'empêche nullement l'accroissement de cette production.

« Vous pouvez quand même obtenir une réduction en termes absolus, a déclaré Yvo de Boer dans une entrevue hier de ses bureaux de Bonn, en Allemagne. Mais vous ne pouvez garantir ce que seront ces réductions en termes absolus. Si vous avez une cible relative rigoureuse et que votre économie croît de 30 %, alors vos émissions peuvent malgré tout augmenter. »

Le ministre de l'Environnement, John Baird, a annoncé la semaine dernière que le Canada allait réduire ses émissions de GES de 20 % d'ici 2020 sous les niveaux de 2006, ce qui représente, selon la CCNUCC une cible qui se trouve à 30 % au-dessus de ce à quoi s'était engagé le Canada en signant le protocole de Kyoto.

Après la sortie de l'ancien vice-président américain Al Gore en fin de semaine contre ce qu'il a qualifié de plan « frauduleux » des conservateurs, l'opposition avait en main hier aux Communes de nouvelles munitions pour dénoncer le gouvernement.

« Notre plan a une approche équilibrée, une approche sensée, une approche réaliste. »

Le porte-parole du Bloc en matière d'environnement, le député Bernard Bigras, est notamment revenu à la charge contre la stratégie des cibles d'intensité du ministre Baird.

« Le ministre comprendra-t-il enfin que sans cible absolue, a-t-il affirmé, il prend le parti des grands émetteurs, et surtout des grandes pétrolières, et de la pollution au détriment de l'environnement et de l'industrie manufacturière du Québec? »

En l'absence de M. Baird, c'est le ministre de l'Industrie, Maxime Bernier, qui s'est porté à la défense du plan gouvernemental.

« Notre plan a une approche équilibrée, une approche sensée, une approche réaliste, a-t-il dit. Nous faisons en sorte de faire diminuer les gaz à effet de serre au pays de 20 % d'ici 2020 de façon réelle. En plus, nous nous assurons que la prospérité économique de ce pays, la croissance économique de ce pays, pourront se poursuivre. »

Pendant ce temps, le Nouveau Parti démocratique de Jack Layton tentait de trouver une stratégie pour obliger le gouvernement à faire davantage pour lutter contre les changements climatiques. M. Layton a notamment fait parvenir une lettre au Parti libéral et au Bloc québécois leur demandant de consacrer une de leurs prochaines journées d'opposition à la Chambre à une motion qui forcerait le gouvernement à ramener aux Communes son projet de loi (C-30) sur la qualité de l'air.

Le gouvernement Harper ne veut plus entendre parler de ce projet de loi, puisque, estime-t-il, il a été dénaturé par les trop nombreux amendements imposés par l'opposition en comité.

Les libéraux et les bloquistes ont répondu froidement à la demande de M. Layton, estimant que le NPD avait eu la semaine dernière sa journée d'opposition et qu'il n'en avait pas profité.

Les partis de l'opposition ne se sont pas encore résolus à déposer une motion de défiance envers le gouvernement à propos de sa politique environnementale. « Nous examinons toutes les possibilités », s'est contenté de répondre le porte-parole libéral en matière d'environnement, le député David McGuinty.

Un message clair à l'industrie automobile

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — L'industrie automobile doit faire sa part pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Et cet effort passe en bonne partie par la production de voitures qui consomment moins d'essence, estime le ministre des Transports, Lawrence Cannon.

Le Canada et les États-Unis ont franchi un pas important dans cette direction la semaine dernière en signant un protocole de coopération visant à améliorer l'efficacité énergétique des véhicules.

L'objectif de ce protocole, paraphé par le ministre Cannon et son homologue américaine Mary Peeters à Tucson, en Arizona, est d'adopter des normes de réglementation de l'industrie automobile qui seront uniformes en Amérique du Nord et d'imposer des limites de consommation d'essence aux différentes catégories d'automobiles et de camions. Certains observateurs désignent d'ailleurs ce protocole sous le nom de « Pacte de l'auto propre ».

« Il faut améliorer l'efficacité énergétique des véhicules. C'est un peu un concept d'un Pacte de l'auto qui serait plus sain sur le plan environnemental », a indiqué hier le ministre Cannon dans une entrevue accordée à *La Presse*.

Ce protocole, qui permettra au Canada et aux États-Unis d'échanger des renseignements sur les changements technologiques pouvant améliorer l'efficacité énergétique des véhicules et établir des normes communes d'économies de carburant, s'inscrit d'ailleurs dans le plan des conservateurs visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

« Il faut avoir une approche intégrée pour l'industrie de l'automobile. Au Canada, on produit des véhicules pour le marché nord-américain. Mais on consomme seulement 8 % de ce que l'on produit. Alors, étant donné que le cœur de l'industrie automobile se situe aux États-Unis, il faut avoir une approche concertée là-dessus. Cela nous permettra de discuter avec l'ensemble de l'industrie pour déterminer des cibles précises (d'économie de carburant et de réduction des émissions de gaz à effet de serre) », a expliqué M. Cannon.

Le ministre a indiqué avoir rencontré les représentants des différents constructeurs automobiles au cours des derniers mois afin de les informer des intentions du gouvernement entre 2010 et 2015.

En entrevue, M. Cannon a aussi indiqué que le gouvernement prend certaines mesures pour encourager les consommateurs à opter pour des voitures moins énergivores.





Est-ce que vous réservez votre plus belle vaisselle pour les grandes occasions ? Si oui, c'est que vous n'avez pas encore visité notre nouveau magasin HomeSense. Nous offrons les mêmes magnifiques services que les boutiques spécialisées mais à un prix jusqu'à **60 % moins cher***. Nous avons aussi des serviettes en coton d'Égypte peigné, des articles de décoration uniques, des draps de 400 fils au pouce et bien plus encore, pour chacune des pièces de votre maison. Vous vous demandez peut-être, mais « comment font-ils » ? Il suffit de remercier nos acheteurs. Ils parcourent le monde afin de trouver de véritables trésors de décoration et de meubles pour la maison. Ça peut être l'Asie pour le rotin, l'Amérique du Sud pour la poterie, l'Europe pour la verrerie ou tout près de chez vous pour un







Tout à coup, c'est plus facile d'utiliser votre vaisselle fine tous les jours.



bel ensemble de patio. Et comme ce sont des acheteurs futés, ils ramènent le tout ici pour des prix jusqu'à 60 % moins cher que dans les grands magasins et les boutiques spécialisées. Jetez un coup d'œil à nos étiquettes « Comparé à » et constatez par vous-même. HomeSense se distingue de bien d'autres façons. En fait, c'est encore plus plaisant de magasiner chez nous. Contrairement aux autres magasins, nous n'attendons pas les changements de saison pour renouveler nos marchandises. Nous recevons des milliers de nouveaux articles chaque semaine, alors chacune de vos visites est une nouvelle expérience. Avec autant de choix et d'avantages, pas étonnant que HomeSense soit rapidement devenu un incontournable au Canada pour tout trouver pour la maison. Alors, pourquoi ne pas visiter notre plus récent magasin et voir à quel point l'expérience est vraiment plaisante.



tout jusqu'à 60 % moins cher*

Ouverture officielle aujourd'hui

Le mardi 1er mai à 9 h 30 au Faubourg Boisbriand, Autoroutes 15 et 640

HOMESENSE

* que dans les grands magasins et les boutiques spécialisées. Les articles sont représentatifs des marchandises offertes en magasin. Les styles varient selon le magasin.

VISITEZ NOTRE NOUVEAU MAGASIN HOMESENSE

FAUBOURG BOISBRIAND, 3430, avenue des Grandes Tourelles Tél.: (450) 420-5215

Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9 h 30 à 21 h, le samedi de 9 h à 17 h et le dimanche de 10 h à 17 h

Visitez les autres magasins HomeSense à Boucherville, Brossard, Laval, Montréal, et Pointe-Claire.

Composez le 1 866 466-3707 ou visitez le www.homesense.ca pour obtenir la liste complète des adresses de tous les magasins et inscrivez-vous pour recevoir les nouvelles de HomeSense.

3478807A

POLITIQUE

Affaire Shane Doan : Harper patine

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Au grand dam de l'opposition, le gouvernement Harper s'est lavé les mains hier de l'affaire Shane Doan en refusant de commenter aux Communes la nomination du joueur de hockey au poste de capitaine de l'équipe qui représente le Canada aux championnats du monde.

Interrogé par le député bloquiste de Verchères-Les Patriotes, Luc Malo, qui reprochait à Hockey Canada « son manque de jugement » en nommant capitaine un joueur qui a traité au cours d'un match à Montréal le 13 décembre 2005 un quatuor d'arbitres francophones de « fuckin' frenchmen », le gouvernement conservateur n'a pas voulu reconnaître que les propos de M. Doan étaient « discriminatoires, racistes et xénophobes » comme le demandait M. Malo.

« Le choix des joueurs de l'équipe de hockey est, de toute évidence, la responsabilité de Hockey Canada. Ce n'est pas une décision du gouvernement du Canada », s'est contentée de répondre Helena Guergis, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, au Commerce et au Sport.

M. Malo a rétorqué que la secrétaire d'État ne comprenait pas que « les Québécois (soient) incapables de se reconnaître dans une équipe de hockey dont le capitaine s'appelle Shane Doan ».

Deux poids, deux mesures

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a par la suite déclaré aux journalistes qu'il ne comprenait pas le mutisme du gouvernement dans cette affaire. Il a rappelé que Hockey Canada est un organisme subventionné par Ottawa.

« Or Hockey Canada, semble-t-il, fait bien son travail et endosse Shane Doan, pas Shane Doan... mais ''shame Doan'' (NDLR : Honte Doan). » M. Duceppe reproche de plus au gouvernement de réduire allègrement le financement des groupes communautaires quand ceux-ci n'agissent pas comme il le veut mais de fermer les yeux lorsqu'il s'agit de financer un organisme, comme Hockey Canada, qui nomme un capitaine qui a tenu des propos méprisants à l'endroit des francophones.

Le député libéral de Hull-Aylmer, Marcel Proulx, est à son tour revenu à la charge hier en demandant à Mme Guergis si elle avait au moins pris la peine de questionner Hockey Canada et de consulter ses collègues francophones.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a déclaré qu'il ne comprenait pas le mutisme du gouvernement dans l'affaire Shane Doan. Il a rappelé que Hockey Canada était un organisme subventionné par Ottawa.

Mme Guergis a répondu qu'il serait « inapproprié » de faire d'autres commentaires puisque que M. Doan est présentement devant les tribunaux à propos de cette affaire. Le hockeyeur poursuit en effet le député libéral Denis Coderre pour diffamation alors que M. Coderre a intenté de son côté une poursuite contre Shane Doan également pour diffamation. C'est le juge de lignes Michel Cormier qui a déclaré sous serment dans la poursuite de M. Doan que ce dernier avait qualifié quatre de ses confrères de « fuckin' frenchmen ».

Hier, le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, a déclaré aux journalistes que les remarques de M. Doan l'inquiétaient énormément. « Cela porte ombrage, a-t-il dit, à la participation du Canada à ce tournoi international. »

Gilles Duceppe a par ailleurs rappelé l'incident Jean-Luc Brassard lors de Jeux olympiques d'hiver.

« Quand Jean-Luc Brassard a critiqué le fait qu'il y avait trop de drapeaux canadiens aux fenêtres du village olympique, a déclaré le chef du Bloc, cela a fait un scandale au Canada. On a dit de lui qu'il n'était pas responsable et qu'il ne respectait pas le Canada. Shane Doan aurait proféré des insultes aux francophones. Or cela n'est pas trop grave? Ça fait partie de la tradition? Je ne peux pas comprendre que ce gouvernement-là n'émette pas un seul commentaire pour dire que c'est irrespectueux des francophones. »

« Ils vont s'en laver les mains, a dit Gilles Duceppe, mais c'est le même Stephen Harper qui a reçu Don Sherry », l'ancien entraîneur devenu commentateur de télévision et qui n'a pas été tendre également envers les francophones.

Interrogé par *La Presse* à propos de ces rebondissements, Denis Coderre s'est contenté de dire qu'il se posait « beaucoup de questions en tant que député » mais qu'il ne pouvait émettre de commentaires tant que sa cause n'aura pas été tranchée par le tribunal.

ARTS SPECTACLES
À CHACUN SON CHOIX
Tous les jours dans LA PRESSE

ACTUEL TENDANCES
Tous les jours dans LA PRESSE

CLARICA

Prévisions :
Des jours ensoleillés

LUN MAR MER JEU VEN

Clarica devient la Financière Sun Life

Des prévisions de temps on ne peut plus éclatantes et optimistes. Car en regroupant deux grandes réussites de chez nous sous la même bannière, nous créerons une entité de grande valeur pour ceux qui comptent le plus pour nous.

Vous. Notre précieuse clientèle.

La Financière Sun Life est l'une des plus importantes sociétés de services financiers du monde, ce qui nous assure les ressources financières et la présence mondiale nous permettant de vous offrir services et conseils comme jamais auparavant.

Ce passage à un nouveau nom ne met aucunement en cause le profond engagement que nous avons pris envers vous et votre collectivité.

Clarica devient la Financière Sun Life... présage d'un temps nouveau – éclatant et ensoleillé – pour vous.

Pour en apprendre davantage, communiquez avec votre conseiller ou visitez le site *www.sunlife.ca/sfp*.

Financière Sun Life

Les conseillers représentent Services financiers Clarica inc., cabinet de services financiers (pour l'assurance de personnes, l'assurance collective de personnes et la planification financière), et Clarica Investco Inc., cabinet de courtage en épargne collective (pour les fonds communs de placement). Ces sociétés ont l'intention de changer leur nom pour refléter la marque Financière Sun Life. Elles sont toutes deux des filiales en propriété exclusive de la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie, membre du groupe Financière Sun Life.

3476031A

Ne confiez pas votre peau à n'importe qui...
Retrouvez un teint plus éclatant
avec l'epidermabrasion MC



EPIDERMA MC
parce que je pense à moi
www.epiderma.ca 1 877 EPIDERMA

Pour l'épilation par laser, l'epidermabrasion MC ou pour la crème des soins BIO...



BLAINVILLE :
31, boul. de la Seigneurie Est, bur. 205
GATINEAU :
365, boul. Gréber, bur. 101
GREENFIELD PARK :
4896, boul. Taschereau, bur. 280
(voisin du restaurant Bâton Rouge)
KIRKLAND :
Place Grilli
3535, boul. Saint-Charles, bur. 404
LAVAL/CHOMEDEY :
1435, boul. Saint-Martin Ouest
bur. 607 (angle McNamara)
LAVAL/STE-DOROTHÉE :
3, boul. Samson
MONTRÉAL :
999, de Maisonneuve Ouest
(angle Metcalfe) Peel
MONTRÉAL :
255, Crémazie Est, bur. 80
(angle Henri-Julien) Crémazie
SAINT-HYACINTHE :
3070, boul. Laframboise, bur. 1300
SAINT-LÉONARD :
6359, boul. Jean-Talon Est, bur. 203
(angle Langelier)
SHERBROOKE :
2655, King Ouest, bur. 124
(près de l'Hôtel Delta)
TERREBONNE :
950, montée des Pionniers, bur. 390
(voisin de l'Hôpital Pierre LeGardeur)
TROIS-RIVIÈRES :
5195, boul. des Forges, bur. 104

3480795A

ACTUALITÉS

Bernard Brault primé par ses pairs



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE ©

La News Photographers Association of Canada (NPAC) a décerné le deuxième prix dans la catégorie *Pictorial* à notre photographe Bernard Brault pour cette photographie réalisée en novembre 2006. Ce qui, à première vue, ressemble à un immeuble d'appartements ou à un condo de luxe est en fait une vue des cabines avec balcons d'un paquebot de Royal Carribean lors d'une escale à Saint-Thomas, dans les Antilles.

Un important grossiste en marijuana arrêté

ANDRÉ CÉDILOT

Une information « tombée du ciel » a permis l'arrestation d'un important grossiste en marijuana d'origine asiatique. Le prévenu, Hong Tranh Nguyen, 28 ans, aide coiffeur et ancien étudiant au collège Dawson, est aussi soupçonné de trafic d'armes. Il saura aujourd'hui s'il recouvre la liberté en attendant son procès.

Ayant eu vent qu'un certain « Frank, le Chinois » se déplaçait avec des armes, la police de Montréal a fait enquête et découvert qu'il s'agissait de Nguyen. Après une brève filature, les policiers l'ont arrêté, jeudi matin, angle des boulevards Saint-Laurent et Crémazie, dans le nord de la ville. Il sortait d'un resto rapide en compagnie d'un autre homme à qui il a montré ce qu'il transportait dans sa voiture.

En fouillant le coffre du véhicule, les enquêteurs ont découvert dans des sacs à dos quelque 5000 comprimés d'ecstasy et de méthamphétamines. Il y avait aussi de la marijuana et une balance. À l'intérieur d'un étui de guitare, ils ont trouvé deux armes longues, dont un fusil d'assaut Ruger Mini-14, du même type que Marc Lépine a utilisé lors de la tuerie de Polytechnique, en 1989. Cette « quincaillerie » vient d'un cambriolage perpétré à Montréal le 5 septembre 2003, a précisé, hier, à l'enquête sur cautionnement, Me Jean-Claude Boyer, de la poursuite.

Lors d'une perquisition dans une résidence de la rue Hudson, à Côte-Saint-Luc, les limiers montréalais ont ensuite surpris quatre personnes attablées au sous-sol en train de « cultiver, récolter et ensacher » de la marijuana. En sonnant à la porte, ils ont été accueilli par un homme portant un sarrau de mécanicien couvert de brindilles de marijuana. « Il y avait aussi une forte odeur de cannabis », a relaté Me Boyer devant le tribunal. D'après l'enquête policière, c'était la deuxième récolte en six mois. Le bail de la maison est au nom de Nguyen, mais c'est sa mère qui est la propriétaire en titre.

Au cours de l'opération, les policiers ont saisi 202 plants de cannabis en pleine maturité, ainsi que tout l'appareillage nécessaire à la culture en serre. Il y en avait aussi 25 livres « prêtes à être livrés », ainsi que deux pistolets à air comprimé, des munitions, des vestes pare-balles et un coup-de-poing américain. Le compteur électrique de la maison avait été trafiqué pour éviter les soupçons d'Hydro-Québec. À en croire le ministère public, de telles quantités d'herbes auraient rapporté de 150 000 à 200 000 $.

« C'était lui le chef du réseau, le cultivateur en chef. En plus, on peut penser qu'il trempait dans le trafic d'armes », a fait valoir Me Boyer, en vue de contrer l'argument de l'avocat de Nguyen voulant que les tribunaux se montrent généralement conciliant quand il s'agit de remettre les trafiquants de marijuana en liberté provisoire. Étant donné la forte présence d'armes à feu dans le dossier, le juge Claude Leblond, de la Cour du Québec, a décidé de reporter sa décision à aujourd'hui.

Nouvelle présidente à la FECQ

Appelez-la Bond, Gen Bond. Une nouvelle présidente, Geneviève Bond-Roussel, a été élue à la tête de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Âgée de 22 ans, elle compte répondre « aux attaques du gouvernement contre l'accessibilité aux études ». Étudiante en sciences humaines au collège de Rosemont, Mme Bond-Roussel entrera officiellement en fonction le 1er juin. C'est Guy-Aume Descôteaux, du cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, qui occupera la vice-présidence de la FECQ. Merlin Trottier-Picard, du cégep de Saint-Hyacinthe, a été élu responsable aux affaires internes.

Marie Allard



Beauté plastique
et intelligence artificielle.

Samsung U510
99,99 $*
(avec une entente de service de 3 ans)



Samsung A720
0 $*†
(avec une entente de service de 3 ans)



LG Chocolate à rabat
129,99 $*
(avec une entente de service de 3 ans)



MOTOKRZR^MC
179,99 $*
(avec une entente de service de 3 ans)





BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL
Carrefour Angrignon
Centre commercial Le Boulevard
Centre Domaine
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Galeries Lachine
Les Jardins Dorval
Mail Cavendish
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
5554, av. de Monkland
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
6146, boul. Henri-Bourassa Est
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
Communications MOBILENET inc.
5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
Communications Métropolitaine
8780, boul. Saint-Laurent, local 1
Instant Page
1682, av. Mont-Royal Est
Globe Mobilité
6652, rue Saint-Hubert
Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources
LaSalle
Cellulaire Plus
7575, boul. Newman
Saint-Laurent
PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD
Blainville
Digital Radio Communication Inc.
9, boul. de la Seigneurie, local 7
Boisbriand
2400, boul. du Faubourg
(dans le Home Depot)
Lachenaie
aut. 40/aut. 640
Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Laval Est (aut. 19/aut. 440)
Contact Com D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Digital Radio Communication inc.
Méga-centre Notre-Dame
2304, autoroute 13 Sud
Proxi Telecom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
Raytech Électronique
1451, boul. des Laurentides
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D
Mascouche
Méga-centre Mascouche
117, Montée Masson
Repentigny
Galeries Rive Nord
Technicomm
346, rue Notre-Dame, local C
Rosemère
Place Rosemère
Contact Com. D.L. Communications
259, boul. Labelle, local 102
Saint-Jérôme
Carrefour du Nord
Terrebonne
Galeries de Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS
Saint-Hyacinthe
Cellulaire Plus
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise
Sorel
Promenades de Sorel
Victoriaville
La Grande Place des Bois-Francs

RIVE-SUD
Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Saint-Bruno
Belœil
Cellulaire Plus
559, boul. Laurier
Brossard
Quartier DIX30
9380, boul. Leduc
Candiac
D2 Technologie Inc.
69, ch. Saint-François-Xavier
Greenfield Park
Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau

TELUS
le futur est simple^MD

EUPHORIK^MC | Musique Télé Radio Jeux Messagerie Encore +

Pliez bagage et emportez votre numéro. Visitez lebonheur.ca ou composez le 1-866-264-2966.

3469151A 3469152

FUTURE SHOP · BUREAU EN GROS · BEST BUY · Domaine · BRAULT & MARTINEAU · WAL-MART · Zellers

*Offre valable avec nouvelles mises en service seulement. Les prix et la disponibilité peuvent varier. Prix net en vigueur à la signature d'une entente de service de 3 ans après rabais obtenu en magasin ou crédit porté au compte et affiché sur votre prochain relevé mensuel de TELUS. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. † Offre en vigueur jusqu'au 13 ami 2007. © 2007 TELUS.

IMMIGRATION ET TRAVAIL

Parler l'anglais est un atout

MALORIE BEAUCHEMIN

Plus les immigrants du Canada parlent bien l'anglais, plus ils sont susceptibles de trouver un emploi qui est approprié pour eux, et ce même au Québec.

Voilà une des conclusions d'une vaste enquête de Statistique Canada sur l'intégration des immigrants qui traite notamment des perspectives d'emploi et de la connaissance des langues officielles.

Les analystes établissent une corrélation claire entre le fait de « bien » ou « très bien » parler la langue de Shakespeare et les emplois avec haut niveau de compétence, dans le domaine envisagé par l'immigrant, similaire à celui occupé avant, relié à la formation ou encore dont le salaire est plus élevé.

« Nous n'avons trouvé aucun lien entre la qualité du français et les chances d'occuper un emploi approprié au Québec, explique cependant Chantal Grondin, analyste à Statistique Canada. Mais ça ne veut pas dire que ce n'est pas utile. Ceux qui ont suivi des formations en français ont aussi en majorité affirmé s'être mieux adaptés à la vie ici et s'être fait des amis. »

Ceux qui ont suivi des formations en français ont aussi en majorité affirmé s'être mieux adaptés à la vie ici et s'être fait des amis. »

Un facteur qui peut expliquer, selon les chercheurs, que le niveau de français n'ait pas d'effet significatif sur les chances d'occuper un bon emploi est que « près de neuf immigrants sur 10 au Québec travaillent à Montréal, où la langue de travail n'est pas toujours le français », souligne Mme Grondin.

Mais les immigrants du Québec sont aussi les plus nombreux à apprivoiser les deux langues officielles. Après quatre ans dans la Belle Province, 37 % d'entre eux disent utiliser le français et l'anglais dans leur travail.

Interrogés après six mois, deux ans et quatre ans de vie au Canada, les immigrants ont tous témoigné d'une nette progression dans au moins une des deux langues officielles.

Près d'un immigrant sur deux (46 %) a affirmé que le fait de trouver un emploi approprié était la plus grande difficulté rencontrée. « Les deux tiers des immigrants ont dit avoir rencontré de multiples obstacles dans la recherche d'un emploi », souligne Hélène Maheux, une des auteurs du rapport sur les perspectives générales des immigrants.

Une bonne décision

Malgré les difficultés à trouver un emploi et la barrière linguistique, les immigrants sont majoritairement heureux de leur décision de venir au Canada.

Après quatre ans, 84 % d'entre eux affirment qu'ils prendraient la même décision si c'était à refaire. Les raisons évoquées pour s'établir au Canada vont de la qualité de vie (32 %) aux perspectives d'avenir (18 %) en passant par le caractère pacifique du pays (9 %).

OBSTACLES

Selon l'étude de Statistique Canada, les plus grandes difficultés éprouvées par les immigrants sont :

1> Trouver un emploi approprié (46,1 %)

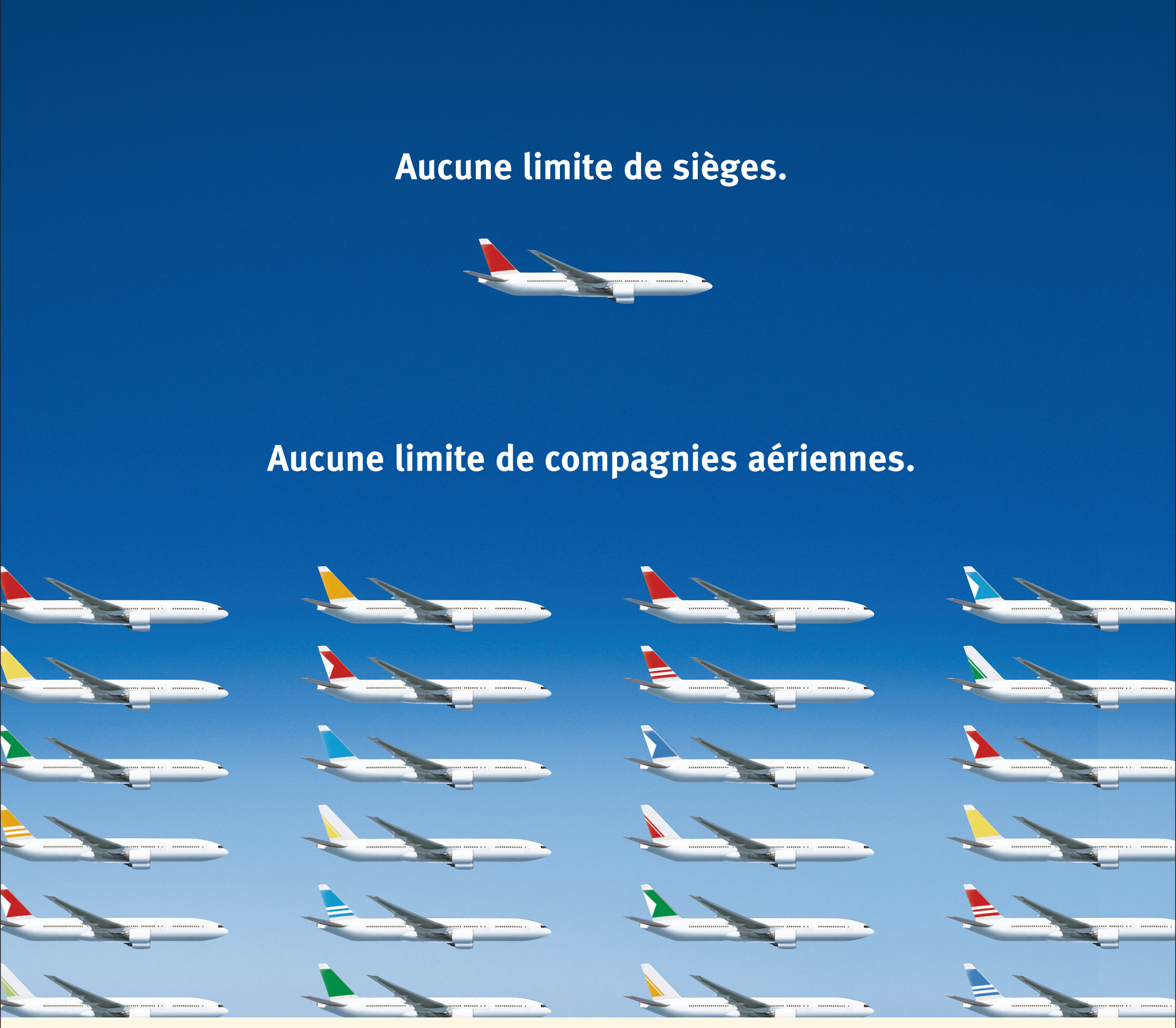
2 > Apprendre une nouvelle langue (26,2 %)

3 > S'habituer au climat (15,6 %)

Entre avril 2001 et mai 2002, 12 000 immigrants ont été interviewés pour cette enquête. Parmi ceux-ci, 9300 ont été interrogés à nouveau en 2003. Finalement en 2005, environ quatre ans après leur arrivée, 7700 de ces mêmes immigrants ont été interviewés une troisième fois.

Aucune limite de sièges.

Aucune limite de compagnies aériennes.





La carte *Visa* Voyages^mc RBC vous donne accès à tous les sièges disponibles et à toutes les compagnies aériennes lorsque vous échangez vos points, parce que RBC® utilise vos points pour acheter des sièges. Et puis, il suffit de seulement 15 000 points pour s'envoler avec la carte *Visa* Voyages. En fait, les points en prime offerts ci-dessous vous permettront déjà de partir ! › **1 800 ROYAL® 1-1** › **rbcbanqueroyale.com/visavoyages**

› **10 000 points RBC Récompenses® à l'adhésion + 5 000 points supplémentaires au premier renouvellement**. Demandez la carte dès aujourd'hui.**

RBC®



CHOISIS › RBC^mc

3468555A

3466400

** Pour que vous soyez admissible à l'offre de 10 000 points RBC Récompenses en prime, votre demande d'adhésion doit nous parvenir et être approuvée par nous pendant la période d'admissibilité à l'offre, soit entre le 1er mars et le 30 juin 2007. Les clients qui sont déjà titulaires de la carte *Visa* Platine Voyages RBC Banque Royale au début de la période d'admissibilité ne peuvent profiter de cette offre. Les 10 000 points en prime à l'adhésion apparaîtront sur votre premier relevé *Visa*. Au premier renouvellement, 5 000 points en prime seront portés à votre relevé *Visa* une fois que vous aurez acquitté les frais annuels. Cette offre ne peut être jumelée à d'autres offres. ® Marques déposées de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. ^mc Marques de commerce de la Banque Royale du Canada. * Marque déposée de Visa International Service Association. Utilisée sous licence.

EN PRIMEUR CE SOIR...

ARTS SPECTACLES

LA PRESSE

Canon

EOS

La vision,

INNOVATION DEPUIS
70 ANS
SÉLECTION DE
50 OBJECTIFS
DÉFINITION DE
10 MÉGAPIXELS



DIGITAL REBEL XTi

10 MÉGA PIXELS — Rebel de 10,1 Mp avec encore plus de fonctions professionnelles impressionnantes!

2,5 po ACL — Picture Style — DiG!C II

Doté d'un nouveau système de capteur autonettoyant, d'un écran ACL de 2,5 po et des réglages « Picture Style » pour un paramétrage supérieur des couleurs, du contraste et de la netteté à même l'appareil.

Le boîtier du Digital Rebel XTi est offert en noir ou argent.

1 099,99 $* / 949,99 $*

Ensemble EF-S 18-55 — Boîtier seulement

un réflexe impressionnant.

LE SYSTÈME DE PHOTOGRAPHIE LE PLUS COMPLET AU MONDE.







Plus de 50 façons de créer votre vision.

La saisie de l'image parfaite est au cœur des objectifs EF et EF-S légendaires de Canon. Dotés de technologies, d'éléments et de revêtements spéciaux brevetés par Canon, ces objectifs surprenants vous promettent des éléments optiques supérieurs, une compatibilité EOS sans faille et le pouvoir de créer des images qui captivent et inspirent.

Conçu pour travailler **sans faille** avec votre matériel photo EOS.



ChromaLife100
Des photos superbes qui dureront toute la vie†

8 COULEURS

PIXMA Pro9000

Des photos de qualité professionnelle pour l'impression d'affiches brillantes.

Prend en charge les papiers artistiques jusqu'à 13 x 19 po et 14 x 17 po avec deux chemins de papier distincts, y compris un alimentateur avant pour les papiers épais.

699,99 $*

Canon
imageANYWARE

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le système EOS et les imprimantes PIXMA Pro de Canon, consultez le site www.canon.ca/photographienumerique

3476021A

3476157

*Les prix réels sont fixés par chaque détaillant et peuvent varier. Les spécifications et les dates de disponibilité peuvent être modifiées sans préavis. Tous les produits illustrés sont vendus séparément, à moins d'indication contraire. L'image imprimée est simulée. † Canon ne peut pas garantir la durée des épreuves, car les résultats peuvent varier en fonction de l'image imprimée, du temps de séchage, des conditions de présentation/rangement et des facteurs environnementaux. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la technologie ChromaLife100, consultez le site canon.ca/photographienumerique. Canon, EOS et Rebel sont des marques déposées de Canon Inc. Canon imageANYWARE, PIXMA et ChromaLife sont des marques de commerce de Canon Inc. © 2007, Canon Canada Inc.

ACTUALITÉS

EN BREF

L'Armée de Marie exclue de l'Église

L'ordination non autorisée de cinq diacres par le controversé groupe religieux l'Armée de Marie de Lac-Etchemin a fait déborder le vase... de la tolérance. L'archevêque Marc Ouellet condamne ce geste et exclut l'organisation de l'Église catholique. Dans une déclaration spéciale parue dans la revue *Pastorale-Québec* de mai, le cardinal Ouellet explique la décision. « À la suite (...) des gestes de désobéissance et d'usurpation de pouvoir dans l'administration des sacrements, je me vois contraint de déclarer que les responsables de l'Armée de Marie se sont exclus de la communion de l'Église. » Le droit canonique donne aux évêques seuls le pouvoir d'ordination. Le 7 janvier, cinq diacres ont été ordonnés par padre Jean-Pierre, un prêtre qui adhère au mouvement de l'Armée. « Ces ordinations sont invalides. Elles constituent une blessure grave infligée à l'Église. (...) L'Armée de Marie est devenue clairement et publiquement un mouvement schismatique (en rupture avec l'Église), et donc une association non catholique », décrète Mgr Ouellet.
Le Soleil

Autre victoire pour Pierre Mailloux

Le Dr Pierre Mailloux vient de remporter sa deuxième victoire. Selon TQS, le juge Jean-Yves Lalonde de la Cour Supérieure refuse d'accorder le sursis demandé par le Collège des médecins pour rétablir la radiation provisoire. Le Collège des médecins voulait renverser la décision rendue le 4 avril dernier par le Tribunal des professions qui a donné le droit au célèbre psychiatre de pratiquer à nouveau. Le juge estime que le syndic du Collège n'a pas démontré que le docteur Mailloux représente un danger pour le public.
PC

18 mois pour avoir secoué son bébé

Une jeune mère de famille qui a longtemps nié devant le tribunal avoir secoué sa fille de 2 mois pour finalement reconnaître l'avoir fait a été condamnée hier à une peine de 18 mois à purger dans la collectivité. Heureusement, l'enfant a survécu à deux fractures du crâne, à une hémorragie rétinienne et à des lésions cérébrales, subies le 16 août 2005. À l'hôpital, les médecins ont décelé des fractures datant de deux ou trois semaines auparavant. Le bébé a été hospitalisé durant un mois et demi. L'accusée a finalement reconnu sa culpabilité en février 2006 après avoir suivi divers traitements, dont une évaluation psychologique. Et depuis, le tribunal a constaté un remords sincère de l'accusée. Durant les six premiers mois de sa peine, elle devra demeurer chez elle en tout temps, à l'exception de sorties pour son travail, d'exercices de culte religieux, de raisons médicales ou thérapeutiques, et durant quelques heures le samedi après-midi pour faire ses emplettes. À la fin de sa peine, il y aura une période de probation de deux ans. Le tribunal a aussi interdit à la femme d'avoir des contacts avec ses deux enfants sauf avec une autorisation du tribunal de la jeunesse ou en conformité avec un jugement de la Cour supérieure.
Jean-Paul Charbonneau

Une rupture d'artère expliquerait la mort du jeune Beaulieu

L'autopsie pratiquée vendredi dernier dans les laboratoires de sciences judiciaires et de médecine légale à Montréal aurait démontré que le jeune Jean-Benoît Beaulieu serait mort suite à la rupture d'une artère principale menant au cerveau. L'adolescent a perdu la vie la semaine dernière à la suite d'une bagarre avec un autre élève de l'École secondaire l'Arc-en-Ciel de Trois-Pistoles, dans le Bas-Saint-Laurent. Toutefois, il est encore trop tôt pour déterminer si cette blessure mortelle aurait été causée par le coup de poing reçu à la tête ou encore si la victime se serait fait cette blessure fatale en tombant au sol. Le présumé agresseur, un jeune homme de 14 ans, a plaidé non coupable à une accusation d'homicide involontaire. Il a pu recouvrer la liberté moyennant des engagements sévères qui lui ont été imposés par le juge Martin Gagnon de la chambre de la jeunesse. Les obsèques du jeune Jean-Benoît Beaulieu auront lieu demain à 14h en l'église paroissiale de Saint-Simon-de-Rimouski.
PC

MÉDECINE

La majorité des résidents choisissent d'être formés hors du Québec

CLAUDETTE SAMSON
LE SOLEIL

QUÉBEC — Le Québec comptera cette année une trentaine de résidents en médecine de moins que ce qui avait été anticipé. Pour la première fois, davantage d'étudiants ont choisi de poursuivre leur formation hors Québec que l'inverse. Un choix qui pourrait avoir été influencé par la grève des médecins spécialistes à l'automne.

« C'est la première fois cette année que le Québec vit un flux négatif. D'habitude, c'est plutôt kif-kif (l'échange avec les autres provinces) », confirme le doyen de la faculté de médecine de Sherbrooke, le Dr Réjean Hébert.

En raison des hausses d'inscriptions en médecine autorisées ces dernières années, le Québec aurait pu s'attendre à avoir cette année une cinquantaine de résidents supplémentaires par rapport à l'an dernier. Les étudiants ont toutefois déjoué les pronostics en choisissant en plus grand nombre de faire leur résidence hors Québec.

Comme « il faut plus qu'un point sur une courbe pour faire une courbe », note le Dr Hébert, qui agit comme porte-parole pour les quatre doyens de facultés de médecine du Québec, il est trop tôt pour parler de tendance.

Cette nouvelle situation inquiète toutefois suffisamment les facultés de médecine pour qu'elles enquêtent auprès des étudiants concernés. Au cours des prochains jours, un questionnaire sera expédié à ceux ayant choisi d'aller hors Québec afin de connaître leurs motivations.

L'une des hypothèses serait l'inquiétude créée par la grève des médecins spécialistes de l'automne.

« Les demandes d'admission ont été faites en novembre ou décembre, alors qu'il y avait des moyens de pression des médecins spécialistes. Ça a perturbé beaucoup l'enseignement clinique. Est-ce que ça a eu une influence? » se demande le doyen. Il souligne par ailleurs que la jeune génération est beaucoup plus « mondialisée » et a peut-être davantage le goût d'aller voir ailleurs.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux confirme aussi le phénomène et montre également du doigt la grève des médecins spécialistes. « Ça nous préoccupe », note Geneviève Villemure-Denis, selon qui le Ministère tente de trouver des solutions pour « le court terme ».

Dans les hôpitaux

Les résidents effectuent de nombreuses tâches auprès des patients dans les hôpitaux. Une résidence en médecine familiale dure deux ans, et une résidence en spécialité dure de cinq à sept ans. Moins de résidents veut donc dire moins de gens pour assurer les services.

Le Dr Hébert se veut toutefois rassurant : « Ce n'est pas un drame pour le système de santé. » Il y aura tout de même une vingtaine de résidents de plus, signale-t-il.

Cela dit, les universités ne sont jamais heureuses de perdre des étudiants, mais « à quelque chose, malheur est bon », et cette diminution abaissera aussi la pression sur les facultés qui roulent à fond de train depuis ces dernières années, dit-il.

Selon Mathieu Dufour, président de la Fédération médicale étudiante du Québec, il faut également considérer que bien des étudiants qui choisissent « d'aller voir autre chose » risquent aussi de revenir pratiquer au Québec une fois leur formation terminée.

Un nouveau virus est apparu dans un CHSLD

LOUISE LEMIEUX
LA SOLEIL

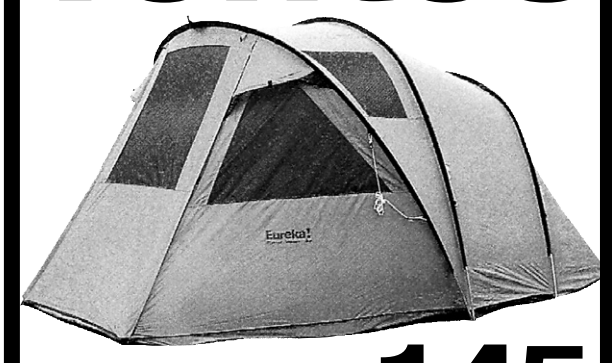
QUÉBEC — Un nouveau virus respiratoire est apparu l'hiver dernier dans un CHSLD de Québec. Des 96 patients atteints du métapneumovirus, 9 sont morts entre le 1er janvier et le 15 février 2006.

En fait, le métapneumovirus a été découvert il y a cinq ans… chez les enfants. On ne croyait pas, jusqu'à maintenant, que ce virus respiratoire pouvait aussi attaquer les personnes âgées.

En janvier et février 2006, éclosion de bronchite et de pneumonie à l'Hôpital général de Québec. Malgré l'isolement des premiers patients atteints, d'autres cas s'ajoutent. Inquiet, un médecin de l'établissement demande à l'infectiologue Guy Boivin d'analyser des spécimens de sécrétions nasales. Ce n'était pas le virus de l'influenza comme on l'a d'abord cru. « On a finalement utilisé le test moléculaire: c'était un métapneumovirus. Nous avons été surpris », dit le Dr Guy Boivin. L'étude du Dr Boivin, publiée aujourd'hui dans la *Clinical Infection Disease Review*, démontre que le métapneumovirus attaque aussi les personnes âgées et peut causer des épidémies.

Au total 96 des 364 résidants de l'Hôpital général ont été atteints, à des degrés divers. Dans un département de l'établissement, 31 des 43 patients ont été malades. C'est beaucoup, selon le Dr Boivin. Parmi les neuf décès survenus durant l'éclosion, trois sont dus au métapneumovirus, cinq n'avaient pas été testés et un autre virus, le virus respiratoire syncytial, a emporté la neuvième personne.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-04-30
Astro Jour - Mois - Année - Signe : 02 - AOÛT - 84 - LION
Banco : 01 03 05 15 18 22 24 33 34 38 / 48 51 52 56 57 59 60 64 66 69
La Quotidienne : 3 161 / 4 6740
Extra 4052681* *décomposable dans les deux sens
Extra NUMÉRO DÉCOMPOSABLE DANS LES DEUX SENS !
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.
LOTOQUEBEC.COM

Grand Solde de Tentes

Plus de 145 modèles différents

Obtenez jusqu'à 40% de rabais
Visitez les tentes grandeur nature : exposition intérieur et extérieur!

16 manufacturiers de tentes regroupés
EN PROLONGATION jusqu'au 6 mai 2007
Une seule adresse
André Jac Sport
5520, boul. des Laurentides, Laval
450 622-2410 / Sans frais : 1 800 997-2410
www.andrejac.com



LE PORT-ROYAL
hôtel & suites
VIEUX-QUÉBEC
144, rue Saint-Pierre
Incluant 2 petits déjeuners • Stationnement gratuit
Jusqu'au 31 mai 2007
1.866.417.2777 www.hotelportroyalsuites.com
3480784



BMW X3
bmwmontreal.ca
Le plaisir de conduire.MD
X3

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
www.bmwcanbec.com
Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, aut. Transcanadienne
Kirkland
514.695.6662
514.343.3413
www.jalbert-auto.qc.ca
Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
www.bmwlaval.com
Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard 450.445.4555
Montréal 514.875.4415
www.parkavenuebmw.com
Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
www.bmwsaintejulie.com
BMW X3 3.0 2007 à partir de
499 $*
/mois pendant 39 mois
INCLUANT LE PROGRAMME D'ENTRETIEN
Mensualité / Comptant
499 $ / 3 900 $
535 $ / 2 500 $
605 $ / 0 $
– Avec un X3 comme ça, tu serais toujours dans le centre de l'allée.

Les taux de location sont ceux offerts par Services financiers BMW sur approbation de crédit uniquement quant au modèle BMW X3 3.0 2007 en stock. Le PDSF pour le modèle BMW X3 3.0 2007 de base est de 45300$. *Pour une location de 39 mois comportant une mensualité de 499$, un montant de 7083$ est exigé à la signature du contrat de location (ce montant inclut le comptant initial, un dépôt de sécurité, la première mensualité, les frais de transport et de préparation, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière). Le taux de location applicable est de 4,9%. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 26727$. La mensualité varie selon le montant emprunté et le dépôt / la valeur de la reprise. Le kilométrage annuel alloué est de 20000 km; 0,15$ du kilomètre excédentaire. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Offre sujette à disponibilité. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 juin 2007. Photo à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2007 achetés au Canada d'un concessionnaire BMW autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80000 kilomètres, selon la première éventualité.
3473805A
3474099

aides-infirmières
commis vendeurs
coiffeurs
machinistes
bouchers
techniciennes en environnement
livreurs
policières

Chaque travailleur
fait avancer le Québec

Peu importe son métier, chaque citoyen qui travaille contribue à son bien-être et à celui de toute la société québécoise. Ainsi, à compter d'aujourd'hui, le salaire minimum augmente de 0,25 $ l'heure.

Le taux de chômage diminue. Nous sommes de plus en plus nombreux à assurer le développement économique du Québec. Notre compétence et la qualité de notre travail sont reconnues partout!

En ce 1er mai,
les travailleurs
sont à l'honneur!

machinistes infirmiers auxiliaires
assistantes dentaires mécaniciens
soudeuses monteurs d'aéronefs
menuisiers chimistes aides familiales
assureures techniciennes en chimie
photographes infirmières autorisées
opticiennes d'ordonnance éducateurs
spécialisés denturologistes cuisiniers
ébénistes graphistes enseignants
préposées aux bénéficiaires pressiers
manœuvres serveurs secrétaires

www.gouv.qc.ca

Québec

3480556A

ACTUALITÉS

Procès du Rwandais Désiré Munyaneza

L'accusé aurait menacé de mort un jeune codétenu

MARCEL LAROCHE

« Il m'a menacé de mort à deux ou trois reprises. J'ai eu peur et je suis allé dans ma cellule et j'ai mis deux cannes de saumon dans un bas et je suis retourné vers lui. J'ai pris les devants et je l'ai frappé à deux ou trois reprises. J'ai défendu ma vie. Je regrette et je ne regrette pas et les gardiens ne sont pas intervenus. »

C'est ainsi qu'un adolescent de 17 ans a raconté sans ambages au chroniqueur judiciaire Claude Poirier ce qui l'a poussé à s'en prendre aussi violemment à Désiré Munyaneza, ressortissant rwandais accusé de crimes de guerre commis dans son pays et actuellement jugé à Montréal.

Cette agression qui n'est pas passée inaperçue –Munyaneza, 40 ans, a vu son procès pour génocide suspendu pendant une semaine, le temps de soigner ses blessures– s'est produite le 11 avril, en début de soirée, dans le secteur B-7 du centre de prévention de Rivière-des-Prairies, à Montréal.

Dans cette entrevue téléphonique exclusive accordée à Claude Poirier au cours du week-end dernier, l'adolescent affirme que ce jour-là, les autorités carcérales l'ont tout bonnement placé dans le même secteur que Désiré Munyaneza.

« Moi, je ne savais pas qui était Désiré. Je lui ai demandé si c'était bien lui que j'avais vu à la TV, accusé de génocide. On a parlé et je le craignais et c'est là qu'il m'a menacé de mort et j'ai eu peur », a dit d'une voix calme le jeune homme actuellement détenu.

Ce n'est que quelques heures plus tard, après que Munyaneza eut proféré d'autres menaces de mort, que l'adolescent est retourné dans sa cellule pour s'emparer des deux boîtes de saumon dissimulées dans une chaussette. Avec cette arme improvisée, il a frappé à plusieurs reprises Munyaneza. qui a dû être transporté à l'hôpital Santa Cabrini pour soigner ses blessures.

Au lendemain de cette agression survenue en milieu carcéral, Munyaneza était tellement mal en point à la reprise de son procès que le juge a été dans l'obligation de suspendre les audiences pendant une semaine. Convoqué devant le tribunal, le directeur Yves Sainte-Marie, du Centre de prévention de Rivière-des-Prairies, a dit que les cadres de la prison pensaient qu'il n'y avait aucun risque de placer l'adolescent de 17 ans dans le secteur où était détenu Munyaneza.

Depuis cet incident, le ressortissant rwandais a été placé en isolement total au même pénitencier. Son présumé agresseur, accusé de voies de fait armées et de voies de fait ayant causé des lésions corporelles, doit comparaître aujourd'hui devant le tribunal de la jeunesse, à Montréal.

Enfin, la mère du jeune homme a indiqué au chroniqueur Claude Poirier qu'elle envisageait d'engager des poursuites judiciaires contre la direction du Centre de prévention de Rivière-des-Prairies.

Il évite la prison à cause de ses remords

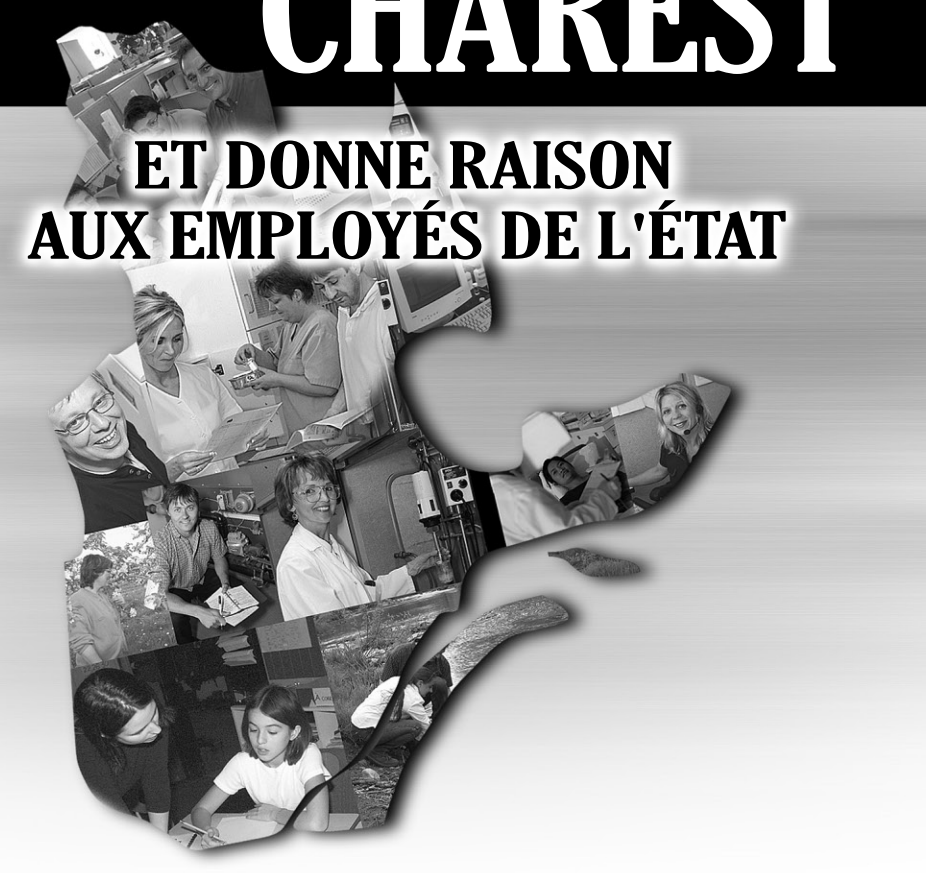
ANDRÉ CÉDILOT

Joël Nantais, 19 ans, n'ira pas en prison en raison de ses remords et surtout de sa décision de témoigner contre ses deux complices qui ont assassiné Brigitte Serre, lors d'un vol dans une station-service de l'est de Montréal, le 26 janvier 2006.

Condamné pour vol qualifié et complot –il attendait dans un véhicule de fuite quand le meurtre s'est produit– Nantais s'est vu infliger une peine de 18 mois avec sursis, hier, par la juge Élizabeth Corte. Déjà en voie de réhabilitation, le jeune homme purgera sa peine dans une maison de transition spécialisée dans le traitement des toxicomanes. Il devra aussi réaliser 180 heures de travaux communautaires et se soumettre à une série de conditions sévères jusqu'en 2010.

« C'est une grande chance que vous avez aujourd'hui. Vous serez entre bonnes mains, mais si vous mettez le pied à côté de la ligne, je vais le savoir », a lancé la juge en le fixant avec un air sévère, ses lunettes sur le bout du nez. Dès la décision rendue, Nantais, accompagné de ses parents, avait trois petites heures pour se rendre à la maison de transition où il séjournera durant les prochains 18 mois.

L'ONU CONDAMNE
LE GOUVERNEMENT
CHAREST
ET DONNE RAISON
AUX EMPLOYÉS DE L'ÉTAT



Le Bureau international du travail (BIT), une organisation relevant des Nations Unies, condamne sévèrement le gouvernement Charest pour avoir porté atteinte à la liberté d'association syndicale des employés de l'État, et ce, en mettant fin de façon abrupte et sans raison valable à la négociation collective du secteur public par l'adoption du projet de loi 142.

À l'occasion du 1er mai, les 325 000 travailleuses et travailleurs membres du Secrétariat intersyndical des services publics demandent au gouvernement de respecter le jugement du BIT.

Centrale des syndicats du Québec CSQ
fiq FÉDÉRATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC
SFPQ SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC
APTS Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux
SPGQ Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

www.sisp.qc.net

3480503A

La route plus mortelle en 2006

Le tiers des accidents implique un taux d'alcoolémie supérieur à la limite

ARIANE GUILLEMETTE-MUNGER



PHOTO STEEVE TREMBLAY, LE QUOTIDIEN

À Chambord, dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, une collision frontale a fait quatre morts à la fin du mois de février 2006.

Les routes du Québec ont fait 717 morts en 2006, soit le bilan le plus meurtrier depuis cinq ans. Selon la SAAQ, ces accidents seraient encore une fois imputables à la vitesse et à l'alcool au volant.

Malgré les campagnes de sensibilisation lancées par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), le bilan 2006 n'est toujours pas reluisant. Les deux millions de dollars investis chaque année par la SAAQ ne semblent pas changer le comportement des automobilistes.

Les 50 443 victimes de la route sont « inacceptables » selon la responsable des communications de la SAAQ, Audrey Chaput. « Lorsqu'on se compare à d'autres pays qui ont un parc automobile et des conditions climatiques semblables aux nôtres, on réalise que le nombre de décès survenus sur nos routes est très élevé, déplore-t-elle. Si le bilan routier du Québec était semblable à celui de la Grande-Bretagne ou de la Suède, il y aurait près de 300 morts en moins. »

L'alcool en cause

Environ 30 % des accidents impliquent des personnes ayant un taux d'alcoolémie supérieur à la limite permise. La SAAQ compte sur un bon encadrement policier afin de diminuer ce pourcentage, resté stable depuis les dernières années. « Si les policiers sévissent, les gens seront moins tentés de prendre leur voiture en état d'ébriété », explique Mme Chaput.

Encore une fois cette année, les 16-24 ans comptent à eux seuls 24 % du nombre total de décès. Pourtant, cette tranche d'âge ne représente que 10 % des détenteurs de permis. « Il faudra mettre les bouchées doubles pour les campagnes qui visent les jeunes », observe Audrey Chaput.

Sept des 17 régions administratives québécoises ont connu une augmentation du nombre des décès par rapport à l'année dernière. Il s'agit du Bas-Saint-Laurent, de Chaudière-Appalaches, du Centre-du-Québec, de la Montérégie, de Laval, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec.

Pour sa part, Montréal a un bilan de 59 décès, comparativement à 71 en 2005. Mme Chaput explique toutefois que 2005 a été une année record en matière d'accidents routiers pour l'ensemble du Québec. Il y a donc une variation entre les chiffres du bilan de 2005 et ceux de 2006.

« Il y a eu plusieurs accidents et décès en 2005. Alors ce n'est pas parce que les chiffres diminuent dans une région dans ce bilan-ci que ça signifie que 2006 est une meilleure année. »

Pour 2007, Année de la sécurité routière, la SAAQ investira près de cinq millions de dollars en campagnes et d'autres moyens de sensibilisation dans « l'espoir d'avoir un meilleur bilan routier l'an prochain ».

NOMBRE DE DÉCÈS SUR LES ROUTES

2001	610
2002	704
2003	623
2004	644
2005	707
2006	717

audi.ca

Audi



Audi Q7. La preuve que la beauté peut aussi être sécuritaire.

Audi Q7 3.6 quattro®
À partir de
54,500 $†

- Nommé Meilleur grand VUS de luxe par *L'Annuel de l'automobile 2007*
- Sécurité frontale et latérale lors d'impact cotée 5 étoiles*
- Puissant V6 de 280 ch ou V8 de 350 ch en option
- Accueille 7 passagers

Automobiles Lauzon
2435, boulevard Chomedey
Laval
450 688-1120
www.lauzon.qc.ca

Prestige Audi
5905, autoroute Transcanadienne
St-Laurent
514 364-7777
www.audiprestige.com

Les Automobiles Niquet
1917, boulevard Sir Wilfrid Laurier
Route 116, St-Bruno
450 653-7553
www.niquet.com

Les Automobiles Popular
5442, rue Saint-Hubert
Montréal
514 270-3566
www.popularaudi.com

Park Avenue Audi
8755, boulevard Taschereau
Brossard
450 445-4811
www.parkavenueaudi.com

3479577A

†Prix de détail suggéré par le fabricant d'un Audi Q7 3.6 quattro est de 54 500 $. Taxes, immatriculation, droits, inspection de prélivraison, frais administratifs, frais financiers et autres options en sus. Modèle européen montré Q7 3.6 avec l'ensemble S line de 66 650 $. *La classification gouvernementale fait partie du programme d'évaluation de nouvelles voitures du National Highway Traffic Safety Administration's (NHTSA's) (www.safercar.gov). Détails chez les concessionnaires. « Audi », « quattro », « Q7 » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. © Audi Canada 2007. Pour en savoir plus sur Audi, voyez votre concessionnaire, composez le 1 800 367-AUDI ou visitez-nous à audi.ca.

FORUM

André Desmarais › Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier › Président et éditeur
Philippe Cantin › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

D'autres vérités qui dérangent



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Venu à Toronto pour présenter son documentaire à succès *Une vérité qui dérange*, l'ancien vice-président américain Al Gore a vivement dénoncé le plan du gouvernement canadien de lutte aux changements climatiques. M. Gore est allé jusqu'à qualifier le plan dévoilé la semaine dernière de « fraude totale ».

Venant d'un simple militant écologiste, une telle charge n'aurait pas fait sourciller. Mais de la part d'un homme qui a gouverné, qui sait donc que la politique est l'art du possible, que le juste équilibre entre environnement et économie est difficile à trouver, on se serait attendu à plus de retenue.

Retournons à Kyoto, il y a 10 ans. La délégation américaine fait l'objet de fortes pressions de la part de l'Europe, qui voudrait de sa part un engagement plus contraignant. Le plus haut représentant du gouvernement Clinton – un certain Al Gore... – explique alors à l'assemblée que les États-Unis « ne promettront pas ce que nous ne pouvons pas faire ».

Ça ne vous dit pas quelque chose ? C'est exactement le point de vue que défend aujourd'hui le gouvernement de Stephen Harper. Celui-ci a conclu, comme bien des spécialistes, qu'il est devenu impossible pour le Canada d'atteindre les cibles de Kyoto dans les délais prévus. D'où les réductions échelonnées dans le temps proposées par le ministre de l'Environnement, John Baird.

La position de l'administration Clinton-Gore sur Kyoto avait un autre point en commun avec celle des conservateurs canadiens : Washington ne voulait pas ratifier le protocole tant que la Chine et l'Inde ne se seraient pas eux aussi engagés à contrôler leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). M. Gore a réitéré ce point de vue le 11 novembre 1998, jour où les États-Unis ont signé le protocole de Kyoto : « La signature, bien qu'elle représente une étape importante, n'impose aucune obligation à notre pays. Nous ne soumettrons pas le protocole au Sénat pour ratification avant que des pays en développement clés participent de façon significative à la lutte aux changements climatiques. » Ça aussi, c'est la vérité : alors qu'il était au gouvernement, Al Gore défendait les intérêts de son pays en même temps que ceux de l'environnement.

Le plan conservateur n'est pas assez audacieux. Mais c'est un début correct qui tient compte des réalités particulières du Canada, notamment du fait que nous avons connu au cours des dernières années une croissance économique bien plus forte que la plupart des signataires de Kyoto et que le pays est un producteur de pétrole de plus en plus important.

////////////////////////

On tend, au Québec, à dénoncer la production de pétrole en Alberta comme si celle-ci était la seule responsable des émissions de GES au Canada. En réalité, c'est le secteur des transports qui est le plus grand émetteur de gaz au pays. C'est-à-dire... nous et nos automobiles !

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a accusé le gouvernement conservateur de sacrifier l'environnement au profit de l'industrie pétrolière de l'Alberta. Paradoxalement le Bloc, dans le dossier du déséquilibre fiscal, n'a cessé d'exiger que la formule de péréquation tienne compte de la richesse pétrolière de l'Ouest. Autrement dit, il voulait que le Québec puisse profiter de l'exploitation du pétrole albertain.

Le récent budget Flaherty a annoncé la réforme de la péréquation souhaitée par le Bloc. Grâce à cela, Québec recevra des centaines de millions de plus chaque année. Et M. Duceppe voudrait freiner la production de pétrole ?

Voilà une autre vérité qui dérange : le Canada – notamment le Québec – ne peut se permettre de se priver des bénéfices économiques et fiscaux que lui promet cette mine d'or noir. Le gouvernement fédéral doit, bien entendu, pousser l'industrie à développer des méthodes d'exploitation plus propres. C'est cet équilibre que vise – trop timidement mais légitimemen – le plan Baird.



sergechapleau@lapresse.ca
DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

/// Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Trudeau : des preuves à faire

Je n'aime pas cette fréquente référence que le fils Trudeau fait à son père. Ça fait fils à papa, incapable de penser par lui-même. Mais je lui souhaite tout de même bonne chance dans sa vie politique. Il lui reste cependant à faire ses preuves.

Michel Lebel

Laisser la chance au coureur

Le fils aîné de Pierre Elliott Trudeau semble être honnête et sincère dans sa démarche politique, même si l'ancien aéroport de Dorval ne méritait nullement de recevoir ce nom sous la règne de Jean Chrétien. J'observe Justin Trudeau depuis plusieurs mois et je crois qu'il faut laisser la chance au coureur. Les gens se souviennent encore de la loi des mesures de guerre imposée par son père le 16 octobre 1970. Je souhaite qu'il devienne député à Ottawa juste pour mieux l'observer et voir s'il est vrai autant en parole qu'en action.

Martin Boutin

Passer à autre chose

Je trouve déplorable que les libéraux soient encore (en majorité dans Papineau du moins) accrochés aux élucubrations de PET et qu'ils choisissent comme candidat ce « multiculturel » Justin, qui va claironner son illusoire héritage culturel impossible. Ma foi, passez à autre chose si vous voulez d'un Canada !

Michel Beauparlant

La faute des journalistes

Ce n'est pas Justin qui s'accroche à son père. Ce sont les journalistes nationalistes crypto-séparatistes qui le rappellent constamment. Ce sont eux aussi qui essaient de semer la zizanie en établissant continuellement une différence entre Québécois francophones et anglophones.

Guy Wolfe

La compétence de son père ?

Je suis très heureuse de la victoire de Justin Trudeau dans Papineau. Si, notez le mot « si », Justin a les compétences de son père, qui a fait connaître le Canada à l'échelle internationale, il ira loin. Je lui souhaite bonne chance, beaucoup de sincérité et de travail ardu dans la tâche qu'il entreprend.

Andrée Grothe

OPINION

Un refrain connu

Les ténors de la démission collective et du détournement du PQ sont à nouveau à l'oeuvre

PIERRE CLOUTIER

Militant indépendantiste de la première heure, l'auteur est avocat. Il répond ici à deux textes de Mme Martine Tremblay, ancienne directrice de cabinet de René Lévesque, que nous avons publiés dimanche et hier dans ces pages.

Et voilà que ça recommence. Les ténors de la démission collective et du détournement du Parti québécois sont à l'oeuvre pour frapper sur le moribond.

Ce n'est pas la première fois d'ailleurs. On a connu cela sous René Lévesque (avec le beau risque), sous Pierre Marc Johnson (avec l'affirmation nationale) sous Lucien Bouchard (avec les conditions gagnantes) et maintenant sous Boisclair avec sa feuille de route provinciale. Et à chaque fois, les arguments sont les mêmes. Les Québécois ne sont pas prêts pour la souveraineté, ils ne veulent pas de référendum, ils veulent que l'on réponde à leurs préoccupations quotidiennes, etc. On connaît le refrain.

Pourtant, le seul moment fort du Parti québécois a été l'époque où un indépendantiste convaincu et déterminé, Jacques Parizeau, s'est levé et, envers et presque contre tous, s'est battu courageusement pour le projet de pays. Et n'eut été le vol manifeste dont nous avons été l'objet – l'enquête sur Option Canada plantera le dernier clou – nous aurions notre pays depuis 10 ans déjà.

Et voilà que vous attribuez les déboires du parti à « l'invraisemblable chapitre 1 de son programme qui l'oblige à faire suivre immédiatement une élection gagnante d'une démarche référendaire ».

Si nous en sommes arrivés là, chère madame, c'est précisément à cause de l'écoeurement généralisé des militants de ce parti face à la démission de ses élites et à la peur qui leur traverse le corps de bord en bord lorsque vient le temps de passer de la parole creuse (« Nous sommes tous des souverainistes », répété comme un mantra la main sur le coeur) aux actes.

J'étais au XVe congrès comme président du PQ de la circonscription de Johnson et je sais dans quelle atmosphère et dans quelles circonstances cette proposition a été votée. Même si elle est malhabile, cette proposition était l'aboutissement d'une démarche



PHOTO PC

Avec sa feuille de route provinciale, le chef du PQ André Boisclair a pratiqué la politique de l'aveuglement volontaire.

globale qui devait être présentée à la population, lors de l'élection, soit un projet de pays concret, emballant, détaillé et intégré dans le cadre financier d'un Québec souverain. Mais cela, vous vous gardez bien d'en parler. Un projet de pays ? Quel projet de pays ?

Quel projet de pays ?

Or, dès son arrivée en fonction, le nouveau chef du Parti québécois, André Boisclair, a pratiqué la politique de l'aveuglement volontaire concernant la directive du XVe congrès qui l'obligeait à préparer et à présenter un projet de pays intégré dans le cadre financier d'un Québec souverain. Au lieu de cela, on a eu droit à une « feuille de route » « provinciale » intégrée dans un cadre financier « provincial ». Un projet de pays ? Quel projet de pays ?

Pour faire un pays, cela prend de la passion, de l'abnégation et surtout du courage. Trois qualités que les révisionnistes et les souverainistes de fin de semaine n'ont pas.

En adoptant la « feuille de route » provinciale et en ignorant le projet de pays, le Conseil national du parti dirigé par André Boisclair s'est placé dans une situation d'illégalité interne en violant délibérément les statuts du Parti québécois. Le Conseil national n'a, en effet, aucune juridiction pour passer outre à une directive du congrès. Seul un congrès peut désavouer un autre congrès. Rappelez-vous l'épisode du « renérendum » et de la convocation d'un autre congrès plus « docile » en 1981.

Au moment où j'écris ces lignes, le programme du XVe congrès est encore en vigueur et il exige encore que le Parti québécois présente à la population un projet de pays concret et emballant intégré dans le cadre d'un Québec souverain. La consultation populaire est l'aboutissement de cette démarche, pas le commencement.

C'est surtout cela que les révisionnistes du Parti québécois, dont vous faites partie, ne veulent pas. Parce qu'ils n'y croient pas. Parce qu'ils n'y ont jamais cru. Parce que la politique est d'abord pour eux un gagne-pain et une carrière et que jamais ils ne mettront leur siège en jeu pour l'indépendance de la patrie. Mais que faites-vous au Parti québécois ? Fondez un parti provincialiste si c'est cela que vous voulez !

Pour faire un pays, cela prend de la passion, de l'abnégation et surtout du courage. Trois qualités que les révisionnistes et les souverainistes de fin de semaine n'ont pas. Le projet de pays ? Quel projet de pays ?

FORUM

Règlements de comptes



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

André Boisclair préférerait sans doute être battu sur un programme que sur sa personnalité. C'est normal. Tant qu'à se faire exécuter, aussi bien choisir la manière.

L'humiliation sera moins grande si les péquistes le répudient à cause de ses idées « révisionistes » plutôt que par un vote portant sur le leadership, donc sur l'homme lui-même. C'est pourquoi M. Boisclair s'ingénie à mettre au point de nouvelles orientations pour le parti.

La version *soft* de la souveraineté dont il accouchera probablement ne fera pas l'affaire d'un bon nombre de militants. Donc M. Boisclair pourra toujours dire que si les péquistes lui montrent la porte, c'est parce qu'ils sont butés et intransigeants, pas parce qu'ils ne veulent pas retourner en élections avec lui à leur tête.

Dans ce scénario, M. Boisclair pourrait même tirer sa révérence avant la tenue d'un vote sur son leadership. Cela lui permettrait de sauver la face en se présentant comme un champion de la modération face à une bande de « purs et durs ».

Le congrès qui devait avoir lieu en 2009 a été devancé d'un an, mais il est bien possible, si la grogne continue de monter au sein du PQ, que les règlements de comptes se fassent bien avant. Quand on en est au point où personne, parmi les poids lourds du parti, ne veut prendre publiquement la défense du chef, c'est qu'on est déjà en train de huiler la guillotine. M. Boisclair n'aura peut-être pas le temps de mettre en œuvre la stratégie qui lui permettrait de s'éclipser dignement.

////////////////////////////

Chose certaine, André Boisclair est bien la dernière personne à pouvoir présider à une réorientation du parti, lui qui, il y a à peine plus d'un mois, défendait bec et ongles le programme actuel sur toutes les tribunes – au point d'affirmer que même si le PQ formait un gouvernement minoritaire, il irait de l'avant avec son projet de référendum !

Si M. Boisclair a toujours trouvé que le programme péquiste était irréaliste et dangereux, c'était de l'hypocrisie que de se faire élire à la tête du parti en faisant semblant de l'approuver entièrement.

M. Boisclair n'a plus la crédibilité nécessaire pour piloter la révision des orientations du PQ. Car enfin, l'homme qui professait un tel enthousiasme pour le programme actuel du parti ne peut pas, deux mois plus tard, venir nous dire que ce programme ne tient pas debout. Cela n'est pas sérieux. On ne change pas son fusil d'épaule sur des questions aussi fondamentales simplement parce qu'on a perdu les élections.

Si, par contre, comme on s'en doute, M. Boisclair a toujours trouvé en son for intérieur que le programme péquiste était irréaliste et dangereux, c'était de l'hypocrisie que de se faire élire à la tête du parti en faisant semblant de l'approuver entièrement, et c'était mentir aux électeurs que de faire campagne sur un programme auquel il ne croyait pas lui-même.

Logiquement, le débat d'idées, s'il y en a un, devrait se faire avant une course au leadership, idéalement sous l'égide d'un chef intérimaire capable de ramener le calme.

////////////////////////////

Il reste que le PQ a peu d'avenues devant lui s'il se cherche une nouvelle orientation mieux adaptée à l'état d'esprit des Québécois.

Le PQ peut se débarrasser de l'engagement qui le contraint à faire un référendum dès après une victoire électorale, mais il ne peut pas renoncer à la souveraineté; il pourrait certes en faire un idéal à long terme, en adoptant à court terme une démarche « autonomiste ». Or ce créneau est déjà occupé par l'ADQ…

Pierre Marc Johnson pouvait toujours proposer une démarche « d'affirmation nationale » en 1986, mais à cette époque, l'ADQ n'était pas dans le paysage. Si jamais le PQ optait pour l' « autonomie » à la sauce adéquiste, il ferait tout simplement double emploi avec le parti qui a le vent dans les voiles. En fait, il signerait son avis de décès : pourquoi les électeurs voteraient-ils pour la copie plutôt que pour l'original ?

Si l'on en juge par les méditations des divers penseurs péquistes, la stratégie qui semble se dessiner ces jours-ci serait une sorte de Meech II. Le PQ garderait la souveraineté à son programme mais essaierait de s'allier à l'ADQ pour obtenir l'élaboration d'une constitution québécoise et la réouverture de négociations constitutionnelles visant à accroître les pouvoirs du Québec. Comme cette opération est destinée à l'échec, on tablerait ensuite sur le mécontentement populaire pour relancer la marche vers la souveraineté… Reste à savoir si Mario Dumont entrera dans le jeu du PQ et si M. Charest saura résister aux pressions de l'opposition.

Le Giuliani français

À bien des égards, le candidat à la présidence Nicolas Sarkozy ressemble à l'ancien maire new-yorkais

ROD DREHER



L'auteur est éditorialiste au Dallas Morning News.



PHOTO CHRISTOPHE ENA, AP

Nicolas Sarkozy a la même assurance et le même dynamisme que Rudy Giuliani.

L'autre jour, un collègue du journal m'a demandé de lui expliquer qui est Nicolas Sarkozy. « C'est le Rudy Giuliani français », lui fis-je, et je le disais comme un compliment.

Bien sûr, la comparaison est boiteuse, mais elle contient une part de vérité. Quand on suit l'élection présidentielle française de loin, on ne peut pas s'empêcher de faire un lien entre Rudy et Sarko. Ils sont tous les deux iconoclastes, dynamiques et superbement sûrs d'eux-mêmes. Ils sont tous les deux passionnés de loi et d'ordre et ils sont détestés par les gens moins blancs qu'eux. Ils sont tous les deux des réformateurs de droite reconnus pour leur opposition à un système de gouvernement et à une mentalité qui est conservatrice de la pire des manières : cette mentalité fait en sorte que les gens comprennent que les choses ne peuvent plus durer comme ça, mais ils ont peur du changement.

Sarko espère réorganiser le système de fond en comble s'il est élu président. Rudy a déjà fait de même avec le système dont il avait hérité à titre de maire de New York et il l'a fait de brillante façon. Les plus beaux jours de Sarko sont à venir. Si j'étais français, je voterais volontiers pour Sarko dans l'espoir qu'il requinque la France comme Rudy a ranimé New York. Mais à titre d'Américain, de républicain et d'ancien électeur du maire Giuliani, je ne voterais jamais pour Rudy aux présidentielles.

Un maire formidable

Giuliani fut un maire formidable. Lorsque j'ai déménagé à New York au cours de son deuxième mandat, tous les gens que je rencontrais, et même les libéraux, parlaient de lui avec admiration et gratitude, expliquant aux nouveaux arrivants qu'ils pouvaient à peine imaginer comment la vie était déprimante dans la métropole américaine avant l'ère Giuliani. Je mis peu de temps à découvrir le secret de son succès : c'était un homme bête comme ses pieds.

Je dis cela avec un véritable respect. Seul un homme aussi arrogant, égoïste et déterminé que Rudy Giuliani pouvait dompter la ville de New York. Il croyait en lui-même. Il ne croyait pas aux compromis avec l'ancien régime, ses rituels périmés, ses sermons moralisateurs suffocants. Rudy a rendu la ville sûre et il l'a fait fonctionner.

Ce qui a aussi contribué à son succès, ce fut son art de se faire les bons ennemis et tout particulièrement Al Sharpton, ce militant noir à la grande gueule qui a exploité de manière cynique tous les conflits qu'il pouvait présenter comme opposant Blancs et Noirs. Grâce à Sharpton et à la racaille d'agitateurs qui le suivaient dans le camp des adversaires, le programme de loi et d'ordre du maire Giuliani fut non seulement un succès sur le plan pratique, mais ce fut également un coup de propagande. Sharpton, dont les partisans me forcèrent en 2001 à disparaître de la circulation en raison de menaces de mort proférées à la suite d'un article que j'avais écrit pour le *New York Post* et dans lequel je critiquais une célébrité noire, symbolisait cette sorte de pitre menaçant que le libéralisme urbain traditionnel avait peur de confronter. Faire mordre la poussière au sharptonisme fut un exploit aussi important et nécessaire que l'entreprise de Margaret Thatcher pour briser le dos des syndicats militants en Grande-Bretagne.

Septembre 2001

Et pourtant, à la fin de son dernier mandat, Giuliani nageait dans les ennuis. La plupart des gens percevaient correctement qu'il voulait défendre la police à tout prix et qu'il se faisait inutilement des ennemis dans la communauté noire (tous les Noirs n'étaient pas sharptonistes). Sa personnalité autoritaire qui lui avait rendu de si fiers services au début l'avait transformé en un monarque métropolitain mesquin.

Et puis, il y a eu le 11 septembre 2001. En cette heure de crise, tous ses défauts sont redevenus ses forces. Rudy n'avait pas changé, ce sont les circonstances qui étaient différentes. Et vous connaissez la suite.

Aujourd'hui, les États-Unis ne voient en Rudy que le héros du 11 septembre 2001, et c'est la raison pour laquelle il mène dans les sondages auprès des électeurs républicains. Ceux-ci sont en quête d'une figure héroïque sur son cheval blanc venu à la rescousse d'un parti en difficulté. Le problème, c'est que le Parti républicain a des ennuis parce que George W. Bush est trop semblable à Rudy Giuliani.

Après les sept dernières années, il est impossible de convaincre les gens que ce dont les États-Unis ont besoin en ce moment de crise est un président républicain trop sûr de lui, convaincu qu'il a toujours raison et que les adversaires ne sont là qu'à titre d'obstacles à renverser. Les États-Unis ne peuvent pas se permettre un autre président autoritaire qui ne sait pas faire la différence entre la confiance en soi constructive et l'arrogance destructrice.

On voit la promesse de la première mouture Giuliani dans Sarkozy, mais aussi les dangers du Giuliani dernière version. En raison des défis particuliers de la France, Sarko, malgré tous ses défauts, semble être le politicien de l'avenir. Rudy le fut aussi. Il l'était.

LA BOÎTE AUX LETTRES

/// Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Une mort qui fait réfléchir

Je suis un garçon de 16 ans. La nouvelle de la mort tragique du jeune Jean-Benoit Beaulieu, survenue à Trois-Pistoles, nous fait tous réfléchir. Combien de fois je me suis bagarré avec mon frère aîné, souvent jusqu'à utiliser nos poings. Sans doute, nous avons été chanceux qu'il n'arrive rien de grave. Je suis un sportif qui joue au hockey midget CC et les bagarres y sont monnaie courante. Je sympathise beaucoup avec la famille de Jean-Benoit, mais j'ai une pensée particulière pour l'autre jeune qui lui a donné le coup fatal. Avec l'expérience de jeune que j'ai, je suis presque certain qu'il n'a jamais voulu que l'irréparable arrive. Maintenant, il doit faire face à la dure réalité. Je crois comprendre qu'il est en centre d'accueil et qu'il doit vivre un des pires moments de sa vie. Cela me fait dire que, parfois, la réalité n'est vraiment pas un jeu comme c'est le cas dans le monde virtuel. Mes pensées, je les envoie aux deux familles affligées par ce drame et j'espère qu'il y aura une campagne de sensibilisation sous peu afin de nous rappeler que tout peut arriver quand on se bagarre.

Frédéric Pigeon
Price

Quelle société !

Dans quelle société vivons-nous ? Sur les ondes de RDI, Jean Brault a affirmé que des personnes du domaine du marketing, qu'il ne connaissait pas avant la commission Gomery, ont sollicité sa collaboration. Pour leur part, les avocats de la Couronne ont laissé tomber les chefs d'accusation pour les sommes inférieures à 1000 $ pour les fraudes commises par Jean Lafleur. Par ailleurs, la semaine dernière, les médias ont révélé la chasse aux sorcières à l'endroit des personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu, jugées comme des fraudeurs lorsqu'ils reçoivent de l'aide de la part de connaissances ou de leur famille. Morale de l'histoire : mieux vaut frauder à grande échelle et des sommes faramineuses que d'accepter l'aide et le support de l'entourage.

Lilie Desjardins
Québec

Un succès, mais…

J'ai visité les trois nouvelles stations de métro lavalloises : spacieuses, claires, bien aménagées. Bref, c'est réussi. Mais j'ai une certaine inquiétude au niveau du futur achalandage. J'utilise la ligne orange tous les jours aux heures de pointe. Déjà, les voitures étaient bondées même si je prends le métro vers 9 h, 9 h 15. On a l'impression que la STM décrète que l'heure de pointe arrête à 9h. Après, le temps d'attente est plus long entre les trains, ce qui signifie que l'on est toujours serrés comme des sardines. Avec une augmentation sensible des usagers venant de Laval sur cette ligne, est-ce que ce sera un cauchemar tous les jours, surtout pour les usagers de Laurier, Mont-Royal et Sherbrooke, qui sont si près de Berri, carrefour majeur ? Serons-nous obligés d'attendre deux ou trois trains avant de pouvoir embarquer ? La STM a-t-elle prévu le coup ? J'ose espérer que oui. Mais j'ai un doute car ce n'est pas dans ses habitudes d'offrir plus de services; elle cherche plutôt à économiser…

Marjolaine Jacob

Tournure sectaire

Pour ma part, c'est fini. J'abandonne. J'étais un environnementaliste de la première heure mais le discours environnemental a pris une tournure sectaire qui n'a rien à envier aux religions les plus rigides de ce monde. C'est le « crois ou meurs », c'est la promesse de la catastrophe mondiale et autre chose encore. Ça ne vous rappelle pas un ancien discours sur l'Enfer promis aux âmes ayant mal vécu sur Terre. Sans nier les changements climatiques, je m'oppose à la catastrophe appréhendée. Changement n'est pas synonyme de fin. Et le plus paradoxal dans tout ça, c'est qu'en concentrant toute notre attention sur un seul problème, on en oublie d'autres plus importants (destruction des habitats, émissions de polluants synthétiques bioaccumulables, etc). Les changements climatiques ne sont plus une affaire de science. La question est devenue politique pour attirer plus des votes, ou médiatique pour avoir davantage de clients. Rien n'est plus vendeur que les catastrophes appréhendées.

Jacques Tremblay

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur **cyberpresse.ca/monde**

AFFAIRE CELIL

MacKay rentre bredouille de la Chine

ALEXANDRE SIROIS

Le dossier du citoyen canadien en prison en Chine, Huseyin Celil, n'a pas progressé hier en dépit d'une rencontre à Pékin entre le ministre des Affaires étrangères du Canada, Peter MacKay et son homologue chinois.

M. MacKay est revenu bredouille d'une rencontre de quatre heures avec le nouveau ministre chinois des Affaires étrangères, Yang Jiechi.

« J'ai exprimé la profonde déception du gouvernement du Canada en ce qui a trait au verdict prononcé dans l'affaire Celil et au fait que les représentants du gouvernement canadien n'aient pas accès à M. Celil », a résumé M. MacKay.

Il a néanmoins pu obtenir l'assurance que M. Celil n'a pas été torturé en prison. L'homme de 38 ans, interpellé par les autorités chinoises en Ouzbékistan en mars 2006, aurait été traité « conformément aux normes internationales en matière des droits de l'homme », a rapporté le ministre, citant son homologue.

M. Celil a été condamné à la prison à vie il y a une dizaine de jours par un tribunal chinois qui l'a reconnu coupable d'activités terroristes. Lors de son procès, il a dit que ses confessions ont été obtenues sous la torture.

Or, les diplomates canadiens n'ont pas pu avoir accès à M. Celil depuis son arrestation, en dépit de leurs demandes répétées. Ottawa a fermement dénoncé cette situation, à plusieurs reprises. Le dossier est une pomme de discorde majeure entre Ottawa et Pékin.

La double nationalité

Le fait que la Chine ne reconnaisse pas la citoyenneté canadienne de M. Celil est une des sources du litige. Citoyen chinois, Celil a obtenu le statut de réfugié et a été accueilli au Canada en 2001.



PHOTO ARCHIVES REUTERS

Kamila Telendibaeve, la femme de Huseyin Celil emprisonné en Chine, ne cache pas ses inquiétudes.

« Ce n'est pas parce qu'on a eu une fin de non-recevoir qu'on doit baisser les bras. Bien au contraire », a déclaré un porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères, Bernard Nguyen.

Il était membre de la minorité ouïghoure de Chine, soumise, selon Amnistie internationale, à « une politique de répression » par Pékin.

Si M. MacKay n'a pu obtenir d'accès à M. Celil, il a tout de même convaincu la Chine de réexaminer ses ententes consulaires avec Ottawa, notamment sur la question de la double citoyenneté.

Au ministère des Affaires étrangères, on a clairement indiqué hier que la rebuffade chinoise ne freinera pas Ottawa. « Ce n'est pas parce qu'on a eu une fin de non-recevoir qu'on doit baisser les bras. Bien au contraire », a déclaré un porte-parole, Bernard Nguyen.

Cela ne soulagera toutefois pas la femme de M. Celil, Kamila Telendibaeve, de ses inquiétudes. « Qui sait ? Je ne crois pas les autorités chinoises », a-t-elle lancé lorsque *La Presse* lui a appris que Pékin dément avoir torturé son mari.

« Les autorités canadiennes doivent le voir », a-t-elle affirmé, jurant du même souffle que son mari est innocent.

Mme Telendibaeve est rudement mise à l'épreuve depuis l'arrestation de son conjoint. Du jour au lendemain, elle s'est retrouvée seule avec quatre enfants âgés de sept ans et demi, trois ans et demi, deux ans et demi et huit mois.

Sa mère a quitté l'Ouzbékistan en mai dernier pour venir lui donner un coup de main. « C'est très difficile. Je ne fais que penser au jour où il sera libéré », a dit Mme Telendibaeve, gardant espoir.

« Mes enfants me demandent où il est, poursuit-elle. Quand reviendra-t-il ? Je leur dis qu'il reviendra bientôt. Mais je ne peux pas leur dire qu'il est en prison. »

ARRÊTÉ À UN MAUVAIS MOMENT

Pour un citoyen canadien qui espère un acte de clémence de la Chine, Huseyin Celil a été arrêté à un bien mauvais moment. Les relations entre Pékin et Ottawa ont rarement été aussi mauvaises.

C'est ce que signale Fred Bild, ambassadeur du Canada en Chine au début des années 90. Il reproche au gouvernement de Stephen Harper d'avoir « tout fait pour endommager nos relations bilatérales avec la Chine ».

Il ne faut donc pas s'attendre, selon ce professeur au Centre d'études asiatiques de l'Université de Montréal, à une libération rapide du prisonnier.

Cela dit, le simple fait qu'il soit encore en vie peut être interprété comme un bon signe, dit-il. « On est encore loin de là, mais ça laisse la possibilité qu'ils lui disent, pour faire plaisir aux Canadiens : 'vous pouvez retourner au Canada' », souligne l'expert. D'autant plus que les autorités chinoises tiennent à bien paraître à l'approche des Jeux olympiques de Pékin.



PHOTO AP/LONDON'S METROPOLITAN POLICE

La police de Londres a diffusé hier les photos des cinq Britanniques reconnus coupables d'avoir ourdi un complot terroriste et condamnés à la prison à vie. De gauche à droite : Salahuddin Amin, Anthony Garcia, Waheed Mahmood, Omar Khyam (le chef du groupe), et Jawad Akbar.

Cinq Britanniques condamnés à la prison à vie pour terrorisme

Un Canadien aurait collaboré avec le groupe entraîné dans un camp d'Al-Qaeda

MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — Ils étaient cinq terroristes « impitoyables » sur le point de provoquer un bain de sang en Grande-Bretagne avant d'être arrêtés en mars 2004. Ces jeunes Britanniques musulmans devront maintenant passer le reste de leurs jours sous les verrous.

Ils ont été condamnés à la prison à vie hier pour avoir planifié une campagne terroriste, inspirée d'Al-Qaeda, encore plus sanglante que les attentats du 7 juillet. L'un d'eux avait d'ailleurs rencontré plusieurs fois Mohammed Sidique Khan, le chef présumé du groupe de kamikazes qui a tué 52 personnes dans le métro de Londres en 2005.

Un Canadien de 28 ans, Momin Khawaja, dont le procès devrait s'ouvrir le mois prochain à Ottawa, aurait aussi participé à leur complot meurtrier.

Les cinq terroristes détenaient 600 kg de nitrate d'ammonium, un engrais chimique, qu'ils comptaient utiliser pour fabriquer plusieurs bombes. Selon l'agence de sécurité intérieure, le MI5, ils avaient envisagé plusieurs cibles dont une boîte de nuit, un centre commercial, un réseau de distribution de gaz et même le Parlement britannique.

Quatre des condamnés, âgés de 23 à 35 ans, sont nés au Pakistan : Waheed Mahmood, Jawad Akbar, Salahuddin Amin et Omar Khyan, le chef du groupe. Seul Antony Garcia est d'origine algérienne.

D'abord des musulmans modérés, ils se sont radicalisés à la suite de l'invasion irakienne, selon l'enquête. La plupart ont fréquenté un camp d'entraînement d'Al-Qaeda au Pakistan en 2003, où ils ont appris à confectionner des explosifs.

C'est aussi dans ce camp de djihadistes qu'ils se sont liés d'amitié avec Momin Khawaja, un technicien informatique d'Ottawa.

M. Khawaja leur a proposé de mettre au point un détonateur à distance. Il a retrouvé brièvement Omar Khyan à Londres en février 2004, quelques semaines avant son arrestation au Canada.

Le gouvernement Blair dans l'embarras

Le ministère de l'Intérieur britannique n'a pu se féliciter très longtemps de cette condamnation. La fin de ce long procès de 13 mois a mis en lumière un fait embarrassant pour le MI5 : le leader d'un autre groupe de terroristes, ceux des attentats 7 juillet, est entré plusieurs fois dans le radar de l'agence de renseignements sans attirer de soupçons.

Mohammed Sidique Khan a rencontré Omar Khyan à quatre reprises au su des enquêteurs. Il a pourtant filé entre leurs doigts. Les agents avaient jugé que le clan de Khyan présentait une menace plus urgente.

Les rescapés du 7 juillet et les partis de l'opposition ont immédiatement exigé une enquête publique sur les manquements des services de renseignements.

Selon Rachel North, une survivante, les autorités britanniques en savaient plus sur les kamikazes qu'ils n'ont voulu prétendre. « Ces gens auraient dû être interceptés », a-t-elle indiqué à *The Guardian*.

L'expert en terrorisme Paul Rogers rappelle que l'agence MI5 était débordée à l'époque par une explosion soudaine des réseaux terroristes. Elle a d'ailleurs augmenté son personnel de 60 % en quatre ans.

« La participation de la Grande-Bretagne à la guerre en Irak a été un cadeau inespéré à Al-Qaeda pour recruter des musulmans d'ici, explique le professeur à *La Presse*. Le déni de Blair face à cette réalité entrave le travail des services de sécurité britanniques. »

LA FILIÈRE CANADIENNE

Né à Ottawa de parents pakistanais, Momin Khawaja aurait développé une fascination pour le mouvement islamiste radical vers 2003. Le procès des terroristes britanniques a révélé que le jeune homme s'est entraîné cette année-là dans un camp d'Al-Qaeda au Pakistan où il aurait notamment appris à tirer au lance-roquettes. C'est là qu'il aurait décidé de collaborer avec le groupe d'Omar Khyan. Il apparaît subitement sur le radar des services de renseignements britanniques en février 2004 lorsqu'il est accueilli à Londres par M. Khyan. Ils se rendent à un café internet où le Canadien lui montre les photos des détonateurs à distance qu'il a fabriqués pour la cellule terroriste. Le MI5 alerte les autorités canadiennes qui lui mettent la main au collet le 29 mars 2004. M. Khawaja travaillait pour le ministère canadien des Affaires étrangères comme technicien informatique. Il n'aurait pas eu accès à des documents confidentiels selon Ottawa.

GUERRE D'ISRAËL AU LIBAN

Un rapport d'enquête blâme le premier ministre Ehoud Olmert

BENOIT FAIVELEY
COLLABORATION SPÉCIALE

JÉRUSALEM — Un rapport qui blâme le premier ministre israélien Ehoud Olmert pour la manière chaotique dont il a mené la guerre au Liban, l'été dernier, menace la survie de son gouvernement qui souffrait déjà d'un taux d'impopularité record.

Selon le rapport publié hier, Ehoud Olmert a commis des « manquements graves » dans la gestion de cette guerre qui a coûté la vie à 1200 Libanais et 160 Israéliens, durant 34 journées sanglantes, en juillet et août 2006.

Selon le document, le premier ministre s'est laissé mener par le bout du nez par les généraux et a accepté leurs stratégies sans exiger qu'on lui présente d'autres options. Il a ainsi commis « des erreurs sérieuses de jugement, de responsabilité et d'appréciation ».

« Il est aussi responsable de ne pas avoir défini des objectifs militaires clairement réalisables et la façon dont il devait les atteindre. Les objectifs étaient trop ambitieux », tranche le document.

Le ministre de la Défense, Amir Peretz, n'est pas épargné : il est accusé de ne pas s'être préoccupé de l'état de préparation de Tsahal, l'armée israélienne, avant d'aller en guerre. « Il a pris des décisions sans avis extérieur et n'a pas accordé assez de poids aux points de vue qui lui étaient proposés », lit-on dans le rapport.

Le rôle joué par Dan Halutz, chef d'état-major qui a démissionné depuis la fin de la guerre, est quant à lui encore plus trouble puisqu'il savait que le premier ministre et le ministre de la Défense manquaient d'expérience. Or, « il n'a présenté aux dirigeants politiques aucune stratégie militaire alternative à la sienne. »

Commandé en septembre, peu après la fin de la guerre, le rapport avait pour objectif de jeter toute la lumière sur la mauvaise gestion du conflit par les dirigeants israéliens. Rendu public hier, le document de 300 pages ne recommande pas de sanctions politiques et seule une forte pression populaire est susceptible d'entraîner la démission du leader israélien.

Selon le document, le premier ministre s'est laissé mener par le bout du nez par les généraux et a accepté leurs stratégies sans exiger qu'on lui présente d'autres options. Il a ainsi commis « des erreurs sérieuses de jugement, de responsabilité et d'appréciation ».

Or, un sondage réalisé par la radio publique dès la parution du rapport indique que 69 % d'Israéliens souhaitent la chute du gouvernement, et seulement 15 % veulent qu'il reste en place.

« Nous allons étudier votre document et nous assurer qu'en cas de menace future contre Israël, les difficultés et les fautes constatées soient corrigées », a réagi le premier ministre Olmert, après avoir pris connaissance du rapport.

Six ans de conflit

La commission d'enquête dirigée par le juge Eliahou Winograd a retracé six ans de conflit avec le Liban, du retrait des troupes israéliennes en mai 2000 jusqu'au 17 juillet 2006, cinquième jour de ce que les Israéliens nomment désormais la « Seconde Guerre du Liban ».

« La commission Winograd a placé la balle dans l'opinion publique israélienne, note le politologue israélien Ilan Greisalmer. S'il y a des manifestations massives, alors oui, il y aura peut-être des démissions. » Cet analyste doute cependant que les appels aux protestations soient très suivies, en raison d'un climat de cynisme généralisé.

« Ehoud Olmert et Amir Peretz, vont probablement juste faire le gros dos et attendre que la vague de protestation passe », anticipe-t-il.

Hier, dans la presse israélienne, tous les journaux consacraient leur une à la remise du rapport. Le quotidien *Yediot Aharonot* annonce qu'une manifestation appelant à la démission d'Ehoud Olmert et d'Amir Peretz doit se tenir jeudi soir à Tel-Aviv. Un des organisateurs de ce rassemblement, le général de réserve Uzi Dayan, espère réunir des Israéliens de toutes tendances pour une manifestation qu'il qualifie d'apolitique.

« Tous ceux qui estiment que la notion de responsabilité personnelle a un sens et que nous méritons mieux sont conviés », déclare-t-il.

En 1982, lorsque la responsabilité de l'armée israélienne avait été établie dans les massacres de Sabra et Chatila – deux camps de réfugiés palestiniens au Liban –, plus de 400 000 Israéliens étaient descendus dans la rue pour manifester leur mécontentement. Peu après, le ministre de la Défense de l'époque, Ariel Sharon, avait dû démissionner...

« On attend trop de la manifestation de jeudi, note Yossi Verter du journal du centre gauche *Haaretz*, si bien qu'une manifestation d'une ampleur moindre que celle de 1982, sera considérée comme apathique. »

Des Libanais endeuillés ne décolèrent pas

PATRICK LAGACÉ

Pour la famille El-Akhras de Montréal, qui a perdu huit de ses membres dans un bombardement israélien sur un village du Liban, l'été dernier, les critiques virulentes de la commission Winograd à l'égard du premier ministre Ehoud Olmert n'apportent aucun réconfort, aucun soulagement. « La justice sur Terre, déclare Hussein El-Akhras, ça n'existe pas. »

Ali El-Akhras, résidant de Montréal-Nord et pharmacien dans Côte-des-Neiges, était en vacances dans le village familial d'Aitaroun, dans le sud du Liban, avec sa femme Amira et leurs quatre enfants : Saja, 8 ans, Zeinab, 6 ans, Ahmad, 4 ans et Salam, 11 mois.

Puis, pendant ces vacances familiales, Israël amorce son bombardement du Liban pour tenter d'éradiquer le Hezbollah. Aitaroum est visé. On connaît la suite : 12 membres de la famille El-Akhras, dont huit Montréalais, périssent quand une bombe pulvérise leur maison. Les El-Akhras sont instantanément devenus le visage canadien des victimes civiles d'Israël au Liban.

En entrevue à *La Presse*, hier, Hussein El-Akhras, frère d'Ahmed et de Fatme, blessés, et oncle d'Ali, ne voyait pas comment le premier ministre Ehoud Olmert pourrait continuer à gouverner l'État hébreu.« Il ne va pas résister longtemps, dit-il, sans cacher ses condoléances pour le Hezbollah libanais. Si un chef perd une guerre, il doit démissionner. Il aurait dû démissionner avant même le rapport, car Israël a perdu cette guerre. »

La bombe israélienne est tombée sur ses proches il y a près de 10 mois. Mais Hussein El-Akhras ne décolère pas. « Israël est voué à l'autodestruction », prédit-il, amer. Et son deuil n'est pas fait. Les souvenirs du massacre d'Aitaroum le suivent partout. « La maison d'Ali, sur le boulevard Gouin? Je n'y ai pas remis les pieds. Je fais de grands détours pour l'éviter. Même chose pour sa pharmacie, sur Côte-des-Neiges. » M. Hussein n'a repris son travail dans l'immobilier « qu'à temps partiel », incapable de travailler à temps plein, pour l'instant. Et il y a sa sœur, Fatme, blessée dans le raid : « Je dois l'accompagner à l'hôpital régulièrement. » Et ce rapport du juge à la retraite israélien Winograd, hyper-critique de la gestion de la guerre de l'été 2006, n'apaise pas sa colère. « Je suis choqué contre tout. On a été victime d'une guerre sale. »

Du côté du Comité Canada-Israël, on refuse de poser un jugement sur les conséquences du rapport intérimaire de la commission Winograd. Les critiques du juge, a fait savoir le porte-parole Philippe Elharrar, portent sur la conduite de la guerre faite au Hezbollah. « Le sentiment, en Israël, c'est que cette guerre était nécessaire. Mais qu'elle a été mal dirigée. »

LE PASSÉ NE SE CHANGE PAS. L'AVENIR OUI.



CONTINUEZ LA BELLE VIE

AVEC LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU QUÉBEC

+ Encaissables en tout temps.
+ Taux d'intérêt de **3,50 %** la première année.
+ Aucuns frais de gestion et d'administration.
+ En vente jusqu'au **1er juin 2007**.

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

VOS ÉCONOMIES GARANTIES À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne Placements Québec

3474018A

3479081

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

À Montréal, les pro-Bayrou ne voteront pas Sarkozy

ÉRIC CLÉMENT

Les membres du comité montréalais de soutien au candidat François Bayrou, de l'Union pour la démocratie française (UDF), ne voteront pas pour le candidat de droite Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle française.

Le chef de ce comité de soutien, Christopher Lemonnier, a dit à *La Presse*, hier, qu'il votera pour la candidate Ségolène Royal, du Parti socialiste (PS), tout comme « un peu plus du tiers » des pro-Bayrou à Montréal. Les deux tiers de ce comité formé d'une dizaine de membres voteront blanc. « Mais aucun ne votera pour Nicolas Sarkozy », a dit M. Lemonnier à *La Presse*.

Au premier tour de l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy (droite) est arrivé en tête avec 31 % des voix devant Ségolène Royal (gauche), 26 %, et François Bayrou (centre), 18,5 %. Mme Royal était toutefois en tête à Montréal avec 36 % des voix devant Nicolas Sarkozy, 31 %, et François Bayrou, 23 %.

L'avocat Julius Grey, quoique non Français, a appelé à voter pour Ségolène Royal, la seule à incarner, selon lui, des valeurs « de liberté, d'égalité et de fraternité ».

Hier, le représentant du Parti socialiste à Montréal, Malik Dussaud, était fier de présenter une conférence de presse à l'Union française, avec notamment François Boulanger, un de ces pro-Bayrou centristes ayant choisi de voter pour la socialiste, et l'avocat Julius Grey, qui, quoique non Français, a appelé à voter pour Mme Royal, la seule à incarner, selon lui, des valeurs « de liberté, d'égalité et de fraternité ».

Étudiant français inscrit en maîtrise d'histoire à l'UQAM, M. Boulanger a dit avoir choisi de voter pour Ségolène Royal car, selon lui, « Nicolas Sarkozy a un programme dangereux pour la France qui favorise les riches au détriment des plus démunis ». Selon lui, M. Sarkozy « accentue les tensions au sein de la France » et « mélange les pouvoirs médiatiques, politiques et financiers ».

M. Boulanger espère que les Français éliront Ségolène Royal grâce à une « coalition de centre gauche, comme l'ont fait les Italiens avec Romano Prodi », l'an dernier. M. Dussaud a ajouté qu'il y a une démarche nouvelle en France. « C'est une reconstruction de la vie politique française et c'est formidable », a-t-il dit.

Par ailleurs, la vitrine extérieure du local de campagne de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) à Montréal a été vandalisée dans la nuit de dimanche à lundi. Les vitres du local de l'avenue Van Horne ont été recouvertes de graffitis : « Sarko facho », « Votez Sarko le démago », « Sarko, sacre ton camp d'ici », « Ni en France ni au Canada, pas de patrie pour les fachos ».

L'organisatrice de la campagne de l'UMP à Montréal, Khadija Doukali, est outrée. « Nous avons appelé la police pour faire dresser un constat, dit-elle. C'est inadmissible, d'autant que j'ai déjà eu des menaces de mort au téléphone et qu'on a coupé le tuyau d'arrivée du gaz de mon restaurant. J'ai donc demandé la protection de la police. »

Mme Doukali espère qu'avec la caméra extérieure située près du local, on trouvera les coupables.

Le débat télévisé préparatoire au second tour de l'élection opposera, demain, Nicolas Sarkozy à Ségolène Royal. Jeudi soir, à 19 h, les pro-Bayrou, les socialistes et les autres Français de Montréal apportant leur soutien à Mme Royal se réuniront à l'Union française pour un dernier rassemblement avant le vote qui aura lieu à Montréal samedi de 8 h à 20 h, et non dimanche, comme en France.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste
eric.clement@lapresse.ca

La Focus GFX sort en ville.



FOCUS ZX3 SE
AVEC GROUPE DÉCOR GFX

TRÈS BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE
234 $ /mois†
0 % de financement à l'achat
Terme de 72 mois
Frais de transport en sus

GARDEZ LE FOCUS

INCLUANT :
- Climatisation
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD/MP3
- Garantie du groupe motopropulseur et assistance routière de 5 ans ou 100 000 km

ET GROUPE DÉCOR GFX :
- Bouclier arrière avec diffuseur
- Embout d'échappement brillant
- Bouclier avant spécifique de teinte harmonisée et antibrouillards
- Feux de position latéraux et jantes de 15 po à rayons multiples
- Grille de calandre noire et déflecteur d'air inférieur
- Becquet arrière



Sur route : 5,9 L/100 km**
En ville : 8,7 L/100 km**

Jetez un coup d'œil à nos autres offres.

FORD FOCUS ZX4 S
PDSC :
12 999 $†
Frais de transport en sus



FORD FUSION SE
299 $/mois*
Location de 48 mois
Dépôt de sécurité de 0 $
Frais de transport et de préparation inclus

SEULEMENT 675 $ DE MISE DE FONDS



www.ford.ca

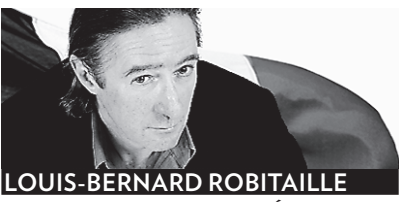
Ford
Bien pensé

3471058A 3478318

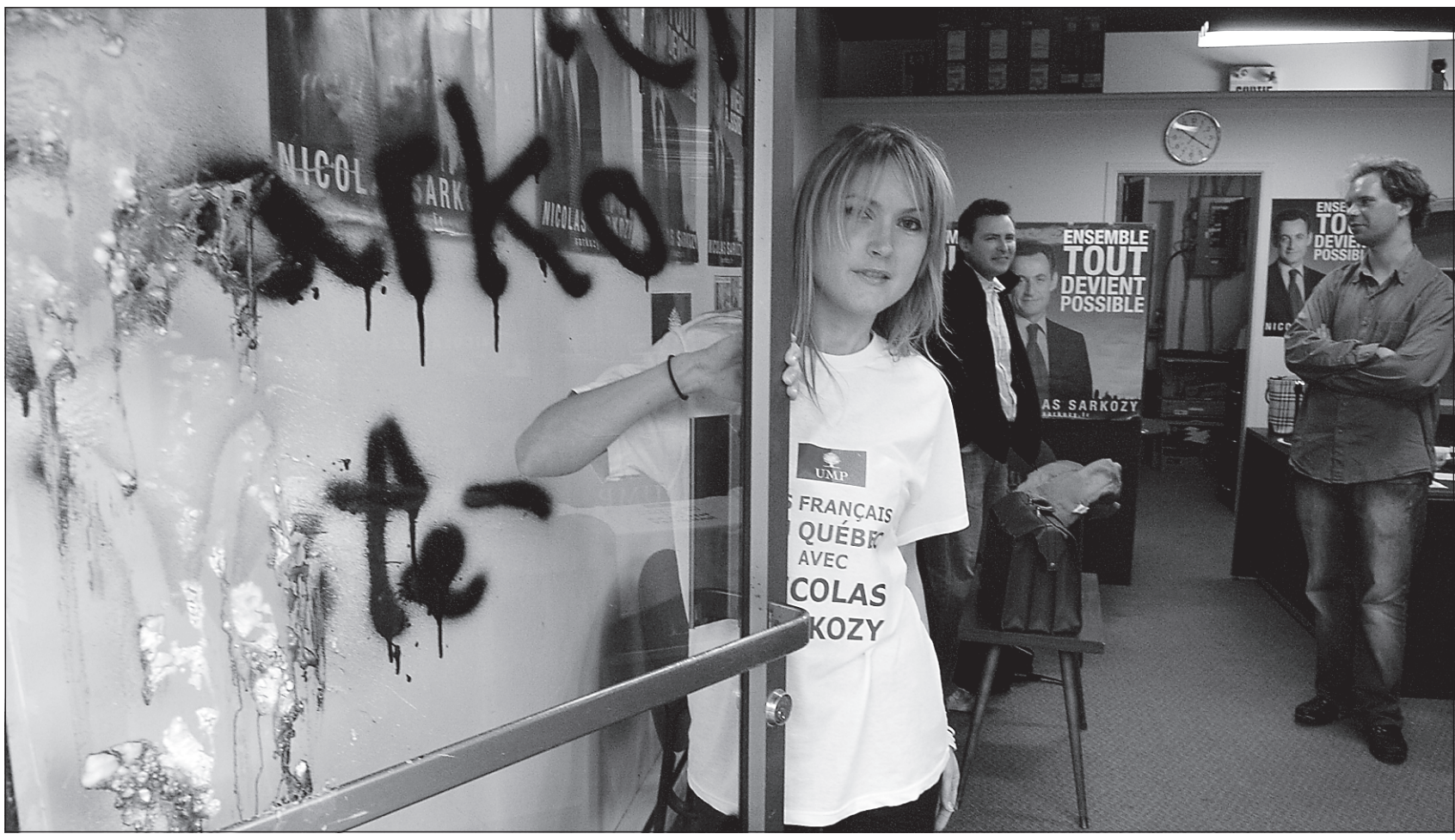
750 $ DE REMISE AUX DIPLÔMÉS

Photos à titre indicatif seulement. †Frais de transport de 1 100 $. *Première mensualité et mise de fonds exigées à la livraison. Des frais de 0,12 $ le km après 80 000 km et d'autres conditions s'appliquent. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Ces offres s'adressent à des particuliers sur approbation de Crédit Ford et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre en vigueur, à l'exception de la remise aux diplômés à laquelle certaines conditions s'appliquent. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Votre concessionnaire Ford peut louer ou vendre moins cher. Détails chez votre concessionnaire Ford. **Données sur les cotes de consommation de carburant provenant du ministère des Ressources naturelles Canada (2007).

Nicolas Sarkozy, fou des médias



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE



À Montréal, le local du candidat de la droite à l'élection présidentielle française, Nicolas Sarkosy, a été la cible de vandales.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LAPRESSE ©

PARIS — Les politiciens français manipulent-ils les médias? À commencer par le candidat de la droite, Nicolas Sarkozy?

« La vérité, c'est qu'à quelques jours du second tour de l'élection présidentielle, la situation est devenue très tendue entre les deux camps. À droite, on fait à Ségolène Royal un procès pour incompétence et incohérence. Et chez les socialistes, on accuse Nicolas Sarkozy de manipuler l'information. C'est de bonne guerre. Ça ne correspond pas à la réalité. »

C'est ce que dit Pierre-Luc Séguillon, éditorialiste à LCI, la chaîne info du groupe TF1. Il coanime une importante émission politique du dimanche soir, *Grand Jury*, produite par sa chaîne avec la collaboration de RTL et du *Figaro*.

Il est réputé de gauche. Mais pense que les manchettes récentes de *Libération* (« Dix raisons pour ne pas voter Sarkozy », par exemple) relèvent du « pamphlet politique », tout comme la charge récente de Jean-François Kahn dans l'hebdomadaire *Marianne*.

Ami des grands patrons

« Il est vrai que Sarkozy est un ami intime des industriels Bouygues et de Lagardère, qui possèdent beaucoup de médias importants, TF1, *Paris Match*, *L'Express*, *Le Point*, etc. Il est vrai aussi que c'est un personnage hyperactif qui passe son temps à téléphoner aux journalistes. Parfois pour les engueuler sur leur dernier éditorial, car il ne mâche pas ses mots et qu'il est même parfois imprudent. Souvent aussi il téléphone, comme ça, "pour bavarder" comme il dit », constate M. Séguillon.

Un rédacteur en chef du *Monde*, qui s'exprime à titre personnel, opine : « Sarkozy passe son temps à s'occuper des journalistes. Pas seulement des patrons, mais aussi des reporters qui le suivent. Il les connaît tous par leur prénom, les félicite pour leur dernier papier, etc. C'est un vrai pro… »

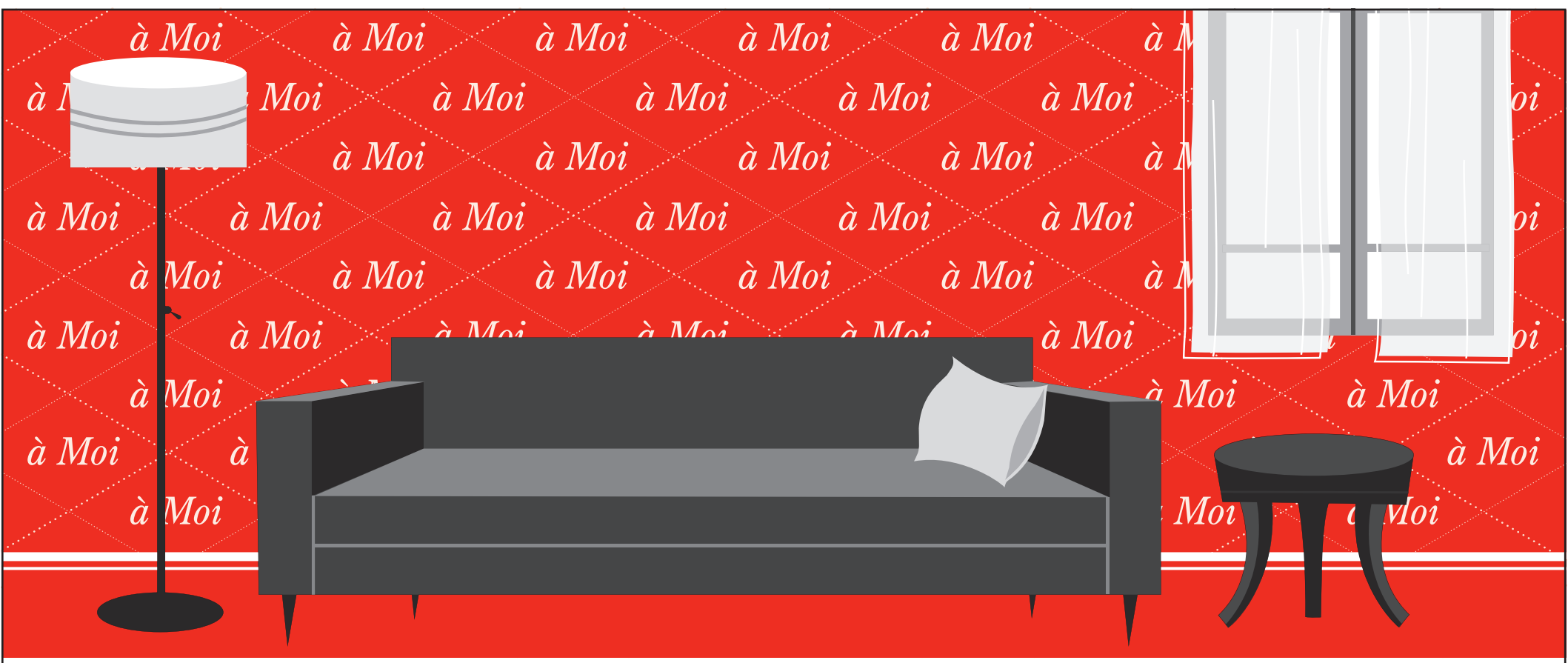
Anecdotes. Il y a trois semaines, Sarkozy se pointe à la grande émission politique *France-Europe Express*. La loge de maquillage n'est pas prête. Il s'excite : « C'est comme ça qu'on me traite? Je vais tous vous virer! » lance-t-il.

Face aux attaques virulentes de *Libération*, il téléphone à un autre « ami »,Édouard de Rothschild, actionnaire majoritaire à *Libé*, et lui demande de faire pression sur la rédaction.

« Il arrive à Sarkozy, avant une émission politique, de passer un quart d'heure à engueuler la direction, parfois sur un sujet annexe, comme un boxeur qui voudrait s'échauffer, ajoute M. Séguillon. Et, la dernière fois qu'on l'a reçu à notre émission, à la première question d'un journaliste, il a commencé par répondre : ''Voilà, c'est la pensée unique!'' Donc Sarkozy peut exercer des pressions constantes. Mais toujours au *Grand Jury*, Ségolène Royal avait menacé de ne pas venir à cause d'un éditorial qu'elle jugeait déplaisant. Les puissants exercent des pressions : la question est de savoir si on y cède ou non. Et je crois qu'aujourd'hui en France, c'est plutôt non. »

Quant au fameux débat Ségolène-Bayrou, surgi à la fin de la semaine dernière sur une initiative de la socialiste, a-t-il été « interdit » sur pression de Sarkozy? « En aucune manière », dit Jacques Camus, président de la Presse quotidienne régionale. Rien non plus n'indique que la chaîne Canal + ait renoncé sur ordre », estime Séguillon.

Un fait demeure avéré et sans conteste : le limogeage, il y a deux ans, du rédacteur en chef de *Paris Match*, Alain Genestar, après la publication en couverture de Cécilia Sarkozy à New York avec son amant de la saison. « C'était une affaire intime, constate Séguillon sans porter de jugement, et Sarkozy était fou de rage. Il ne se contrôlait plus. » Un point qui met tout le monde d'accord : il y a des moments où « Sarko » ne se contrôle pas tout à fait.



Vous payez pour être locataire?
Payez pour être propriétaire.

Le programme hypothécaire *Scotia 100 %*† peut vous aider à acheter la maison que vous désirez, sans mise de fonds. Vous aurez la satisfaction d'avoir fait un bon investissement tout en conservant votre style de vie.

Pour plus d'informations, passez à une succursale Scotia, faites le 1-800-211-9415 ou allez à trouverlargent.banquescotia.com

Si votre loyer mensuel est de :	Vous pouvez vous permettre un prêt hypothécaire de** :
1 000 $	156 297 $
1 300 $	203 186 $
1 500 $	234 446 $
2 000 $	312 594 $

Vous êtes plus riche que vous ne le pensez.MC

Banque Scotia®

®Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.
†Sous réserve du respect des critères de la Banque Scotia et de l'assureur hypothécaire en matière de crédit et de prêt pour les propriétés résidentielles. Le financement intégral sera octroyé le jour du décaissement du prêt hypothécaire. Le client est responsable de tout dépôt initial requis antérieurement à cette date.
**Ces exemples sont basés sur un taux d'intérêt annuel modèle de 6,0 % (taux annuel en pourcentage de 5,93 %), calculé semestriellement, non d'avance, et supposent que le taux d'intérêt demeure constant pour la durée complète de la période d'amortissement de 25 ans du prêt hypothécaire.

3471316A
3471331

MONDE

GUANTANAMO

Deux détenus déboutés par la Cour suprême

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — La Cour suprême des Etats-Unis a refusé hier de se saisir de la requête de deux détenus de Guantanamo (Cuba), le Yéménite Salim Ahmed Hamdan et le Canadien Omar Khadr, qui voulaient contester la légalité des tribunaux d'exception.

Dans leur requête, MM. Hamdan et Khadr demandaient s'ils bénéficiaient des protections de la Constitution américaine, notamment en matière de droits de la défense, et faisaient valoir qu'ils n'avaient pas le temps d'attendre d'être condamnés pour le savoir. Leurs avocats contestaient notamment le fait que les tribunaux d'exception autorisent l'accusation à recourir à des témoignages indirects ou obtenus sous la contrainte.



Changez de maison, pas de style de vie.

✔ Taux d'intérêt concurrentiels

✔ Calendrier de versements qui tient compte de votre budget

✔ Options avec mise de fonds minimale ou sans mise de fonds offertes

Obtenez un prêt hypothécaire qui convient à votre budget, auprès de TD Canada Trust.

Que vous soyez déjà propriétaire et que vous vous apprêtiez à emménager dans une maison plus spacieuse ou plus luxueuse ou que vous achetiez votre première maison, TD Canada Trust a le prêt hypothécaire qui vous convient : un prêt hypothécaire qui vous offre la souplesse voulue, à des taux concurrentiels, et qui vous permet de profiter de votre nouvelle demeure sans changer votre style de vie. Chez TD Canada Trust, notre gamme de prêts hypothécaires comporte des options avec mise de fonds minimale et sans mise de fonds ainsi que des périodes d'amortissement pouvant aller jusqu'à 40 ans[1]. En échelonnant le remboursement de votre emprunt hypothécaire sur une plus longue période, vous pouvez diminuer le montant de vos versements et ainsi mieux gérer votre budget. Le choix d'une période d'amortissement plus courte vous aidera à rembourser votre emprunt hypothécaire plus tôt. Nos différentes fréquences de versements (hebdomadaires, toutes les deux semaines, bimensuels ou mensuels) peuvent aussi vous aider à gérer votre budget. Vous avez besoin d'aide pour déterminer quel prêt hypothécaire conviendrait le mieux à vos besoins? Vous n'avez qu'à passer à votre succursale ou à consulter le site www.tdcanadatrust.com/francais/pretshypothecaires/quebec.jsp pour rencontrer chez vous un spécialiste en prêts hypothécaires ambulant.



Pour demander un prêt, passez à une succursale, composez le 1-866-235-5013 ou visitez le site www.tdcanadatrust.com/abordable

CLASSÉE PREMIÈRE EN SERVICE À LA CLIENTÈLE* 2005

CLASSÉE PREMIÈRE EN SERVICE À LA CLIENTÈLE* 2006

TD Canada Trust

Des services bancaires confortables

3469468

3464157

*Reconnue pour l'excellence de la qualité générale du service à la clientèle parmi les cinq grandes banques, d'après l'Indice de service à la clientèle compilé par Synovate, septembre 2005 et 2006. Le sondage a été réalisé à l'échelle nationale parmi les clients en général, et non auprès des clients qui détiennent des prêts hypothécaires. [1]Certaines conditions s'appliquent.

EN BREF

AFGHANISTAN
La controverse rebondit au Pentagone

La controverse entourant la remise de prisonniers afghans à la police de ce pays par des militaires canadiens a rebondi au Pentagone hier. Au cours d'une conférence de presse, le major général Ton van Loon, commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) pour le sud de l'Afghanistan, a affirmé que la question du traitement des prisonniers était suivi de près. « La FIAS a une politique très claire sur la façon dont sont traités ses prisonniers et dans quelles conditions ils sont remis aux autorités afghanes, a-t-il dit. Nous surveillons de près ce qui advient de ces prisonniers. Et nous devrions continuer à le faire, et nous devons être très prudents avec le contrôle de la police et de l'armée afghane dans cette région. » Au cours de la dernières semaine, des allégations documentées ont indiqué que des prisonniers afghans remis par les soldats canadiens aux autorités locales ont par la suite été torturés. Cette histoire a plongé le gouvernement canadien et le ministre conservateur de la Défense, Gordon O'Connor, dans l'embarras. – André Duchesne

G.-BRETAGNE
Harry s'en va-t-en guerre

Le prince Harry va partir en Irak, a annoncé hier le chef d'état-major de l'Armée de terre britannique, le général Richard Dannatt. « J'ai décidé qu'il irait avec son régiment le moment venu », a déclaré le général Dannatt, faisant taire les conjectures au sein même de l'armée sur l'opportunité d'envoyer en Irak le prince, âgé de 22 ans, devant les risques que cela représentait pour lui-même et ses hommes. Le régiment d'Harry doit arriver en Irak en mai pour six mois. Les risques encourus par le prince avaient été mis en exergue par la déclaration samedi au quotidien *The Guardian* d'un responsable de l'armée du Mahdi, assurant que l'un des objectifs de la plus importante milice chiite était « de capturer Harry ». – AFP

TERRITOIRES PALESTINIENS
Des professeurs en colère

Des centaines d'enseignants palestiniens réclamant le versement de l'intégralité de leur salaire ont tenté hier de prendre d'assaut le siège du gouvernement, lors d'une manifestation à Ramallah. Les enseignants ont tenté de forcer une barrière à l'entrée du bâtiment abritant les bureaux du gouvernement mais ils ont été repoussés par les agents de sécurité. Les enseignants de Cisjordanie observaient hier une grève à l'appel de leur syndicat pour exiger d'être payés la totalité de leur salaire ainsi que le versement de plusieurs mois d'arriérés. – AFP

WASHINGTON
Réseau de prostitution de luxe

Des milliers de clients d'un réseau de prostitution de luxe à Washington pourraient être sous la menace des révélations d'une « Madame Claude » américaine, prête à les forcer à témoigner pour assurer sa défense. « C'est sûr et certain que je ne vais pas aller en prison un seul jour – et je ne parle même pas de quatre à huit ans – parce que je n'aurais pas osé faire venir le sous-secrétaire de je-ne-sais-quoi », a déclaré Deborah Jeane Palfrey lors d'un entretien à la chaîne de télévision ABC, devant être diffusé vendredi. L'affaire a déjà fait une victime de poids : le très conservateur Randall Tobias, qui avait prêché l'abstinence dans le monde du temps où il dirigeait le programme américain d'assistance internationale à la lutte contre le sida, a subitement démissionné vendredi de son poste de patron de l'Agence américaine de l'aide internationale au développement (USAID). – AFP